

هكذا من الامل

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13241 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 25 AOUT 1987

## Les fantômes du nazisme

La décision prise, en octobre 1962, par les quatre puissances assurant la tutelle de Berlin, de rendre la dépouille mortelle de Rudolf Hess à sa famille après sa mort, ne révèle aujourd'hui d'autre chose que la volonté de l'Allemagne de se débarrasser de son passé. En 1946, la dispersion des cendres des anciens dignitaires nazis exécutés ou morts en détention. Cette mesure de précaution, justement destinée à éviter que leurs tombes ne puissent servir ultérieurement de lieux de rendez-vous pour les nostalgiques du III<sup>e</sup> Reich, avait valu, jusqu'à présent, pour tout.

Les pressions exercées en Allemagne de l'Ouest depuis les années 70 pour faire libérer le dernier prisonnier de la prison de Spandau avaient finalement amené les Alliés à faire un geste, en dérogeant à ce principe. L'Union soviétique, qui jusqu'au bout s'était opposée à la libération de Hess, n'avait pas trouvé à y redire. Les Alliés avaient apparemment estimé qu'il était préférable d'en passer par là plutôt que de prendre le risque de voir Rudolf Hess transformé en une sorte de martyr.

L'ancien adjoint de Hitler était un personnage trop important pour faire valoir à son propos des raisons humanitaires. Faute de l'avoir compris, tout le monde se trouve maintenant dans l'embarras. C'est vrai pour les Allemands, qui n'ont pu éviter que l'étrange suicide de Hess ne soit exploité pour des raisons qui n'ont pas toutes à voir avec la politique, comme en témoigne l'excitativité que se sont assurées les quotidiens populaires «The Mail on Sunday», en Grande-Bretagne, et «Bild», auprès de son fils, Wolf Rüdiger Hess.

C'est vrai aussi pour les dirigeants conservateurs ouest-allemands. Le ministre-président de Bavière, M. Franz-Joseph Strauss, qui avait été l'un des plus chauds avocats de la libération anticipée de Hess, se voit contraint d'envoyer aujourd'hui sa police pour filtrer les accès du cimetière de Wunsiedel, où Hess doit être inhumé, mercredi en principe, dans le caveau familial. Ces mesures de précaution ont été prises à la suite des incidents qui se sont multipliés ce week-end dans la petite ville entre les forces de l'ordre et quelques deux cents militants néo-nazis. Depuis le 21 août, quatre-vingt-huit d'entre eux ont été appréhendés.

L'occasion était inespérée pour les groupuscules néo-nazis, qui se réclament à travers le monde de l'idéologie de «Mein Kampf», de faire parler d'eux. On aurait tort de croire le phénomène limité à la RFA. Des manifestants venus de plusieurs pays européens sont attendus cette semaine à Wunsiedel. En Afrique du Sud, une violente polémique a éclaté après un hommage rendu à l'ancien adjoint de Hitler, le 20 août, par des militants néo-nazis auxquels s'étaient joints des responsables du mouvement d'extrême droite AWS (mouvement de résistance africain).

(Lire nos informations page 22.)

## La Nouvelle-Calédonie à trois semaines du référendum

- Le FLNKS veut mobiliser contre la «répression»
- Le RPR dénonce la «provocation» indépendantiste

Après la dispersion brutale, le samedi 22 août à Nouméa, d'une manifestation pacifique des indépendantistes canaques, le FLNKS de M. Jean-Marie Tjibaou tente de mobiliser ses militants sur le thème de la «répression».

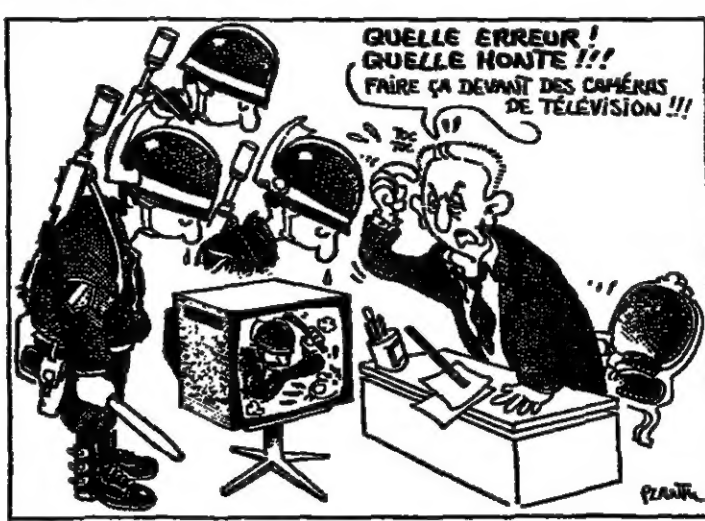
Le chef de file des indépendantistes, trois semaines avant le référendum d'autodétermination, en appelle à M. François Mitterrand afin que le chef de l'Etat «s'inquiète un peu de la répression qui doucement s'organise». Le prési-

dent de la République, a-t-il dit à la chaîne de télévision M6, «devrait s'interroger sur ce que font (en Nouvelle-Calédonie) les gens dont il est responsable».

Il n'est pas exclu, indique-t-on à l'Elysée, que M. Mitterrand expose son analyse de la situation dans le territoire, le mardi 25 août, dans sa résidence de Laiche, où il doit recevoir le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez.

La situation a été calme toute la journée de lundi en Nouvelle-Calédonie. Cinq des six manifestants indépendantistes interpellés à Nouméa et à Thio ont été condamnés à quinze jours de prison avec sursis et un sixième à quinze jours fermes. La diffusion en métropole des images de l'intervention des forces de l'ordre, samedi, à Nouméa, a provoqué des réactions indignées, notamment parmi les socialistes. M. Toubon, secrétaire général du RPR, se dit «surpris» par ces images, mais accuse le FLNKS de «faire de la provocation».

(Lire, page 6, les articles de FRÉDÉRIC BOBIN et de JEAN-YVES LHOMEAU.)



## De nouvelles molécules interstellaires

### La matière première du vivant

Des acides aminés non terrestres détectés dans un météorite, un polymère pour la première fois identifié dans le milieu interstellaire: avec ces deux découvertes, les chercheurs ont fait un nouveau pas vers la connaissance des origines de la vie.

Que des météorites contiennent des acides aminés - ces éléments constitutifs des protéines essentielles à toute forme de vie - n'a rien de nouveau. Mais, jusqu'ici, nul ne savait si ces composés s'étaient formés dans les nuages

interstellaires ou s'ils étaient simplement apparus lors de l'entrée des météorites dans l'atmosphère terrestre. Et la polémique était vive entre ceux qui défendaient l'une ou l'autre thèse. Les résultats récemment obtenus par deux équipes américaines, l'une de l'Institut californien de technologie (Caltech) à Pasadena, l'autre de l'université d'Arizona, tranchent en faveur des partisans des acides aminés «extraterrestres».

Dans les composés organiques présents sur le météorite Murchison, tombé en Australie il y a dix-

huit ans, ces chercheurs ont, en effet, trouvé des taux anormalement élevés de deutérium (hydrogène lourd) et d'azote 15 (un isotope de l'azote, relativement peu abondant sur terre). Pour le géochimiste du Caltech, M. Samuel Epstein, c'est là une preuve que les acides aminés «se sont probablement formés dans les nuages de poussières interstellaires dans lesquels le deutérium est abondant».

ELISABETH GORDON.

(Lire la suite page 8.)

## La crise en Corée du Sud

Selon un rapport officiel, l'industrie peut supporter des hausses de salaires. PAGE 3

## Embellie au Guatemala

Vingt mois de pouvoir civil, ou l'apprentissage de la démocratie. PAGE 5

## L'Iran et l'extrême droite

Droits de réponse... et confirmations. PAGE 7

## Privatisation des assurances

Controverse sur des transferts. PAGE 19

## Candidatures socialistes

De la difficulté d'«oublier» M. Michel Rocard... PAGE 6

## La plainte contre la CNCL

Secret et code pénal. PAGE 22

## Concordances des temps

Les funérailles de Hugo et de Sartre. PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 22

## SPORTS

### La mort de Didier Pironi

La mort accidentelle de Didier Pironi et de ses coéquipiers, Bernard Giraux et Jean-Claude Guinand, au cours d'une compétition d'offshore a endeuillé le week-end sportif.

### Renouveau de la natation française

Vingt-quatre records de France battus aux championnats d'Europe de Strasbourg ont illustré le renouveau de la natation française dans le sillage de Stephan Caron et de Catherine Flevisnik.

### Médaille d'or pour les kayakistes

A Duisbourg, les médailles d'or et d'argent des kayakistes Philippe Boccara et Pascal Bouchet aux championnats du monde étaient attendues. La bonne performance d'ensemble des canoëistes est une surprise encourageante à un an des Jeux olympiques de Séoul.

Page 9

## REGARDS SUR L'ÉTRANGER

### Grande-Bretagne: les jeunes loups de la City

Isolé dans une île, la City de Londres a toujours mené sa propre vie, indifférente aux vicissitudes politiques et sociales qui ont pu agiter la Grande-Bretagne. Il en va de même aujourd'hui. En 1777, le moraliste anglais Samuel Johnson écrivait que «quiconque en aurait assez de Londres, en aurait assez de la vie parce que Londres offre tout ce que la vie peut procurer». Il suffit d'échanger, ou si l'on préfère de «swap» comme diraient les banquiers, le mot «vie» par «argent», pour adapter à la City d'aujourd'hui le fameux adage du cynique docteur Johnson: être fatigué de la City reviendrait à en avoir marre du fric parce que la City dispose de tout ce que l'argent peut offrir.

Etat dans l'Etat, la City est comme le Vatican. La seule différence est que celui-ci est consacré à Dieu alors que celle-là l'est à Mammon. Temple des richesses, la seule fin de la City est de faire de l'argent. Se soucier comme d'une guigne du reste de la Grande-Bretagne et de ceux qui sont censés la diriger, elle a, sous tous les régimes, imperturbablement poursuivi son but, qui est de faire fructifier les capitaux qui lui sont confiés.

Les gouvernements successifs de Sa Très Gracieuse Majesté, qu'ils soient de droite ou de gauche, y trouvant leur dû, se sont toujours bien gardés de toucher aux privilèges de ce que l'on désigne par son étroite surface comme étant le square mile (le «mille carré»). Cette autonomie, sous la tutelle bienveillante de la Banque d'Angleterre, a permis à la City de poursuivre sa propre évolution et de briser les tabous qui continuent de gouverner la vie anglaise. Pour n'avoir jamais voulu régner politiquement sur le Royaume-Uni et pour, en échange de cette indifférence, avoir bénéficié d'une liberté financière quasi absolue, la City a donné naissance à une manière d'être, si ce n'est à une civilisation, qui est en totale contradiction avec celle en vigueur dans le reste du pays.

Il y a encore vingt ans, la City était gouvernée par une oligarchie représentée par les Rothschild, Hambros, Hill Samuel, Kleinwort-Benson et autres Warburg. Cette domination, d'origine israélite, qui s'était implantée dès le siècle dernier entre la Tamise, au sud, et les restes de l'ancienne fortification romaine, au nord (London Wall), a toujours été très différente du traditionnel

establishment britannique. Ce dernier représenté par les grands propriétaires fonciers - les *landlords* - a traditionnellement vécu sous le signe d'un amateurisme éclairé et continue d'être le grand pourvoyeur, en hommes, du parti conservateur. Maggie Thatcher, issue de la même classe moyenne qui a donné beaucoup de ses fils au parti travailliste, n'est pas parvenue malgré ses efforts à affaiblir la puissance héréditaire des *Old Etonians*, ces anciens d'Oxford conservateurs au réflexe de classe acéré.

CHRISTOPHER HUGUES.  
(Lire la suite page 19.)

## Le Monde

### ÉCONOMIE

■ Devoirs de vacances: attention à la solidarité, par Michel Delebarre. ■ Les relations entre les pays de l'hémisphère sud: la courte échelle. ■ La chronique de Paul Fabra. Pages 15 et 16

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Arabie, 4,20 dr.; Tunisie, 525 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,76 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 145 pes.; G.-B., 55 p.; Grèce, 140 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 fr.; Norvège, 10,50 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suisse, 11,50 ch.; Suède, 1,50 S.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,76 \$.



## par Jean-Noël JEANNENEY

1000

1000

1000



Le Monde

CORÉE DU SUD : les conflits sociaux

# L'industrie peut supporter des hausses de salaires selon un rapport officiel

Un ouvrier des chantiers navals de l'île de Jeju est mort, le samedi 22 août, à la suite d'affrontements avec les forces de l'ordre. Les conflits du travail continuent, lundi, de s'étendre, affectant plus de cinq cents entreprises.

SÉOUL  
de notre envoyé spécial

M. Park nous tend une feuille de papier sur laquelle il vient d'inscrire quelques chiffres. Patron d'une petite entreprise employant une quinzaine d'ouvriers à Incheon, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Séoul, M. Park travaille en sous-traitant pour Daewoo, deuxième constructeur automobile sud-coréen. Il sait que celui-ci va répercuter les augmentations de salaires consenties à ses ouvriers sur les sous-traitants de bout de chaîne, exigeant d'eux qu'ils réduisent leurs marges. Si les ouvriers de l'atelier de M. Park demandent eux aussi des augmentations, les calculs de ce dernier ne laissent guère de doute : il court à la faillite.

Dans les ateliers des PME, où le bruit et la saleté sont rendus encore plus pénibles par la chaleur moite et torride de l'été coréen, comme dans les bureaux climatisés des sièges des grands groupes, la préoccupation, voire l'inquiétude, sont à l'ordre du jour. L'impact du mouvement de revendication salariale sans précédent qu'est en train de connaître la Corée du Sud sera différent selon les branches et selon la taille des entreprises, mais il se fera sentir dans tous les secteurs. Pour une économie fortement dépendante des exportations, les risques de dérapage sont évidents. Le « printemps de Séoul », en mai 1980, qui fut aussi l'occasion d'une explosion de revendications ouvrières, se solda par une récession.

Certes, la médiation du gouvernement, qui, la semaine dernière, a été à l'origine du compromis intervenu chez Hyundai, premier groupe du pays (10% du PIB), et a évité in extremis une grève de dix-huit mille employés des compagnies (privées) d'autobus à Séoul samedi, incite-t-elle à penser que des solutions se dessinent. Au début de cette semaine, l'agitation ouvrière n'en continue pas moins à faire tache d'huile : plus de cinq cents entreprises sont le théâtre de conflit du

travail et des dizaines de milliers de travailleurs sont en grève. Le mouvement de revendication prend parfois un caractère violent : sur l'île de Jeju, près de Pusan, un ouvrier des chantiers navals de Daewoo, en grève depuis une semaine, est mort samedi des suites d'affrontements avec la police.

Même si le gouvernement parvient à contraindre le patronat à faire des concessions et à contenir ainsi l'agitation, les augmentations de salaires consenties et la création de syndicats libres, par conséquent plus combattifs que ceux contrôlés par le pouvoir, risquent-ils de compromettre la compétitivité internationale de la Corée du Sud ? Son économie traverse une phase florissante : le taux de croissance a été de près de 15% au cours du premier semestre, et l'excédent commercial pour la même période a atteint le montant record de 5,2 milliards de dollars, soit déjà plus en six mois que sur l'ensemble de l'année 1986. Au cours du premier semestre, les exportations ont augmenté de 26,1%.

Sans doute y a-t-il une part de réaction émotionnelle dans l'alarmisme des industriels sud-coréens. Ceux-ci ont eu traditionnellement les yeux fixés sur deux variables : le coût des matières premières et les fluctuations des monnaies. Ils sont confrontés aujourd'hui à un problème totalement nouveau pour eux : la revendication ouvrière. Leur nervosité est, en outre, aggravée par les projections publiées la semaine dernière par l'Agence de planification et les instituts de recherches gouvernementaux. Ainsi, le Korean Development Institute a-t-il fait deux semaines pour le second semestre de cette année.

Selon le premier, qui prend comme hypothèse des augmentations de 2% à 3% des salaires (venant s'ajouter aux 7% à 8% normalement prévus), la croissance diminuerait d'un point (passant de 9,5% à 8,7%), ainsi que la progression des exportations (passant de 13,5% à 12,2%). Selon le deuxième scénario, qui prend comme hypothèse des augmentations additionnelles de 5% à 6%, la croissance tomberait à 5,8% au cours du dernier semestre, et la croissance des

exportations diminuerait de moitié. Il en irait de même au cours de 1988, le chômage passant de 3,7% à 4,9%. M. Kim Chong So, auteur de cette projection, fait valoir que, si les salaires ne représentent que de 10% à 11% du coût de production en général, cette proportion est en moyenne de 20% dans l'industrie et qu'ils constituent, en outre, de 40% à 45% de la valeur ajoutée. C'est, semble-t-il, vers le deuxième scénario que l'on s'oriente, compte tenu des augmentations consenties la semaine dernière : 11%, par exemple, dans le cas des employés des compagnies d'autobus de Séoul.

Les grèves vont coûter cher à une économie qui était en pleine expansion. Mais le rattrapage inévitable des salaires dans l'industrie peut fournir l'occasion d'une restructuration salariale.

## Marges de manœuvres

L'alarmisme des milieux officiels et des industriels doit cependant être nuancé. Les revendications salariales ne constituent, en fait, que des demandes de rajustement des plus normales. Elles ne sont que la réaction d'une situation qui, elle, est tout à fait anormale depuis des années : à partir de 1980, la productivité a augmenté de 150% alors que les salaires ne progressaient que de 40%. Bien que, au cours des deux dernières années, les profits des principaux groupes aient augmenté de 25 %, les salaires sont demeurés les plus faibles des pays nouvellement industrialisés (en moyenne, selon le ministère du travail, 255 dollars par mois, mais en réalité la moitié des ouvriers ne touchent guère plus de 185 dollars et les femmes entre 120 et 160 dollars). Dans le secteur industriel, l'heure de travail revient en moyenne à 1,55 dollar contre 2,23 dollars à Singapour. La durée de travail est, en outre, la plus longue : 54,3 heures en 1986 contre 47,4 à Taiwan par exemple. Ce n'est qu'en 1988, sous la pression améri-

caine et les menaces de protectionnisme, que la Corée introduira un système de salaire minimum (120 dollars).

Cette situation donne aux industriels des marges de manœuvres pour répondre aux revendications salariales sans compromettre profondément leur compétitivité : par exemple, en ce qui concerne la sidérurgie, le coût de la main-d'œuvre pour une tonne d'acier revient en

Corée du Sud à 25 dollars (contre 132 au Japon et 164 aux États-Unis) et le coût de l'heure de travail dans la construction automobile est de 3 dollars (contre 18 au Japon et 24 aux États-Unis).

La Corée jouit, en outre, d'une situation économique exceptionnelle. Grâce aux « trois baisses » (du pétrole, des taux d'intérêt et du dollar, auquel est fortement lié le won), ses exportations sont parties en flèche. En 1986, elles avaient augmenté de 14,6% pour se chiffrer à 34,7 milliards de dollars. Pour un patronat confronté désormais à une main-d'œuvre plus revendicative, cette expansion, due à un ensemble de facteurs favorables mais par nature temporaires, est une aubaine. Les industriels sud-coréens sont en mesure aujourd'hui de satisfaire partiellement les demandes de leurs ouvriers : au cours des six premiers mois, les principaux groupes industriels ont doublé leurs profits (Goldstar Co. a augmenté ses ventes de 25 % et ses profits de 89 %, Hyundai Motor présente un chiffre d'affaires en augmentation de 15 %, Daewoo Electronics a doublé ses profits et augmenté de 60 % ses ventes, etc.).

L'économie sud-coréenne peut donc actuellement se payer le luxe d'une période de flottement. Loins d'être négative, celle-ci pourrait être au contraire l'occasion d'une restructuration. Par le passé, les Japo-

nais l'ont fait, tirant parti des crises pour améliorer la productivité par des apports technologiques et pour couper les branches mortes, en l'occurrence des industries à forte main-d'œuvre. La Corée du Sud pourrait réduire, en particulier, sa production textile concurrencée par la Chine ou le Bangladesh.

Une telle restructuration ne se fera certes pas sans coûts sociaux pénibles : les PME seront touchées en priorité ainsi que la frange importante des salariés (30 %) qui sont pour la plupart des journaliers, travaillant lorsqu'il y a des commandes dans de minuscules ateliers familiaux ou des échoppes. Mais globalement, à la faveur de cette restructuration, l'économie sud-coréenne pourrait accomplir un bond technologique et rationaliser le fonctionnement de sa machine productive (notamment au niveau de la gestion) pour sortir, en définitive, renforcée de la crise.

Un autre facteur favorable est la nature des revendications ouvrières : jusqu'à présent, elles sont essentiellement économiques et non politiques. Il s'agit, comme disent les ouvriers, d'un « rattrapage historique » en ce qui concerne les salaires comme les conditions de travail.

## Un rapprochement étudiants ouvriers ?

Sur le portait d'une usine de roulement à billes d'Incheon, dont les ouvriers, en grève depuis le 12 août, occupent les locaux, une pancarte précise : « Nous refusons toute intervention externe ». Interrogés, les grévistes déclarent qu'ils ne veulent pas que se mêlent à leur lutte des organisations radicales comme les Missions industrielles urbaines (protestantes). Depuis de longues années, celles-ci ont cherché à mobiliser, sinon à radicaliser, les ouvriers, et le plus souvent ces derniers en ont fait les frais.

Les Missions industrielles sont en outre politisées : l'un de leurs dirigeants, le pasteur In Muong Jin, est aussi le porte-parole de la Coalition nationale pour une Constitution démocratique, organisation qui est composée de dissidents. Assurément, le mouvement ouvrier bourgeois, et qui en est encore à chercher à s'organiser, est vulnérable aux

noyautages par des éléments radicaux et soumis à des pressions parfois violentes. Ainsi, le 20 août à Incheon, des activistes ont fait une descente pour le moins inopinée, à 3 heures du matin, dans un dortoir d'ouvriers d'une usine d'appareillage électrique pour les forcer à constituer un syndicat. Pour l'instant, il ne semble pas que se concrétise une alliance entre ouvriers et étudiants. Mais certains syndicats sont susceptibles de se radicaliser s'ils n'obtiennent pas partiellement ce qu'ils demandent.

Le gouvernement qui, après une période d'attentisme, s'est décidé à intervenir comme médiateur dans les conflits du travail, est conscient du danger d'un tel rapprochement étudiants ouvriers qui rendrait la situation beaucoup plus difficilement contrôlable. S'il veut éviter une radicalisation de l'agitation ouvrière, il doit prendre rapidement des mesures concrètes. En premier lieu, remédier au hiatus existant actuellement en matière de législation du travail : les dispositions en vigueur jusqu'à ces dernières semaines ont été battues en brèche et peuvent être considérées comme caduques (aux termes de la loi par exemple, les syndicats qui se créent sont légaux, tout comme les grèves qui se multiplient).

Il faut donc au plus tôt établir de nouvelles règles du jeu, tenant compte d'une situation qui, en quelques semaines, a profondément évolué : les ouvriers sud-coréens sont en train de prendre conscience qu'ils peuvent constituer une force, une expérience, pour eux, radicalement nouvelle. Mais le mouvement est encore en grande partie spontané, sans véritable direction et sans contrôle, ce qui comporte assurément des risques de dérapage.

L'un des éléments qui fut à la base du « miracle » économique sud-coréen — le faible coût de la main-d'œuvre — est en train de voler en éclat. Assurément, il serait erroné de penser que la compétitivité sud-coréenne de 1987 ne repose que sur une main-d'œuvre sous-payée et exploitée. Ce qui était vrai il y a dix ans ne l'est plus en partie aujourd'hui. Il reste que les industriels coréens devront à l'avenir tenir compte, dans l'évaluation de la compétitivité internationale de leurs produits, d'une donnée que jusqu'à présent ils tenaient pour un acquis et qui tend à devenir une variable : la docilité des travailleurs.

PHILIPPE PONS.

## A TRAVERS LE MONDE

### Bangladesh

300 morts dans les inondations

Dacca (AFP). — Plus de 300 personnes ont été tuées et 17 millions d'habitants ont été affectés par les plus graves inondations qu'ait connues le Bangladesh depuis 1974, a annoncé, le samedi 22 août, à Dacca le président Ershad. Le chef de l'Etat, qui parlait devant la presse étrangère, a indiqué que le Bangladesh devrait importer 1,5 million de tonnes supplémentaires de grains en raison de la destruction de presque 800 000 hectares de récoltes par les inondations. « Nous ne laisserons personne mourir de faim », a-t-il déclaré.

Le prix du riz a connu une forte hausse, tandis que des produits de première nécessité, comme le carburant, le sel et les médicaments pour bébés, venaient à manquer dans les régions inondées, a annoncé la presse locale. Les routes et voies de chemin de fer entre Dacca et la plupart des districts du nord et de l'est demeurent impraticables, selon des responsables. Le président Ershad a fait état de 300 morts dans 47 des 84 districts administratifs que compte le Bangladesh. Des informations non confirmées officiellement portent le bilan à 600 morts.

Le niveau des eaux a commencé à baisser dans le nord du pays vendredi et samedi, mais la situation demeure inquiétante dans plusieurs régions, notamment celle de Dacca, selon des responsables. La situation reste également critique dans l'ouest et le sud du pays, où des milliers de personnes sont isolées par les inondations ou réfugiées dans des camps misérables.

### Chili

La date du plébiscite sera avancée

Santiago du Chili. — Le général Augusto Pinochet a confirmé, le ven-

### La confrontation entre les mineurs noirs et les sociétés blanches, qui selon un analyste de Johannesburg perdrait une sorte d'oxymore, risque de s'accroître, le Syndicat national des mineurs (NUM) ayant annoncé dimanche que ses membres ne se laisseraient pas intimider par la menace. Environ 17 000 grévistes ont déjà été licenciés au total.

dredi 21 août, que le plébiscite se tiendrait l'année prochaine et non en 1989, comme il était prévu initialement. « Nous sommes à environ un an de la décision finale dont vous assumez la responsabilité », a déclaré le chef de l'Etat à Coahuaco, à 400 kilomètres au sud de Santiago, où il terminait une tournée à travers plusieurs villes de province. Lors de ce plébiscite, un candidat doit être proposé par les mineurs. Un proche collaborateur du général avait annoncé le 3 août que la date du plébiscite devait être avancée, mais il avait été démenti par le ministère de l'Intérieur. Même si aucune date précise n'a encore été annoncée, le délai indiqué par le chef de l'Etat pourrait coïncider avec celle du 11 septembre, anniversaire du coup d'Etat de 1973, qui avait porté le général Pinochet au pouvoir.

A l'occasion du quarzième anniversaire de la « nomination » de l'actuel chef de l'Etat à la tête des forces armées, le général Santiago Sinclair, vice-commandant en chef, a par ailleurs évoqué dimanche des « signes inquiétants » de rébellion. La rémission totale de la cérémonie a d'autre part été annulée sans explications. Les propos du général Sinclair semblent faire référence à l'opposition, qui demande la tenue d'élections libres avec plusieurs candidats au lieu du plébiscite prévu. Une demande soutenue récemment par les Etats-Unis lors de la visite du sous-secrétaire d'Etat aux affaires interaméricaines (le Monde du 22 août). — (AFP.)

### République sud-africaine

11 000 grévistes ont déjà été licenciés

Johannesburg. — La grève des mineurs noirs est entrée, le lundi 24 août, dans sa troisième semaine, alors que l'Anglo American Corporation annonçait six mille nouveaux licenciements dans deux de ses mines d'or.

### La confrontation entre les mineurs noirs et les sociétés blanches, qui selon un analyste de Johannesburg perdrait une sorte d'oxymore, risque de s'accroître, le Syndicat national des mineurs (NUM) ayant annoncé dimanche que ses membres ne se laisseraient pas intimider par la menace. Environ 17 000 grévistes ont déjà été licenciés au total.

D'autre part, Hertz, la plus importante firme de location de voitures du monde, va rejoindre la liste des sociétés américaines qui se sont retirées d'Afrique du Sud.

Dans une déclaration faite à l'agence de presse sud-africaine SAPA (South African Press Association), Hertz a annoncé un plan de désinvestissement sur dix-huit mois dans ce pays et le ministère de la finance locale avec une firme sud-africaine, Imperial Car Rental. Hertz n'émettra plus aucune carte internationale de crédit au bénéfice de Sud-Afrique et la filiale locale abandonnera le nom de Hertz après la fusion avec Imperial. — (Reuters, AFP.)

### Suriname

Le commandant Bouterse s'est rendu en Libye

Le chef du régime militaire du Suriname, le commandant Desi Bouterse, a quitté, dimanche 23 août, Tripoli, où il a été reçu, samedi, par le numéro un libyen, le colonel Mouammar Kadhafi. Le commandant Bouterse avait été accueilli officiellement, à son arrivée, par un membre du commandement de la révolution libyenne, le commandant Khoukhi, et par des responsables politiques et militaires du pays.

Dans une déclaration à l'agence officielle libyenne, le dirigeant du Suriname s'exprime en satisfaction à l'égard des « bonnes relations » de son pays avec la Libye, en précisant que sa visite entrerait dans le cadre du « renforcement et du développement » des rapports entre Tripoli et Paramaribo. — (AFP.)

### CHINE : la visite de M. Boyon

Le secrétaire d'Etat à la défense annonce la signature de deux accords de coopération militaire

PÉKIN  
de notre correspondant

Chinois et Français devraient signer très prochainement deux accords de coopération dans les domaines militaire et de l'armement, a annoncé le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Boyon, le samedi 22 août, l'issue d'une visite officielle de trois jours en Chine. Il s'agit pour M. Boyon d'une « première » dans les relations entre les deux pays.

Le premier accord devrait permettre le développement des échanges de visites entre responsables militaires et celui de la coopération dans le domaine de l'armement. Un second accord, plus technique, consacré au secteur de l'armement, devrait être rapidement conclu. M. Boyon souhaite, en effet, accroître les exportations françaises en Chine, en adaptant le matériel français existant aux conditions chinoises, voire en développant le matériel spécifique.

M. Boyon a évoqué ces questions avec son hôte chinois, le chef d'état-major adjoint He Xizhong, un officier âgé de quarante-quatre ans, qui a fait la guerre à la frontière indienne et vietnamienne et qui est spécialement chargé de la modernisation et de l'équipement des forces

armées chinoises. M. Boyon s'est également entretenu avec le vice-ministre des affaires étrangères, M. Zhou Nan, et avec le ministre de la défense, le général Zhang Aiping. Enfin, le secrétaire d'Etat, qui poursuit sa visite en Chine à la tête d'une délégation du conseil général de l'Ain, a déclaré que M. André Girard s'efforcerait de venir à Pékin dès que les circonstances le lui permettraient, peut-être au printemps prochain, avant l'élection présidentielle.

P. de B.

### PAKISTAN

Trafic d'enfants pour le tiers du désert

Karachi (Reuters). — La police pakistanaise a annoncé, le dimanche 23 août, avoir libéré, samedi à Karachi, vingt garçons de six à douze ans enlevés pour être emmenés dans le Golfe et utilisés pour faire courir plus vite des chameaux en compétition.

Deux trafiquants d'enfants ont été arrêtés. Ils ont été gravement payés par les organisateurs d'une course de chameaux. Selon un chameauier, les cris d'effroi d'un enfant ficelé sur le dos d'un chameau le font courir plus vite...

— Comme tu t'impatientes, me dit Théo. Laisse faire, attends. C'est un monde clos, silencieux, secret. Que passent les jours et même l'été... il n'est de bonheur qu'inexprimé. Ou faut-il dire : menacé ?

# ANNE WALTER

## LES RELATIONS D'INCERTITUDE

UN ROMAN PORTÉ PAR LA RUMEUR

ACTES SUD

DIFFUSION PLÉ



## Proche-Orient

Devant les ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe

## L'Arabie saoudite dénonce les « agissements terroristes et destructeurs des dirigeants de Téhéran »

L'Iran a été vivement pris à partie pour son attitude vis-à-vis de ses voisins et dans la guerre du Golfe, le dimanche 23 août à Tunis, où s'ouvrait un conseil ministériel extraordinaire de la Ligue arabe sur ce conflit.

C'est d'abord le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal, qui, président de cette réunion, a dénoncé les « agissements terroristes et destructeurs des dirigeants de Téhéran ». Il a en outre appelé les vingt et un participants à la réunion de Tunis à prendre des « décisions unanimes et pratiques pour vaincre les défis et l'obstruction du régime de Téhéran ».

C'est ensuite le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Kibbi, qui a réitéré sur l'Iran la responsabilité de l'aggravation des « périls » dans la région du Golfe, « en raison des menaces dirigées contre les Etats arabes de la région, en particulier le Koweït, ainsi que de l'évolution du conflit, qui a entraîné un afflux inhabituel de flottes étrangères dans les eaux du Golfe ».

M. Kibbi a estimé que « la solidarité des Arabes » était de nature à « rendre exécutoire » la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui a appelé, le 20 juillet dernier, l'Iran et l'Irak à un cessez-le-feu immédiat.

Cette réunion devait se poursuivre lundi, tandis que les participants se livraient à d'intenses tractations pour rapprocher tous les points de

vue et obtenir un consensus sur des « mesures pratiques ».

De Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a appelé son allié syrien à ne pas fléchir sous les pressions et à ne pas renoncer à son soutien à l'Iran.

Les appels arabes lancés depuis Tunis en vue d'un arrêt des hostilités ne paraissent pas pour l'heure avoir été entendus. Le régime de Téhéran, dès son arrivée à New-York, où il devait rencontrer lundi le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Larjani, a affirmé dimanche que son pays rejeterait la résolution du Conseil de sécurité exigeant un cessez-le-feu. M. Larjani, dont les Américains ont dit qu'ils accepteraient de le rencontrer, a toutefois tempéré ses propos en indiquant que Téhéran coopérerait aux efforts visant à apporter la paix dans la région.

Sur le terrain, les Etats-Unis ont augmenté la fréquence de leurs navettes d'escorte de pétroliers koweïtiens dans le Golfe. Quelques heures seulement après leur arrivée, vendredi soir, au Koweït avec un pétrolier et deux mécaniciens réaménagés aux Etats-Unis, les bâtiments de guerre américains ont rendu le cap sur le détroit d'Ormuz avec trois autres pétroliers et un mécanicien transportant du brut et du gaz koweïtien. Après une halte au large de Qatar, le convoi a repris

sa route dimanche après-midi vers le détroit d'Ormuz.

Dimanche également, les Iraniens ont semé la confusion sur le sort de cinq journalistes américains qui auraient été tués dans le Golfe dans un accident d'hélicoptère. Après avoir annoncé cet accident et crédité la marine iranienne de la découverte des cinq corps, Téhéran est revenu sur ces affirmations pour indiquer dans un premier temps que la marine avait seulement capté des échanges radio sur un tel accident puis, toujours par la voix de l'agence officielle IRNA, qu'une enquête était en cours concernant « les rapports émanant des services d'écoute de la marine » sur cet hypothétique accident. Pour leur part, médias et gouvernement américain ont assuré qu'aucun journaliste couvrant la guerre du Golfe, aucun hélicoptère dans la région n'était porté manquant.

## Bombardements irakiens

Dans le nord du Golfe, les Irakiens ont encore accru, samedi et dimanche, le rythme de leurs bombardements sur les installations industrielles iraniennes, entraînant une riposte de Téhéran sur plusieurs localités d'Irak et laissant craindre une reprise de la « guerre des villes ».

L'aviation irakienne a notamment lancé des raids massifs deux jours consécutifs contre le complexe

pétrochimique de Bandar-Khomeini, dans le sud de l'Iran, qui, selon Bagdad, était « la proie des flammes » après le passage des avions. Achèvement à 80 % et construit par un consortium japonais conduit par Mitsui, ce complexe, qui devait être le plus grand centre de production d'engrais du Proche-Orient, a déjà été le cible de nombreuses attaques irakiennes.

Selon le New-York Times, toutefois, l'Iran a mis à profit la récente accalmie dans les attaques contre la navigation dans le Golfe pour augmenter ses exportations pétrolières et les faire passer de 1,5 million de barils par jour au printemps à plus de 2 millions de barils actuellement.

D'autre part, l'imam Khomeiny a renouvelé dimanche ses attaques contre l'Arabie saoudite, appelant à venger la mort de pèlerins iraniens le 31 juillet dernier à La Mecque.

Recevant le président Ali Khamenei ainsi que le conseil des ministres, l'imam Khomeiny a appelé « tous les musulmans et les croyants à venger cette mort par tous les moyens, où ils veulent et comme ils le veulent ». Il a cependant exclu de cette vengeance les Saoudiens se trouvant en Iran, mais a été d'une grande violence contre les dirigeants de Riyad, ces « imbéciles qui se sont arrogés la garde des lieux saints ». D'ailleurs, s'il est notamment appelé « la libération de La Mecque passe avant celle de Koweït (Irak) et celle de Jérusalem ». — (AFP, Reuters.)

## L'escorte américaine des pétroliers koweïtiens coûte un million de dollars par jour

Washington (AFP). — La facture du premier mois d'escorte américaine des pétroliers koweïtiens dans le Golfe s'est élevée à trente millions de dollars — soit un million de dollars par jour — en coûts supplémentaires pour les navires, avions et personnels concernés, rapporte le Washington Post.

Ces dépenses comprennent les navigations et vols supplémentaires, les frais de soutien logistique, les déplacements plus fréquents de pièces sur navires et avions, les frais supplémentaires d'entretien ainsi

que les déplacements par avion de personnels et de matériels, selon le Post qui cite des sources gouvernementales.

Ce coût ne tient pas compte des dépenses supplémentaires occasionnées par l'armée de l'air ou l'armée de terre dans la région, ni de la contribution koweïtienne sous forme de ravitaillement par les navires de l'escorte. Le seul coût opérationnel d'un porte-avions et de ses navires de soutien a été estimé à 1,2 million de dollars par jour par la marine.

Le Pentagone a envoyé presque quarante unités de tous tonnages dans les eaux de la région comprenant un groupe porte-avions croisant hors du Golfe, soit l'un des déploiements de forces aéro-maritimes les plus importants depuis la guerre du Vietnam.

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, M. Richard Murphy, a pour sa part reconnu le dimanche 23 août que Washington n'avait pas prévu initialement que sa décision d'escorte dans le Golfe les pétroliers koweïtiens nécessiterait une augmentation considérable de la présence navale américaine dans la région.

Washington, a-t-il dit dans une interview à la chaîne de télévision NBC, n'envisageait qu'une « augmentation modeste du nombre des navires américains au moment où le président (Ronald Reagan) a pris sa décision » d'escorte des pétroliers koweïtiens. Il a souligné que la « nature de la menace » avait changé avec l'apparition de mines, ajoutant que « c'est ce qui a amené la marine et le gouvernement à repenser la nature des ressources nécessaires ».

Cette initiative du président Reagan est approuvée par la majorité des Américains, à en croire les résultats d'un sondage publié lundi par l'hebdomadaire Time.

L'enquête, menée auprès de 600 adultes entre le 17 et le 19 août, montre que 53 % des personnes interrogées approuvent l'escorte américaine des pétroliers dans le Golfe, tandis que 28 % la désapprouvent. Par ailleurs, 66 % des personnes interrogées (contre 24 %) estiment que Washington devrait prendre des mesures de représailles contre Téhéran dans le cas où un navire américain heurterait une mine iranienne.

Le sondage montre encore que 59 % des Américains s'attendent à un regain de terrorisme de la part de l'Iran, en raison de la protection accordée aux navires pétroliers, tandis que 46 % croient qu'elle conduira plutôt à un échange militaire entre les Etats-Unis et l'Iran.

A ce sujet, 27 % des personnes interrogées pensent qu'il pourrait y avoir une guerre totale entre les deux pays, tandis que 63 % ne l'envisagent pas.

« Ouverture d'une ambassade au Cameroun en Israël. — Le Cameroun, qui a rétabli ses relations diplomatiques avec Israël il y a un an, va ouvrir une ambassade à Tel-Aviv, selon un décret publié le samedi 22 août. Le décret ne précise pas si un ambassadeur a été nommé. Israël a déjà ouvert son ambassade à Yaoundé. — (Reuters.)

## Diplomatie

ONU

## La première conférence mondiale sur le thème : « désarmement et développement » s'ouvre à New-York en l'absence des Etats-Unis

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

La première conférence mondiale sur la relation entre le désarmement et le développement économique devrait s'ouvrir, le lundi 24 août, au siège des Nations unies à New-York, en présence de plus de cent vingt délégations et d'une trentaine de ministres, dont le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, M. Didier Barthelemy.

Supprimer les canons pour donner du beurre à tout le monde ? L'idée est, certes, parmi les plus séduisantes, mais quel labyrinthe diplomatique-économique ! Lorsque, en 1955, M. Edgar Faure, alors président du conseil, évoquait la nécessité de réduire l'énorme disproportion entre les dépenses militaires et l'aide au développement, il pensait surtout à un mécanisme de transfert, aussi complexe que vague, d'une partie des capacités de l'industrie et de l'armée vers la satisfaction des besoins non seulement du tiers-monde, mais aussi de tous ceux que l'Occident ne parvenait pas à inclure dans le miracle économique de l'après-guerre. Poussée par les vents de Bandung et de la guerre froide, l'idée du président Faure est devenue, dans les années 60, l'un des leit-motifs de la propagande soviétique, repris souvent par les témoins du tiers-monde.

Néanmoins, en affirmant qu'il suffisait de fermer les usines d'armement pour assurer un décollage économique des pays fraîchement décolonisés, Moscou gagna des soutiens, mais vida l'idée de son contenu. Accusé constamment d'être à l'origine de la course aux armements, l'Occident se reforma comme une bulle. C'est finalement M. Giscard d'Estaing qui, de l'Elysée, en 1978, fit la proposition qui permit d'entamer les vieilles querelles et de relancer le processus de préparation d'une conférence mondiale qui devait être reprise par le président Mitterrand, dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU en 1984.

C'est une évolution fondamentale, acceptée par la majorité des gouvernements, qui a permis la convocation de la conférence : si le projet de document final déplorait « le sombre contraste entre le niveau des dépenses militaires et la situation de l'économie mondiale », ses auteurs soulignaient également que « la sécurité est la priorité absolue, une condition préalable fondamentale du développement ». Le concept français de « dépendance triangulaire » (sécurité, développement, désarmement) a ainsi obtenu comme base pour la discussion. Tout en évitant

les désastres simplifications du passé, cette évolution lance néanmoins le débat sur un chemin beaucoup plus périlleux, celui de la sécurité dans le monde. La sécurité est-elle le résultat de l'effet dissuasif de l'armement ? L'insécurité est-elle la conséquence du surarmement ? Le sous-développement est-il facteur de guerre, ou bien la guerre est-elle le moteur de la recherche scientifique et de l'avance technologique ? Bien entendu, l'accord est loin d'être acquis sur ces thèmes, qui relèvent souvent de la philosophie.

## Un forum pour l'URSS ?

Trois sujets de divergence sont apparus lors des quatre réunions préparatoires. D'abord, pour l'Occident, la sécurité est un préalable au développement, alors que pour les pays du bloc soviétique le développement est un facteur de paix. Certains gouvernements du tiers-monde accusent l'Occident de produire trop d'armement et de fomenter ainsi des guerres. A cela, les Occidentaux rétorquent que tous les conflits qui ont éclaté depuis quarante ans se situent ou se situent dans le tiers-monde.

Le deuxième désaccord concerne le rôle des industries militaires. De l'avis des non-alignés, celles-ci pourraient être converties à la production civile. A cela, les experts occidentaux répondent qu'un bouleversement de la production industrielle aurait pour effet un accroissement du chômage et donc un affaiblissement des capacités d'aide des nations industrialisées.

Le troisième point concerne les voies et moyens d'assurer le transfert effectif des dépenses militaires vers le développement. Pour l'Occident, il n'est pas question de créer le fonds international dont parlent certains dans le tiers-monde : s'il s'agit de taxer les budgets militaires, il faut encore déterminer leur montant. Or, l'Union soviétique, dont les dépenses militaires sont, de loin, les plus importantes du monde, refuse de fournir des chiffres crédibles. La France propose la création d'un observatoire chargé d'unifier et de rassembler les données sur les dépenses totales de l'ensemble du monde.

Les Etats-Unis seront absents de la conférence, qu'ils considèrent comme « inutile », et demandent surtout à « offrir un forum supplémentaire à la propagande soviétique ». C'est donc l'Europe des Douze qui jouera le rôle de locomotive occidentale. Si la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale font montre d'une réticence extrême, la France souhaite éviter l'échec d'une idée lancée à Paris. Conscient des faiblesses, le gouvernement français a repoussé l'offre de présider la conférence.

CHARLES LESCAUT.

## A Québec, début septembre

## MM. Mitterrand et Chirac au deuxième sommet francophone

« Tout est fin prêt chez nous ! », affirment les autorités québécoises à quelques jours de ce qui est pour elles « le plus grand événement international de l'histoire moderne du Québec depuis la visite du général de Gaulle en 1967 » : le 28 novembre des « pays ayant en commun l'usage du français », prévu du 1<sup>er</sup> au 4 septembre.

La première conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement francophones avait eu lieu en France en février 1986. Plus de quarante nations seront représentées à Québec cette année.

Après une ultime réunion préparatoire des ministres des affaires étrangères, le lundi 31 août dans la capitale de la Belle Province, les chefs d'Etat et de gouvernement ou leurs représentants arriveront à Québec le mardi 1<sup>er</sup> septembre. Les travaux du sommet dureront jusqu'au vendredi 4 septembre, la délégation de la France sera conduite par MM. Mitterrand et Chirac. Plusieurs ministres français doivent y prendre part, notamment M. Raimond (affaires étrangères), M. Léonard (culture et communication) et M. Michaux-Chevry (francophonie). Le premier ministre, qui aura achevé le 31 août une visite officielle au Québec, ne sera présent à la conférence francophone que durant vingt-quatre heures, devant regagner Paris le mercredi 2 septembre, aussitôt après le discours du chef de l'Etat français.

Ce dernier sera accompagné d'une centaine de journalistes (600 membres de la presse en tout sont attendus pour « couvrir » le sommet) et d'une suite d'une quarantaine de personnes dont une dizaine d'invités personnels, tels que le député apparenté RPR, Xavier Desnais, ancien ministre du général de Gaulle, d'autres élus, des écrivains, etc.

Inquiet du ralentissement qu'avait connu ces derniers mois la participation de Paris à la mise en route de la trentaine de projets élaborés lors du premier sommet, le président Mitterrand a pris cet été le gouvernement de l'Alsace « un bilan très précis des réalisations ». A sa vue, il est en effet apparu que « des projets dans lesquels le rôle de la France devait être moteur avaient pris du retard », comme la télévision francophone européenne de TV 5 à Strasbourg à l'Antenne 2 Nord, l'Agence d'images francophone, les industries de la langue (terminologie, bureautique, dialogue homme-machine, etc.).

L'Elysée semble avoir obtenu des assurances de Mitterrand quant à la réactivation des dossiers les plus sensibles. En tout cas devrait être annoncé à Québec que l'apport financier français en 1988 aux divers programmes francophones atteindra cette année la somme record de 175 millions de francs.

J.-P. P.-H.

« Pas de sommet Reagan-Gorbatchev en septembre. — Le département d'Etat a démenti, le dimanche 23 août, des informations sur le tenue d'un sommet économique-soviétique le mois prochain à Washington. Selon le Los Angeles Times de dimanche, des responsables soviétiques ont fait savoir aux Etats-Unis que le numéro un soviétique Mikhail Gorbatchev avait l'intention de se rendre à New-York fin septembre pour assister à l'Assemblée générale de l'ONU et qu'il irait ensuite à Washington pour y rencontrer le président Ronald Reagan. Cet article « est sans fondement », a déclaré une porte-parole du département d'Etat, et il n'y a pas actuellement de projet de sommet en septembre, en liaison avec l'Assemblée générale de l'ONU ». — (AFP.)

## Afrique

TCHAD

## Amnesty International fait état d'arrestations et de tortures

Amnesty International fait état d'une vague d'arrestations d'opposants au président Hissène Habré, notamment parmi l'ethnie hadjar, originaire du sud-est du pays. Ce n'est pas seulement le journaliste Salim Gaba qui a été arrêté (le Monde du 22 août), mais dix-sept autres personnes, dont l'organisation donne les noms.

La répression aurait commencé en mai, après des affrontements entre les forces gouvernementales et les Hadjar. Ceux-ci protestaient contre l'assassinat d'un vieux dignitaire de leur ethnie par les Gornas.

Elle attribue aussi au président Hissène Habré la responsabilité de la mort, en 1984, d'Ildris Miskine, alors ministre des affaires étrangères, dont ce vieillard était l'oncle.

Amnesty International « s'inquiète des informations faisant état d'arrestations extrajudiciaires et de détentions sans inculpation ni jugement d'opposants présumés au gouvernement dans des centres secrets de détention à N'Djamena et ailleurs ».

Amnesty International publie aussi des informations récentes, selon lesquelles Abdoulaye Avidjeli Bichara, un ancien sympathisant du GUNT, serait mort en prison à N'Djamena, en avril 1986, des suites de tortures. L'organisation indique que M. Gali Ngohé Gatta, ancien ministre de M. Goukouni Oueddei, serait dans un état comateux, après avoir lui aussi subi de mauvais traitements. Rentré au Tchad l'an dernier, après un exil en France, M. Gatta avait été nommé conseiller du président Hissène Habré. Pour des raisons inconnues, il fut arrêté le 5 août.

Sur le plan militaire, N'Djamena fait état de nouveaux bombardements libyens à Aozou et à Bardai, dimanche, mais il n'y a pas eu de nouvelles offensives terrestres au cours du week-end.

Le secrétaire général de l'OUA, M. Idriss Oumarou, a qualifié, samedi, de « prématuré » un recours éventuel à la Cour internationale de La Haye pour le règlement du contentieux sur la bande d'Aozou.

Au cours du Forum RMC-FR3, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a réaffirmé la préférence de la France pour un règlement diplomatique de cette affaire, tout en estimant que les droits du Tchad sur Aozou étaient établis.

## Le conflit du Sahara occidental

## Le Polisario revendique une offensive contre le « mur »

Le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Ben Abdel Aziz, est attendu à Alger, le mardi 23 août, pour une visite officielle de six jours à l'invitation du président Chadli. Il se rendra ensuite au Maroc, à l'invitation du roi Hassan II, indique l'agence de presse saoudienne SPA. Selon un quotidien des Emirats arabes unis — *Al Itihad* — cette tournée vise à relancer la médiation saoudienne entre l'Algérie et le Maroc, après la rencontre du roi Hassan II et du président Chadli, en présence du roi Fahd, au mois de mai.

Comme souvent à la veille d'échéances diplomatiques, le Front Polisario vient d'annoncer une offensive contre le « mur » de défense marocain au Sahara occidental. Un communiqué publié dimanche à Alger affirme que 195 militaires marocains ont été tués le 21 août dans la région d'Aousserd, sur le système mar, celui qui vise à interdire l'accès de l'Atlantique aux combattants sahraouis. Selon ce communiqué, le Polisario s'est assuré un moment « le contrôle total des bases et positions marocaines sur un front de 23 kilomètres » avant de se retirer en détruisant postes de commandement et bases arrière d'artillerie. Le communiqué donne l'identité de deux officiers marocains tués et de plusieurs prisonniers. Il affirme aussi qu'un avion militaire marocain, dont il ne précise pas le type, a été abattu au cours de ces combats.

## Amérique

GUATEMALA - coup d'Etat

## L'apprentissage

ministre de l'Education, « l'Etat a le droit de contrôler l'enseignement, mais pas de le contrôler ».

Pérou

## de développement

Plusieurs, à l'instar de l'ancien ministre de l'Education, ont été critiqués pour leur attitude vis-à-vis de la réforme de l'enseignement. Le ministre de l'Education, « l'Etat a le droit de contrôler l'enseignement, mais pas de le contrôler ».

Après la révolution de 1975, les Etats-Unis ont été accusés de « répression » à l'égard de la réforme de l'enseignement. Le ministre de l'Education, « l'Etat a le droit de contrôler l'enseignement, mais pas de le contrôler ».

Le deuxième désaccord concerne le rôle des industries militaires. De l'avis des non-alignés, celles-ci pourraient être converties à la production civile. A cela, les experts occidentaux répondent qu'un bouleversement de la production industrielle aurait pour effet un accroissement du chômage et donc un affaiblissement des capacités d'aide des nations industrialisées.

Le troisième point concerne les voies et moyens d'assurer le transfert effectif des dépenses militaires vers le développement. Pour l'Occident, il n'est pas question de créer le fonds international dont parlent certains dans le tiers-monde : s'il s'agit de taxer les budgets militaires, il faut encore déterminer leur montant. Or, l'Union soviétique, dont les dépenses militaires sont, de loin, les plus importantes du monde, refuse de fournir des chiffres crédibles. La France propose la création d'un observatoire chargé d'unifier et de rassembler les données sur les dépenses totales de l'ensemble du monde.

La droite

et les militaires

La droite a été accusée de « répression » à l'égard de la réforme de l'enseignement. Le ministre de l'Education, « l'Etat a le droit de contrôler l'enseignement, mais pas de le contrôler ».



**SUPER SOLDES**  
sur les derniers modèles 1988  
en stock :

- 205 XR 1600 (nouveaux modèles)
- 205 XT 1600 (nouveaux modèles)
- 205 Open à 5 portes (gratuit)
- 205 XA 1600 (nouveaux modèles)
- 205 Cabriolet CTI (nouveaux modèles)
- 308 GR 1600 (nouveaux modèles)
- 308 XL Profil (gratuit)
- 308 XR 1600 (nouveaux modèles)
- 308 XRD (nouveaux modèles)
- 308 GTI (nouveaux modèles)
- 308 XA (nouveaux modèles)

**NEUBAUER**  
Neubauber St-Cyr 75077 PARIS ☎ 47 66  
Neubauber St-Cyr 75077 PARIS ☎ 47 66  
Neubauber St-Cyr 75077 PARIS ☎ 47 66  
Neubauber St-Cyr 75077 PARIS ☎ 47 66



La première conférence mondiale sur le thème : « désarmement et développement » s'ouvre à New-York en l'absence des Etats-Unis

La première conférence mondiale sur le thème : « désarmement et développement » s'ouvre à New-York en l'absence des Etats-Unis. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a ouvert ses travaux mardi 22 août, au siège des Nations unies à New-York, en présence de plus de cent vingt délégations et d'une trentaine de journalistes. Le secrétaire d'Etat des Nations unies, Javier Pérez Cuellar, a ouvert la conférence en déclarant que le thème choisi pour cette première conférence mondiale était d'une importance capitale.

Le thème de la conférence est « désarmement et développement ». L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a ouvert ses travaux mardi 22 août, au siège des Nations unies à New-York, en présence de plus de cent vingt délégations et d'une trentaine de journalistes. Le secrétaire d'Etat des Nations unies, Javier Pérez Cuellar, a ouvert la conférence en déclarant que le thème choisi pour cette première conférence mondiale était d'une importance capitale.

Le thème de la conférence est « désarmement et développement ». L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a ouvert ses travaux mardi 22 août, au siège des Nations unies à New-York, en présence de plus de cent vingt délégations et d'une trentaine de journalistes. Le secrétaire d'Etat des Nations unies, Javier Pérez Cuellar, a ouvert la conférence en déclarant que le thème choisi pour cette première conférence mondiale était d'une importance capitale.

Le thème de la conférence est « désarmement et développement ». L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a ouvert ses travaux mardi 22 août, au siège des Nations unies à New-York, en présence de plus de cent vingt délégations et d'une trentaine de journalistes. Le secrétaire d'Etat des Nations unies, Javier Pérez Cuellar, a ouvert la conférence en déclarant que le thème choisi pour cette première conférence mondiale était d'une importance capitale.

Le thème de la conférence est « désarmement et développement ». L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a ouvert ses travaux mardi 22 août, au siège des Nations unies à New-York, en présence de plus de cent vingt délégations et d'une trentaine de journalistes. Le secrétaire d'Etat des Nations unies, Javier Pérez Cuellar, a ouvert la conférence en déclarant que le thème choisi pour cette première conférence mondiale était d'une importance capitale.

Le thème de la conférence est « désarmement et développement ». L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a ouvert ses travaux mardi 22 août, au siège des Nations unies à New-York, en présence de plus de cent vingt délégations et d'une trentaine de journalistes. Le secrétaire d'Etat des Nations unies, Javier Pérez Cuellar, a ouvert la conférence en déclarant que le thème choisi pour cette première conférence mondiale était d'une importance capitale.

Le thème de la conférence est « désarmement et développement ». L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a ouvert ses travaux mardi 22 août, au siège des Nations unies à New-York, en présence de plus de cent vingt délégations et d'une trentaine de journalistes. Le secrétaire d'Etat des Nations unies, Javier Pérez Cuellar, a ouvert la conférence en déclarant que le thème choisi pour cette première conférence mondiale était d'une importance capitale.

Le thème de la conférence est « désarmement et développement ». L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a ouvert ses travaux mardi 22 août, au siège des Nations unies à New-York, en présence de plus de cent vingt délégations et d'une trentaine de journalistes. Le secrétaire d'Etat des Nations unies, Javier Pérez Cuellar, a ouvert la conférence en déclarant que le thème choisi pour cette première conférence mondiale était d'une importance capitale.

## Amériques

GUATEMALA : vingt mois de gouvernement civil

### L'apprentissage de la démocratie

GUATEMALA de notre envoyé spécial

Retourner à Patzún, à la charnière floue et mouvante du monde créole et de l'univers indien, fait immédiatement saisir l'air du temps. Cette bourgade d'apparence tranquille ne garde pas longtemps ses allures trompeuses : il y a deux ans, le baromètre indiquait la violence ; cette fois-ci, il oscille vers le calme avec, pourtant, la crainte des orages.

Aujourd'hui, Patzún respire un peu mieux mais n'a pas vraiment retrouvé son rythme normal. Le sursaut, d'après le tremblement de terre et d'après l'irruption des militaires. La troupe, venue de trilles canoës, continue d'occuper le terrain, l'ordre du village. Mais l'atmosphère s'est allégée et les soldats sont nettement moins nerveux qu'autrefois.

Pourtant, au moment de quitter Patzún, il nous est fermement déconseillé d'emprunter la route du lac Atitlán qui mène directement à Panajachel : des « bandits de grand chemin » y feraient toujours la loi. Mais, plus d'un an et demi après l'accession au pouvoir des civils sous la houlette de M. Vicio Cerezo, le président démocrate-chrétien, divers signes témoignent d'un changement certain : la liberté d'expression retrouvée se traduit par de nombreuses manifestations pour des réajustements salariaux, contre la dépression, pour faire la lumière sur les disparus de l'ancien régime, contre la hausse des prix. La discussion s'amorce plus aisément, les réticences sont moins perceptibles, même si les propos dénotent très vite une manière de désillusion, sinon de lassitude.

Des projets, les autorités en ont plein les tiroirs : mettre en place les structures d'une démocratisation réelle, aider d'urgence les zones rurales déshéritées, enrayer la fuite des capitaux, accomplir une réforme fiscale, obtenir de nouveaux crédits pour les campagnes, favoriser la création d'unités de production et de coopératives dans les régions reculées. Dans cette perspective, un « plan de mise en ordre social et économique » a été lancé en juin 1986 et se trouve actuellement au sein de sa deuxième phase.

Selon M. René de León Schlotter, ministre du développement et ancien président de l'Internationale démocrate-chrétienne, il s'agit maintenant « d'organiser la population pour l'associer directement aux efforts d'intégration ». Afin de freiner l'exode rural, les autorités cherchent à améliorer les conditions des autochtones, essentiellement indiens, marginalisés par une classe intermédiaire créée peu scrupuleusement. Il n'est cependant pas question de réforme agraire, de crainte du heurt de front les grands propriétaires fonciers qui continuent de faire la pluie et le beau temps dans les campagnes.

Les autorités se contentent de racheter quelques lopins pour les remettre ensuite à des paysans en s'efforçant de leur donner les

moyens de les exploiter. « Plutôt que de recourir à des expropriations », indique M. de León Schlotter, nous préférons faciliter l'accès à la propriété.

#### Pôles de développement

Pourtant, à plus ou moins longue échéance, la question finira par se poser. L'écueil de ce problème de la terre est mis en évidence par le succès du mouvement du Père André Giron. L'année dernière déjà, ce prêtre catholique avait pris la tête d'une marche de quinze mille paysans vers la capitale et ses alentours, au nombre de plusieurs dizaines de milliers, multipliant les invasions d' haciendas dans le Sud. On estime que près de cinq cent mille familles manquent de terre au Guatemala.

Avant de remettre le pouvoir aux civils, les militaires avaient procédé à des déplacements forcés de communautés paysannes, regroupées en des « pôles de développement », sous prétexte de les protéger des incursions de la guérilla. Ce paternalisme coercitif a bouleversé les traditions sociales, sans apporter aux indiens d'amélioration tangible. A de rares exceptions près, les quelque quarante mille indiens guatemaltecos qui s'étaient réfugiés au Mexique pour fuir la politique de terre brûlée pratiquée par l'armée, hésitent à rentrer tant qu'ils n'auront pas obtenu un minimum de garanties pour leur sécurité.

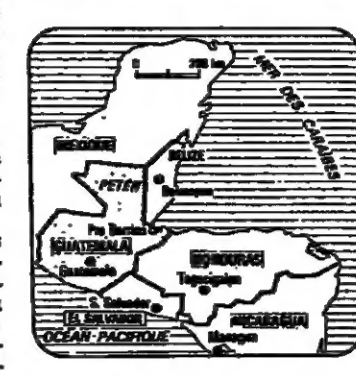
Par souci d'apaisement, les autorités assurent que « les patrouilles d'autodéfense civiles » formées du temps des militaires sont désormais « volontaires » avec des dirigeants élus par les intéressés. Elles n'en démontrent pas moins de l'armée qui leur fournit des armes, de même que les « pôles de développement » restent sous contrôle militaire. « Nous combattons la subversion et non la population », explique M. de León Schlotter. Le maintien de ce dispositif de défense civile ne se justifie plus lorsque le problème de la guérilla sera résolu.

#### La droite et les militaires

La guérilla semble aujourd'hui au creux de la vague, même si elle se signale encore par des coups de mains ponctuels. Une répression méthodique a porté de sérieux coups aux insurgés. Les deux principaux groupes, l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA) et l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), se livrent à une lutte d'influence. Les forces armées rebelles (FAR) se sont repliées dans le Peten et le Nord-Ouest, tandis que les guérilleros se réclament du Parti guatemalteco de travail (PGT), d'obédience communiste, seraient en perte de vitesse. Selon les estimations, il n'y aurait guère plus d'un ou deux milliers de combattants clandestins sur l'ensemble du territoire.

L'opposition systématique de la droite traditionnelle et des milieux

d'affaires constitue une préoccupation d'une autre dimension pour le gouvernement démocrate-chrétien. Le Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), lui tient la drague haute et continue de contrecarrer par tous les moyens dont il dispose — et il est puissant — les velléités de changement. La réforme fiscale demeure sa bête noire et toutes les tentatives pour introduire de véritables impôts directs au Guatemala se sont régulièrement soldées par des échecs retentissants. Pour l'heure, 85 % des impôts perçus sont indirects.



Si le gouvernement jouit de la bienveillance des forces armées, les responsables démocrates-chrétiens assurent qu'aucun pacte n'a été conclu avec les militaires, qui auraient compris qu'il était temps de passer la main. Tel n'est pas l'avis des familles de disparus, qui réclament inlassablement des comptes sur les enlèvements et les crimes imputés du temps de la dictature. Le gouvernement réplique que son rôle est de promouvoir la démocratie, et non de poursuivre les auteurs de violations des droits de l'homme. Il a déjà dissous la police politique et pour lui il revient à la justice d'examiner les procédures adéquates, dans le cas seulement où des preuves formelles et des accusations concrètes sont portées contre tel ou tel militaire.

Tout en admettant une recrudescence significative de la délinquance de droit commun, les partisans du gouvernement assurent que la violence institutionnelle a nettement diminué par rapport aux années précédentes. Même si leur nombre est en baisse, au moins cent trente assassinats politiques ont pourtant été recensés en 1986, et plusieurs autres ont été commises cette année.

Les membres du Groupe d'appui mutuel (GAM) des familles de disparus continuent d'être l'objet de menaces. En mars dernier, un « Mouvement révolutionnaire démocratique », évoquant les sinistres exactions de la mort, a adressé des menaces à vingt-cinq personnalités politiques et syndicales soupçonnées d'être communistes, parmi lesquelles le ministre du travail, M. Catalina Sobernia.

« Je crois que c'était plutôt psychologique, car heureusement aucune de ces menaces ne s'est matérialisée », nous dit avec le sourire

M. Sobernia, qui se situe elle-même dans « le courant populaire » du gouvernement. « Je sens que nous avançons, ajoute-t-elle, mais péniblement, et il y a encore beaucoup d'obstacles à surmonter. »

Ces obstacles ont pour noms : absence de sécurité sociale et d'allocation de chômage, très faible syndicalisation, un chômage affectant 27 % de la population active. A l'actif du gouvernement on peut noter une stabilisation de la monnaie, un léger tassement de l'inflation, le rattachement d'une dette extérieure de 2,5 milliards de dollars, la reconquête de 450 millions de dollars de réserve, alors que les caisses étaient vides au moment du départ des militaires. Mais le pouvoir d'achat continue de s'effriter, et si les plus optimistes prévoient un taux de croissance de 2 %, la démographie continue de galoper au rythme de 2,8 %.

#### Neutralité active

C'est sans doute sur la scène internationale que le changement est le plus perceptible. Sous l'impulsion d'un président démocrate-chrétien, le Guatemala a retrouvé une manière d'honorabilité et a rompu son isolement. Sa politique de « neutralité active » est généralement appréciée. Le président Cerezo a reçu dernièrement les présidents du Mexique et d'Allemagne fédérale, il s'est rendu en Europe, dans divers pays d'Amérique latine et a rencontré le président Reagan à Washington. Tout en encourageant ce renouveau démocratique, les Etats-Unis souhaitent que le Guatemala s'engage plus directement sous leur bannière dans l'isthme centro-américain.

Mais les responsables de la politique étrangère guatemalteque n'entendent pas se laisser entraîner aussi loin. Autre innovation : le Guatemala a rétabli ses relations diplomatiques avec Londres rompues lors de l'accession à l'indépendance du Belize en 1981 et s'efforce de parvenir à une cohabitation avec Belize, l'ancien Honduras britannique. Récemment, l'ambassadeur soviétique au Costa-Rica a fait une visite privée au Guatemala, sans qu'il soit pour l'instant question de renouer des rapports officiels rompus après la chute du président Arbenz en 1954. Enfin le Guatemala a accueilli, les 6 et 7 août dernier, la deuxième réunion des cinq chefs d'Etat centro-américains.

Si le gouvernement du président Cerezo subit déjà les premières atteintes de l'usure du pouvoir, le charisme personnel du chef de l'Etat continue d'opérer. L'Eglise et les militaires sont derrière lui et l'appui de son ministre de la Défense lui est précieux. L'opposition de droite a beau multiplier les accusations de corruption et d'incompétence, la majorité de la population est toujours prête à lui donner sa chance.

JEAN-CLAUDE BUIHRE.

## Europe

URSS : l'anniversaire du pacte germano-soviétique

### Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les capitales des pays baltes

L'anniversaire du pacte germano-soviétique de 1939, qui a ouvert la voie à l'annexion des pays baltes par l'URSS, a été marqué, le dimanche 23 août, par une série de manifestations en Estonie, Lituanie et Lettonie.

A Vilnius, capitale de la République de Lituanie, environ cinq cents personnes, selon une source occidentale, se sont rassemblées dans le centre de la ville, près de la statue du poète polonais Adam Mickiewicz et ont chanté des chants religieux et nationalistes. Il n'y a pas eu d'incidents et les policiers présents, en civil et en uniforme, ne sont pas intervenus.

A Tallin, en Estonie, plusieurs centaines de personnes ont également défilé dans les rues de la ville, mais c'est à Riga, la capitale de la Lettonie, que se sont déroulées les manifestations les plus importantes. Selon des informations recueillies dans les milieux d'émigrés baltes à Stockholm, le cortège regroupait entre 6 000 et 10 000 personnes — un chiffre largement supérieur à celui de la manifestation du 14 juin dernier, qui s'était tenue à Riga pour commémorer la déportation de 14 000 Lettons par les Soviétiques en 1941. Des fleurs ont été déposées devant la statue de la Liberté, dans le centre de la capitale. Un porte-parole du groupe de surveillance des accords d'Helsinki en Lettonie a indiqué que neuf militants de ce mouvement avaient été interpellés par la police au cours du week-end. Dimanche, un jeune homme portant une pancarte demandant l'annula-

tion des accords secrets concernant les pays baltes signés par von Ribbentrop et Molotov, le 23 août 1939, a été arrêté par la milice. Mais, d'une façon générale, les manifestations, bien qu'interdites par les autorités, se sont apparemment déroulées dans le calme.

A Stockholm, des émigrés baltes ont organisé, dimanche 23 août, une parade du pacte secret, en faisant défiler dans les rues de la capitale suédoise des soviets d'Adolf Hitler et de Joseph Staline installés dans une limousine Cadillac découverte, modèle 1939. Ces soviets se sont rendus devant l'ambassade d'URSS. Ils y ont symboliquement signé un pacte, puis examiné une carte de l'Europe, qu'ils ont déchirée et mangée. Un document, dont le contenu n'a pas été précisé, a été remis à un fonctionnaire de l'ambassade soviétique.

A Moscou, l'agence Tass et la Pravda font état de ces manifestations, en affirmant qu'elles ont été « encouragées par les ennemis idéologiques de l'URSS ». Selon l'organe du parti communiste, « la manifestation anti-soviétique de Vilnius a rassemblé 30 extrémistes et quelque 250 à 300 badauds », tandis qu'à Tallin ce sont « plusieurs centaines de curieux » qui se sont regroupés dans le centre de la ville. L'agence Tass dénonce enfin deux des « organisateurs » du rassemblement de Riga, en les présentant, l'un comme « un ancien soldat et saboteur fasciste », l'autre comme un « hooligan », ayant déjà été condamné à trois reprises.

#### Souvenirs du stalinisme

### Exécuté avant d'être condamné

Moscou (APF). — Un journaliste renommé de la Pravda, l'organe du Parti communiste soviétique, victime des purges staliniennes et condamné à la prison en 1940 avait en fait été exécuté dès 1939, révèle cette semaine son frère dans l'hebdomadaire Ogonek.

Mikhail Koltsov, qui « couvrit » notamment la guerre d'Espagne pour la Pravda, avait été arrêté en décembre 1938 à Moscou et accusé d'être un « agent de l'étranger », en collusion avec pas moins de cinq pays. Officiellement, il avait été condamné en 1940 à dix ans d'emprisonnement sans droit de correspondance. En fait, rap-

porte son frère Boris, il avait été exécuté dès 1939, un an avant qu'un tribunal ne statue sur son sort. C'est en 1954, lors des mesures de réhabilitation prises après la mort de Staline en 1953, que sa famille apprit ainsi les circonstances de la mort de Mikhail Koltsov.

Ogonek, qui multiplie les rappels et les récits de l'ère stalinienne, publie, par ailleurs, cette semaine, la lettre d'un lecteur (né en 1952 et n'ayant donc pas connu cette période) qui suggère, « pour que l'opinion publique soit objectivement informée », que soient publiés les photos et les biographies de toutes les victimes de stalinisme.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fattet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 524 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Wouss.  
Rédacteur en chef : Daniel Verne.  
Correspondant en chef : Claude Sauter.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 204 136 F

Le Monde USPS 785-010 is published daily, except Sundays for \$480 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-45 30th Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at L.C.I. and additional offices. N.Y. postmaster : use discount changes to Le Monde c/o Speedpost. U.S.A. P.M.C., 45-45 30th Street, L.C.I., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 209 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 538 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 806 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMONDE Composée 36-15 - Types LEMONDE

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437 ISSN : 0395 - 2037

**Plus vite, moins cher!**

**SUPER SOLDÉS**  
sur les derniers modèles 1987 en stock :

- 205 XR 1360 cm<sup>3</sup> (bleu calypso)
- 205 XT (bleu belgique, gris graphite, gris winchester)
- 205 Open à 5 portes (gris futura)
- 205 XA 5 vit., différents coloris
- 205 Cabriolet CTI (bleu azur métal)
- 305 GR (bleu calypso, blanc, gris futura, beige antilope)
- 309 XL Profil (gris futura)
- 309 XR (bleu meije)
- 309 XRD (beige antilope)
- 309 GTI (rouge)
- 309 XA (blanc)

**NEUBAUER**

7, bd. Gouvion St-Cyr 75017 PARIS ☎47.66.02.44  
10, rue Curnonsky 75017 PARIS ☎42.70.67.60  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

### Le plan de paix en Amérique centrale

#### Une commission internationale de contrôle est constituée

Caracas. — La Commission internationale de vérification et de suivi, chargée de surveiller l'accord de paix en Amérique centrale signé au Guatemala, a été constituée, le samedi 22 août, par treize ministres des affaires étrangères latino-américains réunis dans la capitale vénézuélienne. Cette commission comprendra en plus des treize ministres le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), M. João Bosco Soares, et un représentant des Nations unies, M. Alvaro de Soto. Sa création était prévue dans l'accord signé, le 7 août dernier, par les cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale. Les pays du groupe de Contadora (Mexique, Panama, Venezuela et Colombie), du groupe d'appui (Argentine, Brésil, Uruguay, Pérou) y signeront aux côtés des cinq pays signataires de l'accord (Costa-Rica, Honduras, Guatemala, Nicaragua et Salvador).

« Nous entrons maintenant dans une phase cruciale, celle de la mise en place de procédures visant à une paix durable », a déclaré le chef de la diplomatie vénézuélienne, M. Alberto Contador. Le succès des pourparlers dépend cependant des résultats du dialogue amorcé entre les organisations rebelles (Contra, Front Farabundo Martí de libération nationale et Guérilla guatemalteque) et les

dirigeants des pays concernés (Nicaragua, Salvador et Guatemala). La date du 15 septembre a été envisagée par les trois pays mais sans que les exigences contradictoires des gouvernements et des mouvements de guérilla permettent d'envisager une rencontre à cette date. — (APF, Reuter.)

**PACKSTRAD**

- 1 PC 1512 AMSTRAD Double disquette - Monochrome Graphique - 512 KO
- 1 IMPRIMANTE AMSTRAD DMP 3180
- 1 OPEN ACCESS La nuit des logiciels intégrés assurée par Antitude X21
- 2 JOURS DE FORMATION assurée par Antitude X21

**9990 F TTC** au lieu de 22600 F

TELEPHONEZ VITE  
**46.66.21.81 +**  
**GERI**

2, rue de Montesson, 75007 PARIS  
SARL ANTONY FRANCE

● RECTIFICATIF. — Dans l'article sur la dictature de Francia au Paraguay (Le Monde du 18 août) il fallait lire que celui-ci « avait enlevé un peu plus son pays en supprimant le poste » et non « le pêche ».



# Politique

## En Nouvelle-Calédonie

### Le FLNKS tente de développer la mobilisation des indépendantistes contre la « répression policière »

Le tribunal correctionnel de Nouméa a rendu, le lundi 24 août, son jugement au sujet des militants du FLNKS arrêtés pendant le week-end lors de la dispersion des manifestations interdites par les autorités. MM. Francis Gniaou, Gabry Toura, Jean Temo, interpellés à Thio, ainsi que MM. Elie Poigoune et Alphonse Djanou — interpellés à Nouméa — ont été condamnés à une peine de quinze jours d'emprisonnement avec sursis.

NOUMÉA  
de notre correspondant

« Il faut remplir les prisons pendant quinze jours. Fourrer dans la non-violence », pour M. Yéwéné Yéwéné, l'enfant terrible de l'État-major du FLNKS, toute occasion est bonne pour tenir meeting. Le voilà juché sur un banc du tribunal correctionnel de Nouméa, haranguant la foule canaque venue assister à la comparution, le jeudi 24 août, des onze militants indépendantistes interpellés au cours des manifestations.

L'assaut d'attendre les magistrats, qui tardaient à faire leur apparition.

### La force des images

Les images de la manifestation pacifique des indépendantistes canaques, brutalement dispersés par les forces de l'ordre, samedi 22 août, sur la place des Cocotiers à Nouméa, ont provoqué en métropole des réactions émotionnelles, rappelé quelques souvenirs pénibles et conduit, à l'occasion, jusqu'à des amalgames douloureux.

La polémique sur le nombre de blessés qui s'est développée en Nouvelle-Calédonie — vingt-trois blessés selon le FLNKS, aucun selon les autorités, dix selon divers témoins — importe peu. Nul, semble-t-il, n'a été gravement atteint. Les propos incendiaires de M. Bernard Foré, ministre des DOM-TOM, selon lesquels on jouait aux boules, comme un jour tranquille à Nouméa, quelques minutes plus tard sur la place des Cocotiers, important encore moins. L'essentiel, ce sont les images diffusées par la télévision, des manifestants assis au sol, soudainement matraqués par des CRS. De telles scènes — beaucoup plus violentes la plupart du temps — sont monnaie courante à la télévision, mais il est exceptionnel qu'en France, un petit rassemblement — il y avait quatre cents personnes environ — de manifestants parfaitement pacifiques, mobilisés, sans la moindre agressivité

apparente, soit ainsi traité et matraqué.

« J'ai eu honte pour ceux qui nous gouvernent », a déclaré aussitôt M. Lionel Jospin. Mais le premier secrétaire du PS avait été pris de vitesse par l'ancien ministre socialiste des relations extérieures, M. Roland Dumas, qui n'avait pas hésité devant la comparaison outrancière : « Les images qui nous sont transmises de Nouméa par la télévision rappellent aux Français ce qui se passe en Afrique du Sud. »

M. Jospin n'a rien à envier à l'Afrique du Sud avec la sauvagerie de ses forces de l'ordre. Si elle croit qu'en gouvernant à coups de bâton et en cassant du Canaque elle va détruire la revendication indépendantiste, elle se trompe. La revendication va devenir plus forte. Destinée tout à la fois aux militants et à l'opinion extérieure, ces propos tenus par M. Jospin à la suite de la violente charge policière de samedi à Nouméa, ont des manifestations pacifiques, parmi lesquels beaucoup de femmes, furent matraqués, illustrent bien les nouveaux thèmes mobilisateurs que le FLNKS entend mettre en avant en relançant ces prochains jours une nouvelle campagne de manifestations. L'État-major indépendantiste voudrait forcer les autorités à multiplier les maladroites et à provoquer une escalade.

Flairant le piège, le haut commandant était intervenu, samedi, en faveur de la remise en liberté de M. Yéwéné Yéwéné alors qu'il se trouvait en garde à vue à la brigade de gendarmerie de Thio en compagnie de quatre autres manifestants. M. Yéwéné avait beau insister pour de comparaitre devant le tribunal correctionnel, le parquet de Nouméa ne voulait visiblement rien de lui. En revanche, le cas de M. Frank Wahuzue apparaît plus délicat. Ancien leader canaque RPR, passé au FLNKS, aujourd'hui chargé de mission au conseil de la région des îles Loyauté pour les affaires coutumières, et par ailleurs porte-parole de la chéfferie de l'Est (Lifou), M. Wahuzue a été interpellé lors de la dispersion de la manifestation de dimanche à Lifou.

J.-Y. L.

Les Loyautés n'ont été quasiment épargnées, si l'on excepte le rassemblement organisé dimanche à Douchon (Lifou) à l'occasion de la venue du secrétaire d'État à la francophonie, M. Lucette Michaux-Chery. Certains cadres du FLNKS reconnaissent la difficulté de mobiliser dans une conjoncture marquée par une extrême rigueur du dispositif des forces de l'ordre et surtout une atmosphère en milieu mélanésien.

« La France n'a rien à envier à l'Afrique du Sud avec la sauvagerie de ses forces de l'ordre. Si elle croit qu'en gouvernant à coups de bâton et en cassant du Canaque elle va détruire la revendication indépendantiste, elle se trompe. La revendication va devenir plus forte. Destinée tout à la fois aux militants et à l'opinion extérieure, ces propos tenus par M. Jospin à la suite de la violente charge policière de samedi à Nouméa, ont des manifestations pacifiques, parmi lesquels beaucoup de femmes, furent matraqués, illustrent bien les nouveaux thèmes mobilisateurs que le FLNKS entend mettre en avant en relançant ces prochains jours une nouvelle campagne de manifestations. L'État-major indépendantiste voudrait forcer les autorités à multiplier les maladroites et à provoquer une escalade.

Flairant le piège, le haut commandant était intervenu, samedi, en faveur de la remise en liberté de M. Yéwéné Yéwéné alors qu'il se trouvait en garde à vue à la brigade de gendarmerie de Thio en compagnie de quatre autres manifestants. M. Yéwéné avait beau insister pour de comparaitre devant le tribunal correctionnel, le parquet de Nouméa ne voulait visiblement rien de lui. En revanche, le cas de M. Frank Wahuzue apparaît plus délicat. Ancien leader canaque RPR, passé au FLNKS, aujourd'hui chargé de mission au conseil de la région des îles Loyauté pour les affaires coutumières, et par ailleurs porte-parole de la chéfferie de l'Est (Lifou), M. Wahuzue a été interpellé lors de la dispersion de la manifestation de dimanche à Lifou.

FREDERIC BOBIN

## Les réactions en métropole

### M. Pons : « Un échec important » du FLNKS

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a affirmé, le dimanche 23 août, au lendemain de la dispersion violente par les forces de l'ordre, à Nouméa, de la manifestation indépendante interdite, que « le gouvernement n'est pas décidé à laisser dégrader des situations ». Le ministre qui s'exprimait au cours du journal de 13 heures sur TF 1 a rappelé que « les manifestations avaient été interdites » et que « le FLNKS avait décidé de passer outre à l'interdiction » faisant « en quelque sorte un test ». Selon lui, ces manifestations « se sont soldées par un échec important » car les indépendantistes « n'ont pas réussi à mobiliser comme ils l'avaient annoncé ».

« Après les sommations d'usage, lorsque les forces de l'ordre interviennent, ce qui est contre des sidérurgistes lorrains, des paysans bretons ou des médecins, point de la Concorde, elles n'y vont pas toujours avec tranquillité, elles y vont avec une certaine violence », a-t-il ajouté.

« L'interdiction ayant été indiquée, a précisé le ministre, il ne fallait pas que ces manifestations durent. Ces affrontements a duré trois minutes. L'attroupement s'est dispersé en peu de temps et une demi-heure après, place des Cocotiers, on jouait à nouveau à la pétanque ». Selon M. Pons, les manifestations pacifiques pour un certain nombre de manifestants, mais pas pour les dirigeants du FLNKS.

### M. Michaux-Chery : « Hors-la-loi »

Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tibo, a affirmé, le dimanche 23 août, que les conséquences de son geste illégal, a déclaré, le dimanche 23 août à Nouméa, M. Lucette Michaux-Chery, secrétaire d'État chargée de la francophonie. Faisant « une mise au point au nom du gouvernement », M. Michaux-Chery, en visite en Nouvelle-Calédonie depuis

vendredi, a affirmé qu'il n'y a pas eu de blessés « lors de la dispersion des manifestants ». « Nous ne sommes pas un gouvernement de répression mais un gouvernement d'ordre », a-t-il ajouté. Le secrétaire d'État a réitéré le chiffre de dix mille participants, avancé par le FLNKS et a cité le décompte officiel qui est, a-t-il dit, « à peine de dix mille personnes ». Evoquant les déclarations de M. Tibo selon lesquelles « la France n'a rien à envier à l'Afrique du Sud », M. Michaux-Chery a répondu : « La France est un État de droit, il y a des institutions qui doivent être respectées ».

### M. Dumas : « Répression coloniale »

A Périgueux, M. Roland Dumas, ancien ministre socialiste des relations extérieures et député PS de Dordogne, a déclaré, le samedi 21 août, que les images qui nous sont transmises de Nouméa par la télévision rappellent aux Français ce qui se passe en Afrique du Sud ainsi que les pires excès du temps de la répression coloniale. Elles signifient l'aveu d'impuissance du gouvernement face à une population assise avec des fleurs dans les mains. On doit avoir de nombreux Français dont le solo se refusent à cautionner une politique sans issue.

« La répression aveugle ne pourra en aucune manière tenir lieu de solution aux problèmes que pose l'évolution nécessaire de la Nouvelle-Calédonie », a conclu l'ancien ministre.

### M. Jospin : « Honte »

« J'ai eu honte pour ceux qui nous gouvernent en voyant hier à la télévision de notre pays ces images d'un rassemblement canaque, hommes et femmes, palabrant assis et matraqués sur ordre de M. Pons », a indiqué, le dimanche 23 août, dans un communiqué, M. Lionel Jospin. Selon le premier secrétaire du PS, le gouvernement, et ceux qui le soutiennent en Nouvelle-Calédonie, auraient tort

de penser qu'ils peuvent profiter d'un rapport de forces qu'ils croient favorable pour humilier les représentants d'un mouvement politique important dans l'île et menacer aussi scandalement au droit d'équilibre entre les communautés. Il n'y a rien à attendre de bon d'une telle politique si elle devait se poursuivre », conclut-il.

### M. Dauriac (MRG) : « Blessures irréparables »

Le samedi 22 août, M. Jean-François Dauriac, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), a considéré, dans un communiqué, que « chaque coup de matraque porté par les forces de l'ordre sur des manifestants pacifiques et non violents constitue autant de blessures graves et de provocations gratuites dans la responsabilité incombant directement au gouvernement ».

### Plusieurs équipes de télévision étaient sur place

La charge des CRS contre la manifestation du FLNKS, le samedi 22 août à Nouméa, a été filmée par plusieurs équipes de télévision.

Antenne 2, qui avait délégué sa propre équipe de tournage au début de la semaine dernière en Nouvelle-Calédonie, a pu diffuser ses propres images au journal de 20 heures, samedi, après un reportage consacré à la visite à Nouméa de M. Lucette Michaux-Chery, secrétaire d'État à la francophonie, et un autre relatant la visite du LKS au Haut-Commissariat. En revanche, le film diffusé sur TF 1 à ses journaux de 20 heures et 23 heures aurait été acheté à une télévision australienne.

## La préparation de l'élection présidentielle au PS

### De la difficulté d'oublier M. Rocard

L'université d'été du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS), réunie à la chartreuse de Villeneuve-les-Avignon (Gard), du jeudi 20 au samedi 22 août, a été dominée par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui effectuait sa « rentrée » et a appelé les socialistes à ne pas manifester d'« impatience » à propos de la préparation de l'élection présidentielle (le Monde daté 23-24 août).

Après avoir, M. Jack Lang, ancien ministre de la culture et secrétaire national à la jeunesse,

VILLENEUVE-LES-AVIGNON  
de notre envoyé spécial

Oblier Michel Rocard, ne fit-elle que quelques jours ? Il ne faut évidemment pas y songer. Que les socialistes s'en agacent ou qu'ils s'en réjouissent, ils doivent reconnaître que le maire de Conflans-Sainte-Honorine reste « incontournable », comme disent ses amis. M. Laurent Fabius, le vendredi, et M. Lionel Jospin, le samedi, peuvent bien n'avoir pas prononcé son nom, l'ancien ministre de l'Agriculture était caché au détour de chaque mot, et son ombre, pendant deux jours, a plané sur les murailles de la chartreuse écroulée de soleil.

Concurrent potentiel de M. Rocard pour l'investiture du PS comme candidat à l'élection présidentielle, M. Fabius avait dessiné un portrait-robot du « bon candidat », qui, dans son esprit, pouvait s'appliquer à M. François Mitterrand ou à lui-même, mais certainement pas à M. Rocard.

M. Jospin n'est pas dans la même situation que M. Fabius, mais les recommandations qu'il voulait formuler passaient, elles aussi, par l'exécution d'un petit dessin aux traits soigneusement étudiés : « Notre candidat, a détaillé le premier secrétaire du PS, devra, c'est sûr, nous rassembler après de rassembler les autres. Il devra représenter la France, dans le pays, chose de plus que le PS, et non pas bien sûr quelque chose de moins. En même temps, il devra respecter pleinement — mais cela ne va-t-il pas de soi ? — le parti dont il est issu. Je ne doute pas que (...) cette personnalité sera apte à diriger l'État. L'un de nous l'a déjà démontré de façon éclatante. Car le problème (...) n'est pas seulement d'être candidat (...) c'est de réunir les conditions pour gagner ».

Ces quelques phrases sont évidemment autant de « signaux » adressés à M. Rocard. Tout comme le fait que, délibérément, en guise

avait souhaité que « 1988 (...) soit comme une sorte de new deal », et, citant le président Franklin D. Roosevelt, avait lancé : « Nous ne devons avoir peur de rien, sauf de la peur elle-même ».

Les trahissements internes au MJS se sont manifestés par quelques mouvements de mauvaise humeur de la part des rocardiens et de l'ex-CERES, qui ont regretté l'annulation du débat de politique générale prévu. M. Jospin a donné son accord pour que le PS organise une conférence nationale jeunesse à l'automne.

de rappel à l'ordre, M. Jospin écorne un peu le contrat implicite signé au congrès de Lille, au mois d'avril. M. Rocard s'engageait à respecter la discipline du parti, mais les mitterrandiens s'abstenaient de soutenir ouvertement une nouvelle candidature Mitterrand. M. Jospin affirme aujourd'hui publiquement que la gauche a « davantage de chances de gagner » si l'actuel président de la République est candidat.

### Quelle mendicité ?

A ranger encore au chapitre des messages personnels à peine codés, l'insistance avec laquelle M. Jospin rappelle l'importance des partis politiques, le respect dû au PS par ses membres, le fait que le candidat socialiste sera toujours financièrement par le PS et donc pas « réduit à la mendicité » (1). Il s'agit là d'une réponse à la méfiance de M. Rocard, qui voit dans les partis plus un mal nécessaire qu'un véritable bien. Plus précisément, M. Jospin envoie un double message au candidat déclaré, qu'il n'a guère vu en privé ces derniers temps : le député de Haute-Garonne a toujours pensé que M. Rocard a plus besoin des socialistes que ces derniers n'ont besoin de lui. En outre, le premier secrétaire du PS ne voit guère quel espace politique autre que celui de son parti M. Rocard pourrait occuper sans se marginaliser.

M. Jospin, néanmoins, se garde bien de « fusiller » le maire de Conflans-Sainte-Honorine : il se montre, comme toujours, très soucieux de rassembler tous les socialistes. Il se veut le garant du respect non seulement des règles du parti, mais aussi de l'égalité des chances des candidats à la candidature. S'il a souligné, à Villeneuve-les-Avignon que dans l'affaire de l'interview de M. Rocard à Libération, il avait préféré « se taire », c'est bien parce qu'il a été plus gêné par les critiques qu'il avait entendues — que par les déclarations elles-mêmes. Comme beaucoup de socialistes, il a trouvé ces

(1) Dans son interview à Libération du 17 août, M. Rocard expliquait que les hommes politiques français honnêtes sont réticents à la « mendicité ».

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Aurillac : communion avec Désir

M. Michel Aurillac, ministre RPR de la coopération, affirme, dans un entretien publié par le Journal du dimanche du 23 août, que les « petites phrases » lancées au sein de la majorité sont « comme les petits chiens qui se font entendre en silence, soulevant l'oreille, on a la queue de bois ». Le ministre précise encore que la majorité « vote les lois, ce qui est l'essentiel », mais que, « dans l'État-spécial, tout le monde n'est pas bon acteur et certains trahissent leur tâche ».

M. Aurillac a trouvé M. Harlem Désir, lors de son récent passage à A 2, « modéré, sympathique et défendant des idées bien argumentées », même s'il ne partage pas son point de vue sur le code de la nationalité. En tout cas, selon M. Aurillac, le RPR est « en parfaite communion d'idées » avec M. Désir sur la nécessité de l'intégration des immigrés.

### M. Séguin : un allié objectif

M. Philippe Séguin, ministre RPR des affaires sociales et de l'emploi, affirme, dans un entretien publié par l'hebdomadaire Le Point daté du 24 août, que, pour l'élection présidentielle, M. Jean-Marie Le Pen le « laisse dans l'indifférence la plus totale ». « M. Le Pen, dit-il, est un spécialiste de la rododendron. Ça l'obtient 17 % de voix au premier tour, qu'est-ce que cela peut faire aux candidats présents au second ? Les électeurs ne se vendent pas comme des petits pois. Le fait que M. Le Pen se prononce ou non au second tour pour le candidat de la majorité aura un effet marginal sur les reports de voix », M. Séguin trouve « vraiment risible » d'accuser les membres de la majorité d'être « contrôlés » par le Front national.

Il juge aussi que M. Harlem Désir est « un allié objectif de Le Pen », car « il fait de la politique, il se range à gauche ». Néanmoins, à reconnaître

### M. Mauroy : ambitions

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre socialiste, a affirmé, le dimanche 23 août, lors d'une fête de la rose à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire) que « l'heure de vérité » d'A 2.

« On a tellement de chances d'être un responsable du PS qu'il n'est pas acceptable que l'on puisse en rajouter pour les ambitions personnelles », M. Mauroy, qui n'a pas cité le nom de M. Michel Rocard, a précisé que si tout le monde, au PS, peut faire acte de candidature à la présidence de la République, cela ne peut se faire que « dans le cadre d'une discipline acceptée, dans un cadre de cohérence, de très grande union ».

Après une cérémonie d'une vingtaine de minutes, tout le monde est reparti en bon ordre. Le brigadier de service était soulagé... et instruit.

### M. Mauroy opposé au projet de redécoupage du Nord-Pas-de-Calais

M. Pierre Mauroy, député socialiste et maire de Lille, a fait part, le samedi 22 août, de son opposition aux propositions de redécoupage du Nord-Pas-de-Calais en quatre ou cinq départements. L'ancien premier ministre a estimé que le Nord-Pas-de-Calais avait une certaine besoin de « solidarité » et d'un « développement harmonieux ». Il s'est étonné du projet de créer un département du Hainaut-Cambrésis

agent de Staline, deux ans avant, en France. La direction du PCI était représentée par M. Marc Gauquelin, qui a stigmatisé l'acharnement des tueurs staliniens. Au nom du secrétariat international de la V<sup>e</sup> Internationale léniniste, le « camarade Cristobal » a indiqué qu'une lettre avait été envoyée au camarade Gorbatchev pour lui demander l'ouverture des archives de la Guépéou, la police politique de Joseph Staline, de sinistre mémoire.

Après une cérémonie d'une vingtaine de minutes, tout le monde est reparti en bon ordre. Le brigadier de service était soulagé... et instruit.

O. B.

### Le brigadier et l'Internationale

Trois oriflammes rouges frappées au sigle du PCI. Quatre-vingts personnes silencieuses. Un brigadier inquiet. Et puis l'Internationale chantée fugitivement, et sans crier gare, entre les tombes. Comme tous les ans, le Parti communiste internationaliste (trotskiste) de M. Pierre Lambert a appelé ses fidèles à venir se recueillir, au mois d'août, sur la tombe de Léon Sédo, fils de Léon Davidovitch Bronstein dit Léon Trotski.

Le samedi 22 août au cimetière de Thiais (Val-de-Marne), quatre-vingts militants ont donc rendu un commun hommage au commandant en chef de l'Armée rouge, assassiné par Ramon Mercader, le 20 août 1940 à Mexico où il s'est enterré, et à son fils, assassiné, lui aussi par un

## ACTS DIVERS

### Un jeune Français d'origine canaque passe à tabac par trois hommes

Un jeune Français d'origine canaque, âgé de 22 ans, a été agressé par trois hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. Le jeune homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.

Un homme a été agressé par deux autres hommes, le dimanche 22 août, à Nouméa. Les auteurs de l'agression ont été arrêtés par la police. L'homme a été blessé et est actuellement hospitalisé.



سكنا صالون

Le flirt de l'extrême droite avec l'Iran

Droits de réponse

Notre enquête sur « Le flirt de l'extrême droite avec l'Iran », dont le point de départ était l'aide financière apportée par M. Wahid Gerdji, numéro deux de l'ambassade d'Iran, à la librairie Ogmios, spécialisée dans la diffusion de livres d'extrême droite (Le Monde du 13 août), sous la valise d'un courrier abondant, dont voici les principaux extraits.

La librairie Ogmios

M. Genevieve Meunier, gérante de la librairie Ogmios, affirme que « contrairement aux affirmations de M. Edwy Plenel, la librairie Ogmios n'a jamais bénéficié des largesses d'un « mécène » en la personne de M. Wahid Gerdji. Celui-ci n'a nullement apporté d'aide financière à la diffusion de notre catalogue « Livres de chez nous ».

M. Meunier ajoute cependant : « Nous entretenons avec l'ambassade de la République islamique d'Iran à Paris des relations normales, commerciales. » Affirmant que la société dont est gérant possède « un département qui réalise des ouvrages à façon pour le compte de clients extérieurs », elle précise que nous ne diffusons aucunement « des ouvrages d'extrême droite » dans le cadre d'un « appel d'offres auprès de la profession » des services de l'ambassade d'Iran, Ogmios a été chargée de la réalisation d'un ouvrage de présentation de la République islamique d'Iran à l'intention des pays francophones, au début de 1987.

« Le chèque de 120 000 francs, remis par M. Gerdji pour le compte de l'ambassade d'Iran, représentait la solde de cette commande », conclut M. Meunier. Mais elle ajoute que « devant débours une somme considérable à la firme Technigraph pour l'impression de notre catalogue, nous avons réclamé notre dû à l'ambassade de la République islamique », et qu'« avec ce chèque nous avons donc payé directement l'acompte que nous devions à notre imprimeur ».

M. Trystan Mordrel

M. Trystan Mordrel, qui est l'un des animateurs, avec M. Bertrand

Leforestier, du réseau de diffusion Ogmios, nous demande de préciser que ce n'est pas en mars 1987, comme nous l'avons écrit par erreur, qu'il s'est rendu en Iran. « Journaliste professionnel, je me déplace régulièrement à l'étranger, notamment dans des zones de guerre (...), écrit-il. C'est ainsi qu'au mois de janvier 1987, lorsque le ministère de l'Information de Téhéran a organisé, pour la presse du monde entier, un voyage en Iran pour que les journalistes puissent se rendre sur le front, j'ai immédiatement fait une demande pour y participer (...). Je me suis rendu du 21 au 27 janvier 1987 en Iran en compagnie de quarante autres confrères, dont de nombreux français. Le but de ce voyage était de visiter le front iranien devant la ville irakienne de Bassorah. Il va sans dire que les frais de ce voyage ont été payés par les participants et non pas par la République islamique d'Iran ».

M. Pierre Vial

M. Pierre Vial nous écrit à deux titres. Tout d'abord, en tant que directeur de la revue *Éléments*, principale revue de la « nouvelle droite », qui, précise-t-il, a pour objectif de créer un courant de pensée original au sein de la droite. M. Vial nous demande de préciser que « le fait qu'Éléments ait publié, dans un numéro consacré aux Arabes, un témoignage de Claudio Mutti n'implique évidemment pas que la revue reprenne à son compte les déclarations de celui-ci ». En deuxième lieu, au nom du directeur du GRECE (Groupe pour l'étude de la civilisation européenne), M. Vial ajoute les précisions suivantes : « Les revues *Orientations* et *Vendredi* ne sont pas « le pendant belge du GRECE », comme nous l'avons écrit par erreur. Elles ne se revendiquent pas dans les positions défendues dans ces revues. Jean Thériart n'est pas « une référence pour la nouvelle droite française ». L'appréciation portée par Guillaume Faye sur Thériart engage d'autant moins le GRECE que c'est à la suite de ce type d'appréciation que Faye a appartenu plus au GRECE (...). Le rapprochement du rôle géopolitique joué, aujourd'hui, par l'Iran est une chose. L'appréciation de l'Islam en tant que pensée religieuse en est une autre. Le GRECE, qui se reconnaît dans une vision paternelle du monde, inconciliable avec toute forme de monothéisme, ne peut donc, en aucune façon, sympathiser avec l'Islam, défini par Mutti comme « pureté monothéiste absolue ».

M. Alain de Benoist

Principal animateur du GRECE, M. Alain de Benoist tient à préciser que, s'il s'est bien rendu en mars dernier en Iran, ce n'était pas pour effectuer « un voyage d'études réservé à quelques privilégiés ni pour concrétiser quelque « convergence » que ce soit, mais pour y effectuer mon métier (...). J'ai, en effet, participé au mois de mars, à la demande du Figaro-Magazine, à un voyage de presse à Téhéran et sur le front des opérations Iran-Irak en compagnie d'une trentaine de mes confrères, journalistes de toutes opinions et nationalités. A mon retour, j'ai rédigé un reportage qui a paru, signé de mon nom dans le Figaro-Magazine ».

M. de Benoist précise aussi que le témoignage de Claudio Mutti, publié par la revue *Éléments*, « était précédé d'un avertissement rédactionnel indiquant notamment : « Il ne saurait être question pour nous d'évaluer les thèses de l'auteur italien », que le dépôt de la revue *Éléments* dans les kiosques par les Messageries, dans les locaux de la librairie Ogmios, « ne saurait avoir de signification particulière » ; que l'« appréciation de M. Guillaume Faye » à propos du théoricien belge d'extrême droite Jean Thériart, « n'engage que son auteur [et] figure dans une brochure parue en Belgique que la Nouvelle Droite s'est refusée à diffuser » ; enfin, que sa préface aux *Mémoires d'un chevalier allemand* choisis comme « patron » par les SS, publiées aux éditions Avalon, animées par MM. Leforestier et Mordrel, n'a pas de signification politique : « Ce personnage réel, entre autres, l'attention de Goethe et de Jean-Paul Sartre. Préfacer un ouvrage n'est pas cautionner un éditeur. M. Plenel, à ce compte, pourrait aussi bien s'en prendre aux biographies de Charlemagne (autre « patron » des SS) ».

M. Guillaume Faye et M. Luc Michel

De son côté, M. Guillaume Faye nous demande de préciser qu'il n'est plus secrétaire du GRECE : « Je tiens à faire savoir que j'ai démissionné du GRECE et rompu avec la Nouvelle Droite à la fin de 1986, en raison de certaines dérives politiques de ce groupe et de ses affidés ».

M. Luc Michel, président du Parti communiste national européen, organisation d'extrême droite belge qui se réclame de Jean Thériart, nous précise : « Il est exact que nos positions doctrinales sont fort discutées parmi les milieux issus de la Nouvelle Droite. Mais elles le sont aussi dans de nombreux autres milieux politiques, notamment à l'extrême gauche, ce qui nous a valu en Belgique la réputation d'être les inspirateurs doctrinaux des *Célestes* communistes combattants ». M. Michel affirme que son parti, « où les prises de positions confessionnelles sont interdites », a des convergences avec « les théories du parti Bass socialiste arabe, avec son nationalisme unitaire et laïque ».

Les royalistes

Enfin, M. Yvan Aumont, directeur général de la Nouvelle Action royaliste, dont les positions sont aux antipodes de l'orientation extrémiste d'autres groupes royalistes, telle l'Action française, nous reproche d'avoir procédé à un amalgame en écrivant que, sur les présentoirs de la librairie Ogmios, « les royalistes se mêlent aux nationalistes révolutionnaires » : « Vous comprendrez mon déplaisir de voir « les » royalistes associés d'une manière extensive et abusive à l'énormité de journaux et d'organismes avec lesquels nous n'avons non seulement aucun point commun, mais que nous avons été contraints de dénoncer, dès notre création, il y a déjà dix-sept ans ».

EDWY PLENEL

Confirmations

1. — Nous avons écrit, après le Canard enchaîné, que le chèque de 120 000 francs de M. Wahid Gerdji « avait servi de caution bancaire pour l'édition du catalogue » du réseau de diffusion Ogmios, qui propose « des livres propres (...) qui ne fassent pas « dégoût du cosmopolitisme décent ». M. Meunier ne dit pas autre chose, en précisant que ce chèque de la banque Mutti Iran a permis de payer l'acompte dû à l'imprimeur du catalogue d'Ogmios.

M. Meunier nous apprend, au passage, qu'Ogmios a réalisé un ouvrage en français pour la République islamique d'Iran. De couverture jaune cartonnée, intitulé *Regards sur la République islamique d'Iran*, ce livre de 104 pages est une brochure de propagande qui décrit les mérites de la révolution iranienne. Il ne porte aucune mention d'éditeur ou d'imprimeur. Datée du 5 avril, la facture de M. Bertrand Leforestier, directeur d'Ogmios, adressée à l'ambassade iranienne pour la réalisation de ce travail est d'un montant de 143 380 francs. M. Meunier estime qu'il s'agit d'une simple relation commerciale. Or, réseau occulte militant, Ogmios ne promet que des ouvrages plutôt engagés à l'extrême droite, notamment les *Annales révisionnistes* nient le génocide. Enfin, l'on ne sache pas qu'Ogmios ait réalisé des travaux similaires pour d'autres ambassades.

2. — M. Trystan Mordrel ne s'est pas rendu en Iran en mars, mais en janvier. Dont acte. Militant d'extrême droite connu, M. Mordrel exerce son métier de journaliste dans des revues engagées. Il est ainsi le correspondant à Paris, avec M. Ange Samplens, des revues belges *Orientations* et *Vendredi*. En octobre 1985, son confrère Samplens écrivait dans *Vendredi* : « Nous autres Européens, occupés depuis plusieurs décennies par les vainqueurs du second conflit mondial, nous ne pouvons pas ne pas regarder avec sympathie les grands axes de cette révolution islamique (...) ». Etre anti-iranien en 1985, c'est objectivement se ranger dans le camp des ennemis de notre liberté européenne.

3. — M. Guillaume Faye n'appartient plus au GRECE depuis la fin 1986. C'est une information que le GRECE n'avait pas, jusqu'à présent, largement diffusée. Mais quand, dans une brochure éditée en

Belgique en novembre 1985, M. Faye affirme que le militant d'extrême droite Jean Thériart « est sans doute le plus remarquable théoricien politique de notre époque », il est toujours secrétaire, chargé des « études et recherches », du GRECE.

A la même date se tient d'ailleurs à Paris le dix-huitième colloque de cette association, dont les travaux sont conclus par M. Faye. La rupture avec Mordrel intervient un an plus tard. C'est pourtant en mai 1980, soit il y a sept ans, que M. Faye écrit dans la revue *Éléments*, animée par MM. Alain de Benoist et Pierre Vial : « Quant au nationalisme islamique, il constitue le plus heureux couronnement de l'histoire de l'humanité civilisée du monde arabo-islamique. Il remet, en effet, en cause l'idée occidentale de croissance marchande et de primat du développement économique, tout en réajustant le marxisme, justement considéré comme facteur de décadence et, accessoirement, comme instrument du néo-colonialisme soviétique ».

4. — Le paganisme revendiqué par M. Pierre Vial ne l'empêche pas de voir dans l'intégrisme islamique une dimension légitime de l'identité des peuples du Moyen-Orient. Il écrit ainsi, sous le titre « L'intégrisme musulman : une vraie révolution culturelle », dans le n° 48-49 d'*Éléments* (hiver 1983-1984) : « L'Islam trouve une nouvelle vitalité, un nouveau dynamisme, grâce à la mystique fondamentale arabo-islamique. On peut s'en indigner et affirmer son incompréhension, comme le font la plupart des Occidentaux, soit y voir le ressort spirituel et moral grâce auquel les peuples du tiers-monde affirment une identité à laquelle ils ont droit et qu'il est logique de leur reconnaître lorsqu'on revendique soi-même son droit à l'identité culturelle ».

5. — La réserve des responsables d'*Éléments* publiée en préambule du témoignage de Claudio Mutti — « Pourquoi j'ai choisi l'Islam » — vise, et notamment les affidés supposés entre l'Islam et les traditions indo-européennes, le GRECE pensant que « les affidés sont plus profondes avec le bouddhisme et l'hindouisme ». En aucun cas, contrairement à ce que laisse entendre M. de Benoist, ce préambule ne prendrait ses distances avec les thèses politiques de M. Mutti.

Militant d'extrême droite, lié aux théoriciens de la « stratégie de la tension » italienne, emprisonné quelque temps puis relâché en 1979 dans la péninsule, M. Mutti est ainsi l'auteur d'une préface au texte de Franco « Giorgio » Frede, « Le désagrégation du système », où cette figure des pistes noires du terrorisme italien affirme avoir « des comptes à régler avec l'Europe juive ou sioniste ».

Dans cette préface, M. Mutti, qui a édité et préfacé en 1976 le célèbre faux antisémite, *Protocoles des sages de Sion*, plaide pour « une subversion raciale et abracas » en posant « la délégitimation du système bourgeois ». Rien de cela — qui est pourtant connu — n'était rappelé par *Éléments*, qui présentait Claudio Mutti simplement comme « un Européen entré en Islam depuis plusieurs années, mais qui avait auparavant activement milité pour une Europe libre des deux superpuissances ». Tout au plus doit-il précéder ce qu'un professeur de philologie hongroise et roumaine à l'université de Bologne » avait été « victime d'une interdiction professionnelle en raison de ses activités politiques et éditoriales... ».

6. — M. Alain de Benoist, qui est chargé de la chronique vidéo du Figaro-Magazine, a, en effet, publié un reportage sur le huitième anniversaire de la révolution islamique dans le numéro du 7 mars 1987 de ce supplément hebdomadaire du Figaro. Sa conclusion est qu'« au terme d'un séjour à Téhéran, l'impression que l'on a est que le vieil Empire perse est en train de se reconstruire ».

Insistant sur les victoires militaires iraniennes et sur les critiques faites à l'Occident pour son alliance avec l'Irak, M. de Benoist cite notamment un « étudiant chite » qui se plaint de l'« incompréhension occidentale » : « Notre modèle, affirme cet étudiant, est aussi loin du communisme ou de la démocratie laïque occidentale que du nationalisme ou de la théocratie. Dans une véritable perspective islamique, la nation n'a de sens qu'englobée dans la communauté générale des croyants. Elle edge un Etat juste, qui n'est pas clerical, mais légitimé par le Coran et la volonté populaire (...). Notre troisième voie : un traditionalisme révolutionnaire. » Cet « étudiant chite » partage, sans le savoir, la quête du GRECE, qui se

bet, en effet, pour « une troisième voie » entre l'URSS et les Etats-Unis au nom du « traditionalisme révolutionnaire ».

7. — Le GRECE affirme son « refus de l'immigration » en France. Il déteste les Etats-Unis parce qu'il y voit le symbole du melting pot, du métissage et du cosmopolitisme. M. de Benoist, sous son pseudonyme de Robert de Herte, affirme ainsi que « la société existante qui se rapproche le plus de la société communiste idéale telle que Marx la décrit est la société américaine ». M. de Benoist estime que cette réflexion témoigne d'un refus du racisme et de la xénophobie. Le commentaire, de ce point de vue, est libre.

Après la mort d'un gendarme près de Bastia

L'ex-FLNC revendique de nouveau l'embuscade du 4 août

Dans un communiqué parvenu à Ajaccio par le canal habituel, l'ex-FLNC (Front de libération nationale de la Corse) revendique à nouveau le mitraillage d'un fourgon de gendarmerie au cours duquel le gendarme Guy Aznar a été tué, le 4 août près de Bastia.

L'organisation dissoute, qui revendique aussi quarante-quatre actions commises en Corse, dont l'attentat contre la villa du professeur Paul Aboulker le 25 juillet, ne fait aucune allusion au communiqué diffusé le 22 juin dernier démentant l'assassinat, cinq jours auparavant à Ajaccio, du docteur Jean-Paul Lafay.

Les autres actions revendiquées visent pour l'essentiel des biens appartenant à des continents ainsi que des agences bancaires, des locaux des PIT, la perception de Vico (Corse-du-Sud), la direction départementale de l'équipement à Ajaccio, les appartements d'un magistrat d'Ajaccio et du directeur de cabinet du préfet de Corse-du-Sud. En revanche, l'organisation chancelante dément vingt-six attentats dirigés contre des commerces et des particuliers.

FAITS DIVERS

Dans la baie de la Somme

Un jeune Français d'origine algérienne passé à tabac par trois automobilistes

Un jeune auto-stoppeur français d'origine algérienne a été passé à tabac par trois hommes en état d'ébriété qui l'avaient pris à bord de leur voiture, le vendredi 21 août, dans la baie de la Somme. Les agresseurs ont conduit le jeune homme dans un endroit isolé pour le molestier en lui répétant « qu'il n'aime pas les Arabes », selon le témoignage de la victime.

Les auteurs de l'agression, Frank Roussel, vingt et un ans, Michel Mahieux, vingt-neuf ans et Luc Fanchon, vingt-huit ans, tous originaires de Liancourt (Oise), ont été interpellés le soir même. Ils devaient être déférés lundi devant le parquet d'Abbeville (Somme).

Azouzi Haddouche, vingt-deux ans, domicilié à Tourcoing (Nord), hospitalisé à Abbeville, devait être transporté lundi dans un hôpital du Nord. Souffrant d'une plaie à la tête et de multiples contusions, il a une oreille déchirée, présente une enflure à la gorge et a perdu une phalange de l'auriculaire de la main droite.

Le jeune homme était monté dans la voiture de ses agresseurs, le vendredi vers 15 h 30 près de Fort-Mahon. Il campait seul depuis quelques jours et il voulait se rendre en auto-stop à la gare de la commune voisine de La Rue-Saint-Pierre pour regagner Tourcoing. « Les occupants de la voiture n'avaient pas l'air menaçant au début », a-t-il expliqué. Mais très vite, il se rend compte que deux au moins des occupants de la voiture sont ivres. « Ils se sont mis à me frapper. Ils m'ont répété qu'ils n'aimaient pas les Arabes. L'un d'eux disait même : « Je vais te tuer, je vais te tuer », a raconté l'auto-stoppeur.

Azouzi Haddouche a ensuite été conduit un peu plus loin, au lieu-dit

de la « Froise ». Il a notamment été frappé avec une clé plate, dont un coup lui a sectionné la phalange d'un doigt. Les trois hommes ont enfin abandonné le jeune homme dans les ronces avant de prendre la fuite. C'est un automobiliste qui lui portera secours une demi-heure plus tard.

Au moment de leur interpellation, le soir même sur le parking d'une grande surface à La Rue-Saint-Pierre, ses agresseurs étaient ivres et importunaient les passants. Deux d'entre eux sont sans emploi, le troisième est ouvrier.

SOS-Racisme a décidé d'« apporter toute son aide matérielle et juridique à la victime », a indiqué un communiqué de l'association publié dimanche.

Incidents raciaux à Commercy (Meuse)

Une bagarre a opposé, le samedi 22 août, après-midi, des jeunes Marocains et des consommateurs dans un café de Commercy (Meuse).

Deux adolescents d'origine marocaine étaient entrés dans cet établissement du centre-ville pour consommer. Pris à partie par un consommateur qui tenait des propos racistes, les deux adolescents se sont retirés, mais le consommateur a entrepris de les poursuivre.

Les deux jeunes gens sont revenus au café quelques instants après, accompagnés de deux amis. Une bagarre générale a alors éclaté entre les quatre Marocains et les consommateurs. Ces derniers se sont enfuis à l'arrivée de la police.

Après avoir été entendus, les quatre Marocains ont été relâchés dans la soirée.

JUSTICE

Les plaintes contre le maire d'Angoulême seraient classées « sans suite »

ANGOULÊME de notre correspondant

Dans le conflit qui oppose depuis plusieurs mois M. Jean-Michel Boucheron, député et maire d'Angoulême (PS), au président d'une association locale de chômeurs, M. Marcel Dominici (1), ce dernier avait cru marquer un avantage décisif la semaine dernière. La cour de cassation avait, en effet, désigné la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux pour instruire éventuellement les plaintes pour détournement de fonds publics déposées par lui contre le maire (le Monde du 23-24 août).

Dans un communiqué publié dimanche 23 août, le maire d'Angoulême affirme que le parquet général de la cour de Bordeaux vient de classer sans suite les deux plaintes. La notification officielle devrait intervenir prochainement.

M. Boucheron dénonce chez son adversaire « l'utilisation à répétition d'une information ancienne présentée chaque fois comme une information nouvelle », puisque les décisions de la cour de cassation sont du 1er avril et du 27 mai ; mais la seule notification de ces décisions aux intéressés est datée du 18 août.

M. Boucheron affirme qu'en résumant une conférence de presse,

vendredi 21 août, M. Dominici ne pouvait ignorer que ces plaintes étaient déjà classées sans suite, donc que la justice avait tranché. « Quelles que soient maintenant les menaces procédurales et obsessionnelles à venir de M. Dominici, ce chapitre est clos pour nous », conclut M. Jean-Michel Boucheron.

De source judiciaire, on fait remarquer que le classement n'implique aucune appréciation sur le fond. Le parquet général n'a pas jugé l'initiative de saisir la chambre d'accusation parce qu'il estime que c'est à la partie civile (M. Dominici) de le faire.

JEAN-PIERRE DUFRENNÉ.

(1) C'est contre M. Dominici que le maire d'Angoulême a porté plainte et son contre M. Dufrenne, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions datées 23-24 août 1987.

● Les quatre évadés de la prison de Caen ont été repris. — Sur renseignement fourni à la gendarmerie par un agriculteur, les quatre détenus qui s'étaient évadés, le jeudi 20 août (le Monde du 22 août), de la prison de Caen ont été arrêtés samedi à Lanthuail (Calvados). Jean-Pierre Pousson, le frère d'un des évadés, a été également interpellé.

« Mondes en devenir »  
**FINANCES PUBLIQUES CAMEROUNAISES**  
LEHENE DONGACK  
Préface de René CHIROUX  
13,5 x 20 cm - 482 p. - 139 F  
Berger-Levrault  
5, rue Auguste-Conte - 75006 PARIS

**abricot**  
Un magazine qui a la pêche.  
Dès 18 mois.  
Dans tous les kiosques

**Le Monde**  
sur minitel  
**L'ACTUALITÉ EN DIRECT**  
3615 TAPÉZ LEMONDE

PROPOS ET DÉBATS

M. Mauroy

ATTENTIONS

Le Monde publie chaque semaine des propos et débats de personnalités politiques, littéraires, artistiques, etc. Ces propos sont publiés sous la responsabilité de leur auteur. Le Monde ne saurait être tenu responsable de leur contenu.

Le brigadier et l'Internationale

Le brigadier et l'Internationale. C'est le titre d'un livre de Jean-Pierre Laroche, paru chez Grasset. L'auteur y analyse les conditions de la vie des brigadiers, ces hommes qui ont fait de la France une grande nation. Il y raconte les anecdotes de leur vie, les difficultés de leur métier, les sacrifices qu'ils ont faits. C'est un livre qui nous fait découvrir un monde méconnu, un monde de courage et de dévouement.

Le brigadier et l'Internationale. C'est le titre d'un livre de Jean-Pierre Laroche, paru chez Grasset. L'auteur y analyse les conditions de la vie des brigadiers, ces hommes qui ont fait de la France une grande nation. Il y raconte les anecdotes de leur vie, les difficultés de leur métier, les sacrifices qu'ils ont faits. C'est un livre qui nous fait découvrir un monde méconnu, un monde de courage et de dévouement.

Le brigadier et l'Internationale. C'est le titre d'un livre de Jean-Pierre Laroche, paru chez Grasset. L'auteur y analyse les conditions de la vie des brigadiers, ces hommes qui ont fait de la France une grande nation. Il y raconte les anecdotes de leur vie, les difficultés de leur métier, les sacrifices qu'ils ont faits. C'est un livre qui nous fait découvrir un monde méconnu, un monde de courage et de dévouement.



**YVES-MARIE LARÉ**



## NATATION : les championnats d'Europe

## Nageurs de combat

La dernière journée des dix-huitièmes Championnats d'Europe de natation a été marquée, le dimanche 23 août à Strasbourg, par la chute d'un nouveau record du monde. Le Hongrois Tamás Darnyi, en réalisant 2 min 0 s 56 a en effet détrôné le Canadien Alex Baumann du sommet mondial du 200 mètres quatre nages, sa chasse gardée depuis six ans. Une fin de championnat digne des cinq jours qui l'ont précédé, puisque, au total, six nouveaux records du monde ont été établis. Les nageurs français, qui ont battu vingt-quatre records nationaux mais gagné seulement deux médailles, grâce à Stéphane Caron et Catherine Piewinski, ont montré qu'ils n'avaient plus peur de s'attaquer aux grands.

STRASBOURG  
de notre envoyé spécial

Dernière épreuve d'une longue compétition, le quatre fois 100 mètres quatre nages est annoncé. La musique lancinante d'un cérémonial légèrement désuet résonne. Précédés d'un organisateur, les concurrents s'avancent un par un. Comme à la parade, ils marchent presque au pas autour du bassin. Surprise : les représentants de la RFA jettent soudain leur peignoir à mi-course et apparaissent vêtus de maillots de bain féminins. L'épique Michael Gross a encore sévi.

Mais sa force ne veut pas remonter. Il le prouve en déployant avec ses camarades une grande bannière où est écrit : « Merci Strasbourg, c'était super ! ». L'athlète d'Offenbach, comme le nomment ses amis, est satisfait de son séjour en France. Oubliée, la défaite de la première journée : avec une moisson de médailles par équipe et une belle médaille d'or en solitaire sur sa distance favorite, le 200 mètres papillon, le nageur allemand peut estimer qu'à vingt-trois ans il sait toujours défendre ses titres.

Dans le sillage de Gross, d'autres nageurs allemands se sont engouffrés. Ils ont noms, Rainer Henkel ou encore Hoffmeister. Ils permettent

aux équipes de relais de recueillir chez les nageurs. En tirant douze médailles d'or, les ondines de l'Allemagne, en Hongrie et, dans une moindre mesure, en URSS et en Grande-Bretagne, il existe des nageurs capables d'affronter les champions d'outre-Atlantique. Le tableau des médailles d'or rend compte de ces succès partagés.

## « Niveau mondial »

La situation est bien différente chez les nageurs. En tirant douze médailles d'or, les ondines de l'Allemagne, en Hongrie et, dans une moindre mesure, en URSS et en Grande-Bretagne, il existe des nageurs capables d'affronter les champions d'outre-Atlantique. Le tableau des médailles d'or rend compte de ces succès partagés.

## La mort de Didier Pironi et de ses coéquipiers

## Sur le béton de la vague...

L'ancien champion de formule 1, Didier Pironi, et ses deux coéquipiers, Jean-Claude Guenard et le journaliste Bernard Gironx, ont trouvé la mort, le dimanche 23 août en large de l'île de Wight (Grande-Bretagne), alors qu'ils disputaient une course offshore comptant pour le championnat d'Europe. Déséquilibrée par le sillage d'un petit pétrolier, leur puissante vedette s'est retournée à 160 kilomètres à l'heure. Les trois occupants ont été tués sur le coup.

Le destin est ténu. En parcourant la vague, son monstrueux bateau de 1500 Ch s'est cabré, s'élevait à plus de trois mètres avant de se retourner. Cette mortelle cabriole ressemble tragiquement à l'accident qui mit fin à la première vie de Didier Pironi.

Le 7 août 1982, sa course des essais du Grand Prix d'Allemagne noyée par la pluie, sa Ferrari s'est envolée en pleine ligne droite, le nez dressé à la verticale pour s'immobiliser deux cents mètres plus loin. Son rêve de devenir, à trente ans, le premier pilote français champion du monde était en miettes. Au comble de la souffrance, il avait trouvé la force d'implorer les médecins : « Ne me coupez pas les jambes ». Ce passionné de vitesse n'avait aucune crainte de la mort, mais il n'avait pas supporté d'être diminué physiquement.

Cette aversion l'a aidé à traverser quatre années de calvaire pendant lesquelles il n'a guère quitté les blocs opératoires et les salles de rééducation. Après une quarantaine d'interventions chirurgicales, il retrouvait l'usage de ses jambes. Marcher sans béquilles était déjà miraculeux, mais l'exploit ne pouvait suffire à ce fils d'immigrés italiens originaires du Frioul. Il avait toujours gardé, chevillé en lui, l'espoir de piloter à nouveau une formule 1.

En 1986, il glissait avec délectation son corps alourdi dans le cockpit d'une AGS, un Castellet. Les sensations étaient au rendez-vous : il pouvait à nouveau braver un volant « pour devenir champion du monde ». Pironi avait une ambition intacte, mais sur le marché des pilotes règne aujourd'hui une impitoyable concurrence. Plutôt que de brader son talent auprès d'employeurs à la mémoire trop courte, Didier Pironi bifurqua vers une autre passion : la vitesse en mer. Il avait découvert l'offshore, ces courses de bateaux au large, il y a quelques années déjà. En homme d'affaires dynamique, il s'embarqua dans l'aventure à travers sa petite société Leader qui avait créée en 1980 à Saint-Tropez. Leader diffusait les monstrueux bolides construits aux États-Unis, mais elle

s'était lancée depuis peu sur son chantier tropézien dans la construction de vedettes offshore de conception futuriste.

Didier Pironi et son ami d'enfance, le technicien Jean-Claude Guenard avaient apporté leurs connaissances de la formule 1 à ce sport mécanique coûteux mais en plein essor. Leur Colibri, beaucoup moins lourd que les autres offshore, avait commencé à faire ses preuves. Pironi, Guenard et Gironx avaient remporté leur première course la semaine dernière. Privé d'un titre de champion du monde sur l'asphalte des circuits, Didier Pironi s'était lancé plein gaz à la poursuite d'un titre sur l'eau. Son rêve s'est brisé sur une vague. Définitivement.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

[Né le 26 mars 1952 à Villecrozes (Savoie-et-Oise), Didier Pironi, fils d'entrepreneurs, se destinait aux travaux publics, dont il était diplômé. Champion de France universitaire du 100 mètres nage libre en 1969, il obtient ses premiers succès automobiles en 1974, avec un titre de champion d'Europe de formule Renault. Il débute en formule 1 chez Tyrrell en 1978, remportant la même année les Vingt-Quatre Heures du Mans. Passé chez Ligier en 1980, il obtient sa première victoire au Grand Prix de France. En 1982, Pironi conquiert sa meilleure place aux championnats du monde, deuxième avec 39 points, après ses victoires à Saint-Marin et aux Pays-Bas, et malgré un accident au cours du Grand Prix d'Hockenheim qui avait mis un terme à sa carrière, après seize-vingt Grands Prix. Il était marié, sans enfant.]

[Né le 10 mars 1950 à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), Bernard Gironx, grand reporter à l'IF, a commencé sa carrière de journaliste en faisant des pages au *Courrier de Saône-et-Loire*, puis des stages à RTL et à l'ORTF. Le 1er janvier 1974, il entre au service des sports de l'IF. Bernard Gironx s'était pris de passion pour l'automobile dès qu'il avait commencé à suivre les rallyes, plus particulièrement les rallyes-réalisés africains, tel le Paris-Dakar qu'il gagna deux fois : en 1981, aux côtés de René Metge, et en 1987 avec le Finlandais Ari Vatanen. Depuis deux ans, il avait ajouté le motocyclisme à ses passions. Le hors-bord avec les Vingt-Quatre Heures de Rouen et les Six Heures de Fécès ainsi que le Raid Nîmes, entre Nîmes et Bamako, puis le offshore, avec Didier Pironi.]

[Âgé de quarante-cinq ans, Jean-Claude Guenard rejoint l'équipe Leader de Didier Pironi en début de l'année 1986 pour diriger le programme compétition après avoir été responsable technique de l'équipe Kawasaki en endurance et en grand prix moto. Mais c'est dans l'automobile que Guenard accomplit l'essentiel de sa carrière de technicien. En formule 2 tout d'abord avec l'écurie ELF-Switzerland aux côtés de Jean-Pierre Jabouille et de Gérard Larrousse, puis en formule 1 avec Renault-Elf jusqu'en 1981. Enfin, il entre chez Ligier où il dirige le programme Kart de la filiale vichyenne aux États-Unis.]



Michael Gross, l'Allemand d'Offenbach.

Face à de telles prestations, la situation des nageurs français peut paraître désespérée. Pourtant, les jeunes filles s'accrochent. Elles s'insistent pas, à l'image de Catherine Piewinski, à mener des courses en tête, quitte à se faire battre de quelques centimètres de seconde. Le relais quatre fois 100 mètres quatre nages en est un bon exemple. Laurence Guilhou en des Pascalline Louvier en brasse, Catherine Piewinski en papillon et Jacqueline Dolord en nage libre ont dompté le maximum d'elles-mêmes, samedi 22 août, dans une bataille où elles savaient les Allemandes supérieures. Leur cinquième place rend peu compte des progrès réalisés par les nageuses françaises. Pourtant, en améliorant le record de France établi à Madrid l'an dernier de près de 3 secondes, cette équipe a matérialisé une année de travail intense (nouveau record : 4 min 12 s 89).

Voilà un sujet de satisfaction pour la natation française : vingt-quatre records nationaux ont été améliorés. Patrice Prokop, le directeur technique national, évoque avec satisfaction le nombre de Français en finale : dix, un chiffre inconnu depuis longtemps. Dans ce Championnat d'Europe, qu'il estime « souvent de niveau mondial », il apprécie les résultats obtenus par les nageuses et les nageurs tricolores. Il parle des relais « en pointe », tout en critiquant les fautes qui ont entraîné des disqualifications (dimanche, lors du relais quatre fois 100 mètres quatre nages, l'équipe masculine a été une nouvelle fois disqualifiée).

« Les nageurs ne veulent pas être à la traîne de Stéphane Caron. C'est pourquoi ils doivent donner le meilleur d'eux-mêmes », explique Patrice Prokop.

Caron comme Piewinski, ont montré qu'il est possible de lutter avec les intouchables. « Il faut d'abord supprimer chez l'adversaire la peur de la légende », note l'entraîneur de Catherine, tout heureux que sa protégée ne refuse pas le combat. Ensuite, c'est encore un an de travail, surtout de musculation, et un peu de technique. L'avenir de la lyonnaise de Chuses (Haute-Savoie) est déjà tracé. En attendant, elle a droit à quelques jours de vacances, juste avant la rentrée.

SERGE BOLLOCH.

## Le triomphe de Muriel

Au début, ce n'était qu'un pari qui prêtait à sourire. La blonde Muriel Hermine, sûre d'elle-même, assurait que les Françaises pouvaient gagner le grand chelien en natation synchronisée. Fortes du travail effectué cet hiver, les ballerines nautiques de l'entraîneur Françoise Schuler visaient le haut du podium dans les trois spécialités de cette discipline.

Un pari remporté par Muriel Hermine en solo, confirmé en duo et, enfin, couronné, malgré un court écart, en ballet. Le samedi 22 août, Grégoire à un français canon endiablé, muni par ses jambes hors du commun, les nageuses françaises ont résisté aux redoutables Soviétiques. Trois médailles d'or pour l'équipe de natation synchronisée : le triomphe de Muriel est complet.

## VOL LIBRE : les Internationaux de parapente

## Les vagabonds du ciel

Les premiers Internationaux de parapente de Chamoussol ont été écourtés par le mauvais temps. Les épreuves de qualification, disputées le samedi 22 août dans un ciel sans nuage, et qui devaient se prolonger dimanche par trois finales challenge ont ainsi dû être remises pour établir le classement général. Jean-Marc Boivin et Eric Escoffier, deux « stars » de l'altitude chamoisaise, se sont octroyés, dans l'ordre et dans un monoclère, deux des premières places de cette compétition à laquelle participaient cent trente pilotes, hommes et femmes.

CHAMOUSSOL  
de notre envoyé spécial

Les cumulus sorniois qui, tout au long de la journée de dimanche, noyaient cimes et vallées de la sta-

tion haute-savoyarde au point de la faire ressembler à une plage normande, clostrent les hommes et les femmes oiseaux au plancher des vaches. Après la *Kermesse des Aigles*, on jouait les *Parapentes de Chamois*.

Tout avait pourtant merveilleusement commencé. De mémoire de rapace, on n'avait jamais connu une telle concurrence dans les airs. Entre 10 heures et 17 heures, samedi, c'est plus de 400 corolles qui se déployèrent et s'entassèrent voluptueusement depuis les pentes caillouteuses de Planpraz (situé à 2 000 mètres au premier tronçon du Brévent) jusqu'au clos herbé du Savoy, à moins de 100 mètres du centre-ville. Une suspension fiévreuse en rose bleu, jaune safran et bleu perle. Un rêve d'écure aux dimensions hollywoodiennes.

Le franc soleil favorisant les courants ascendants, la forte brise

## CANOE-KAYAK : les championnats du monde

## La revanche des soutiers

Grâce à la médaille d'or de Philippe Boccard et Pascal Bouché en kayak biplace sur 10 000 mètres, leur médaille d'argent sur 1 000 mètres et aux trois places de cinquième obtenues par les canoëistes, l'équipe de France de course en ligne en canoë-kayak a quitté les XXI<sup>e</sup> championnats du monde, le dimanche 23 août à Duisbourg (RFA), le cœur léger. Avec le sentiment de pouvoir former un solide commando aux Jeux olympiques de Séoul l'an prochain.

DUISBOURG  
de notre envoyé spécial

À bout de compte, l'événement principal réside dans le comportement des canoëistes. Les trois bateaux engagés sur les distances de 500 mètres et 1 000 mètres ont tous accédé à la finale dans leur catégorie. Il s'agit d'un fait unique dans l'histoire de la course en ligne française où les athlètes à la pagaie simple faisaient figure d'anonymes soutiers depuis 1976.

Les championnats du monde disputés l'année dernière sur le bassin de Montréal avaient laissé entrevoir une importante évolution en raison notamment de la cinquième place obtenue par l'équipe composée de Didier Hoyer et Pascal Sylvos. Présents à Duisbourg, les deux hommes sont restés à ce même niveau mais en réalisant une demi-finale proche de la perfection sur les lignes technique et tactique. En un an, le législateur s'est accrus dans de fortes proportions puisque Philippe Renaud ne retrouve lui aussi cinquième à la fois en monoplace et en biplace. Il a partagé cette dernière performance avec Joël Bettin, un garçon de vingt ans originaire de Decize (Nièvre), nettement moins expérimenté que son copain.

Philippe Renaud fréquente les couloirs d'eau avec l'équipe de France depuis 1981, mais il retrouve aujourd'hui une deuxième jeunesse en compagnie d'un élève dont le coup de pagaie est d'une exceptionnelle finesse. La conjonction de leurs qualités s'est traduite par une euphorie qui les a portés à 19 centièmes seulement de la médaille de bronze.

En somme, un véritable collectif a émergé, dont la responsabilité incombe à un kayakiste médaillé d'argent aux Jeux olympiques de Moscou en 1980. Le « traître » se

nomme Alain Lebas. Chargé depuis un an et demi de remettre de l'ordre dans un secteur en déliquescence, il a réussi la première partie de sa mission en formant trois canoës biplaces performants pour les championnats du monde. Le troisième est composé de Daniel Aubert et Olivier Boivin, étonnants cinquièmes dans le 10 000 mètres.

« Les progrès sont d'une folle rapidité », explique Alain Lebas. C'est bien la preuve qu'il ne fallait pas désespérer du canoë en France. Il s'agit avant tout d'un problème psychologique. Les athlètes se sentaient délaissés et toujours à l'ombre des kayakistes. Il suffisait que quelqu'un se penche vraiment sur eux.

Le groupe est maintenant cité en exemple à celui des kayakistes, rassemblant d'individualités marquées, comme par exemple Bernard Brégon qui ne peut plus défendre ses chances pour des raisons de santé. Mais un apparemment défaut de dynamisme collective les prive de performances encore plus probantes.

## La confiance

de Boccard-Bouché

Fort heureusement, l'équipe composée de Philippe Boccard et Pascal Bouché tient le haut de l'échelle avec une assurance telle que les Jeux de Séoul s'annoncent pour eux sous les meilleurs auspices. Ces deux kayakistes géants, (2,03 m pour le premier, 1,88 m pour le second) revendiquent une médaille d'or sur la distance de 1 000 mètres l'année prochaine comme en 1985, à Malines (Belgique).

Battus de trois dixièmes de seconde seulement samedi matin par les Néozélandais Ferguson-McDonald avant de dominer outrageusement le 10 000 mètres le lendemain, les deux Français n'ont plus qu'une difficulté à résoudre avant d'atteindre la perfection absolue. Pointés à 180 kilos sur la bascule, il leur faut une marge de temps plus importante qu'à d'autres pour lancer le bateau à l'allure d'un « train bleu ».

Pent-être devront-ils s'imposer, comme les Néozélandais, cette forme infernale d'entraînement qui consiste à installer un seuil dans l'eau, à l'arrière du kayak, pour gagner en puissance de départ. En tout cas, les deux hommes expriment une confiance totale. La quête d'un même état d'esprit constitue le prochain objectif d'Alain Lebas avec ses canoës.

LIBERT TARRAGO.

## Football

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

Prochaine division  
(Septième journée)

*Nantes et Metz	0-0
*Lille et Le Havre	0-0
*Nîmes et Monaco	0-1
*Paris-SG et *Cannes	3-1
*Bordeaux et Toulouse	2-2
*Toulon et Montpellier	0-0
*Brest et Lens	4-1
*Marseille et Marseille	0-0
*Nice et *Laval	2-1
*Saint-Etienne et Auxerre	2-1

Classement. — 1. Monaco, 10 pts; 2. Bordeaux et Toulon, 9; 4. Paris-SG, Metz-RP, Nice et Saint-Etienne, 8; 5. Lille, Montpellier, Marseille, Nîmes, Toulouse et Cannes, 7; 14. Le Havre, Metz, Auxerre et Nantes, 6; 18. Laval et Brest, 5; 20. Lens, 4.

## Motocyclisme

## GRAND PRIX

DE TCHÉCOSLOVAQUIE  
DE VITESSE

© Résultats des 500 cm<sup>3</sup> constructeurs

1. Gardner (Aust.), Honda,	51 min 52 s 17 (moy. 149,7 km/h);
2. Lawson (Jap.), Yamaha, à 1 s 87;	
3. Taira (Jap.), Yamaha, à 17 s 05;	
4. Mamola (USA), Yamaha, à 19 s 06; (—) 7. Sarron (Fr.), Yamaha, etc.	

Championnat. — 1. Gardner, 135 pts; 2. Mamola, 109; 3. Lawson, 103; (—) 9. Sarron, 37, etc.

© Résultats des 250 cm<sup>3</sup> constructeurs

1. Mang (RFA), Honda,	47 min 9 s 56 (moy. 144,11 km/h);
2. Sarron (Fr.), Honda, à 3 s 43;	
3. Cardus (Esp.), Honda, à 3 s 70, etc.	

Championnat. — 1. Mang, 112 pts; 2. Roth, 89; 3. Pons, 65; 4. Sarron, 59, etc.

s'étonnera guère d'apprendre que Boivin et Escoffier vagabonderont plus de quatre heures vingt entre ciel et terre (le record du monde détenu par Tony Bernas, présent à Chamoussol, est de six heures).

Eviter le village des cordelettes qui le reliaient à sa nacelle de nylon et maîtriser toute fermeture accidentelle des sacs sont deux des principaux soucis du pilote de parapente. Malgré son expérience, Sylviane Tavernier, vingt-neuf ans, la compagne d'Eric Escoffier, n'a pas pu résister à une bourrasque qui l'a déséquilibrée dans le couloir du Brévent. Projetée contre la paroi broussailleuse, la jeune guide de moyenne montagne a été victime d'un traumatisme crânien. Secourue par hélicoptère, elle a été évacuée vers l'hôpital de Chambéry. Ses jours ne sont pas en danger.

Cet accident souligne les risques d'une nouvelle discipline de « vol libre » dont l'essor est très récent. Expérimentée rudimentairement par des parachutistes d'Annemasse à la fin des années 60, elle n'a commencé à se populariser qu'en 1985. Une floraison de clubs et de centres de formation (un stage d'une semaine fournit les bases de la pratique), la mise sur le marché d'un matériel très léger fabriqué par une demi-douzaine de firmes françaises (coûteux de 6 000 francs à 12 000 francs pour s'équiper), font aujourd'hui du parapente un concurrent sérieux du deltaplane.

Moins performant en durée et en distance, le parapente nécessite une bonne connaissance en aérologie et exige des conditions climatiques particulières. Deux commandes manuelles sur le bord de fuite et le bord d'attaque permettent de guider l'aile que les puristes vous interdisent d'appeler parachute. « Avec le parapente on ne saute pas, on s'envole », précisent-ils.

ROBERT BELLERET.



## PARIS AU MOIS D'AOUT

## Songe d'une nuit des quais



## ARTS

## Toulouse-Lautrec à la Fondation Gianadda

## Venu d'Albi pour être Suisse

La Fondation Pierre-Gianadda, dans la petite ville suisse de Martigny (Valais), présente chaque été, et jusqu'à l'automne, une exposition ambitieuse : Klee, Giacometti, Klimt... ou, cette année, Toulouse-Lautrec. Un ensemble superbe auquel le musée d'Albi a su prêter son concours.

« Nous venons de perdre, il y a quelques jours, un artiste qui s'était acquis une certaine célébrité dans le genre laid. Je veux parler du dessinateur Toulouse-Lautrec, être

bonne avant-garde. Dans le cas de Toulouse-Lautrec, cependant, comme d'ailleurs pour les impressionnistes et bientôt les cubistes, les journalistes clairvoyants n'ont pas manqué : « De longtemps, écrit Roger Marx en 1893 pour le *Rapide*, artiste aussi doué (...) ne s'est rencontré, et peut-être non autorisé vient-elle de l'accord de ses facultés : j'entends l'accord de la pénétration d'analyse avec l'acuité des moyens d'expression. » En outre, rappelle M. Devoisins, le succès populaire et public que rencontre aujourd'hui l'œuvre de cet artiste se vérifiait déjà de son vivant au moins pour ses affiches, sinon pour sa peinture.

Que la belle exposition de Martigny, en Suisse, soit ainsi présentée

Et parce que nous sommes en Suisse, l'exposition qui aurait pu n'être qu'un bel ensemble prêt par le musée Toulouse-Lautrec d'Albi, a pu être enrichie, complétée par les peints de collectionneurs privés, de musées (Kunsthaus de Zurich, Öffentliche Kunstsammlung de Bâle, etc.), voire de la Collection Thyssen-Bornemisze, à Lugano. Cela ménage la surprise de qui prétendrait tout ou trop connaître du musée que la comtesse de Toulouse-Lautrec, offre en 1922 à la ville natale de son fils, après que le Conseil des musées nationaux, sous l'influence du méchant Bonnat, eut refusé son don magnifique.

Ainsi près d'une tête d'homme de caquente (Albi), de 1880, où le peintre, âgé de dix-sept ans, se fait la main sur la figure humaine

coups de sang auxquels on s'attendait, ceux qu'on avait oubliés, et ceux qui naissent de la surprise devant la rareté d'une lithographie, la qualité d'impression et de conservation d'une affiche ou la vivacité d'une couverture : voici celle de l'album *Yvette Gullibert* (1894), avec les deux gants noirs, dont la Bibliothèque nationale est désormais dépositaire. A défaut des gants de la chanteuse, est venue d'Albi l'étude pour l'album, japonisante juste un peu moins sobre et tranchante que la lithographie de l'album (reproduction de chaque page dans le catalogue, pour les amateurs).

On doit cette belle exposition à Léonard Gianadda, ingénieur, constructeur, mécène généreux et président de la Fondation qui porte depuis dix ans le nom de son frère,



« Les Deux Amies » (1895).



Albi - Yvette Gullibert (1894).

bizarre et contrefait, qui voyait un peu tout le monde à travers ses tares physiologiques... Pas plus que Jean Devoisins, conservateur du musée d'Albi, qui a naturellement donné sa contribution au catalogue, nous ne résistons pas au charme de ce journaliste du *Courier de Lyon*, et au plaisir de le citer. Ce jugement, suivi d'ailleurs d'autres détails et d'amabilités, date de 1901.

Vieille histoire d'une critique rétrospectivement considérée comme aveugle, quand elle était simplement fidèle aux goûts de ses lecteurs, et dont les descendants culpabilisés feront autant d'erreurs, par peur cette fois de manquer la

par une réflexion sur « La critique et le public » n'est évidemment pas fortuit. C'est une bonne manière d'en délimiter le propos et l'ambition, qui est de présenter un ensemble de niveau musée, sans chercher point tant à révolutionner les connaissances sur le sujet. Il faut sur ce point, et avant d'aller plus loin, souligner la qualité et l'utilité du catalogue établi par Pierre Gassier, non seulement pour son illustration, mais pour ses vertus pédagogiques, la clarté de ses textes, l'efficacité des citations ou photos choisies, sa mise en page sans prétention, son index (!)... Il est vrai que nous sommes en Suisse.

(« Seule la figure existe, le paysage n'est et ne peut être qu'un accessoire... ne peut servir qu'à mieux faire comprendre le caractère de la figure », dira-t-il à Maurice Joyant), peut-être être présents un *Cavalier*, rapide de facture (1890), un *Facon pèlerin*, plus vivant que nature (1881), qui le font mentir et, pour le faire parler vrai, cette merveille qu'est le *Rouge en caraco blanc* (1885-1886), venue de Lugano.

Et lorsque sera venu le temps du Moulin-Rouge et des bordels, la Suisse continuera de prêter aux côtés d'Albi. Une *Partie de cartes* (1893) est ici le pendant actif de la *Femme à sa fenêtre* (1893), l'un et l'autre si tendres et attendis à la vie des « maisons », et font écho au *Salon de la rue des Moulins* resté à Albi. Ils nous préparent au sensuel « abandon » des *Deux Amies* (1895), pièce exceptionnelle là encore prêté par un collectionneur privé.

Affiches, lithographies et leurs dessins ou peintures préparatoires, sont venues aussi de partout en Suisse pour donner l'essentiel de cette part primordiale dans l'œuvre de l'artiste, Albi, cette fois, apportant le complément par des planches que le voyage n'effrayait pas. Sans être exhaustive, l'exposition de la Fondation Gianadda offre tous les

## CINÉMA

## « Raining in the Mountain », de King Hu

## L'énigme du monastère

Vol de manuscrit précieux dans un monastère bouddhiste. Courses dans un labyrinthe mental. Envoûtante beauté d'une étrange énigme.

L'architecture d'un monastère bouddhiste dans la Chine du quinzième siècle tel qu'on le découvre dans le film *Raining in the Mountain*, du cinéaste de Hongkong King Hu, ne ressemble en rien à celle de l'abbaye médiévale que montre Jean-Jacques Annaud dans *Le Nom de la rose*. Mais, à l'intérieur, ce sont également des labyrinthes de couloirs trompeurs, de chambres dont les parois s'ouvrent par volets pour permettre la surveillance, de portes aux serrures inviolables. Au centre, aussi, la bibliothèque. Là est gardé un trésor inestimable, manuscrit très ancien chargé de pouvoirs, qui provoque des convoitises et des morts.

L'histoire est encore plus complexe que la géographie interne du monastère. Le bonze supérieur, très âgé, doit désigner son successeur parmi trois disciples favoris. Il invite quelques bienfaiteurs : un sage, plus

un riche et un militaire, qui sont accompagnés l'un de son lieutenant, l'autre de son valet-homme de main et d'une voleuse professionnelle, extrêmement jolie. L'un et l'autre ont dans l'idée de s'emparer du manuscrit. Il y a aussi un ancien criminel devenu moine et quelques gracieuses guerrières, qui, à peine vêtues de blanc transparent, se baignent juste à côté des moines cénobites.

Avec leur robes bleu clair, les mains perdues dans leurs grandes manches, les moines se déplacent sans bruit et ne parlent pas. La voleuse professionnelle, qui s'appelle Renarde Blanche, file comme une flèche silencieuse, saute de très haut avec un saut périlleux arrière, se reçoit comme sur un matelas, s'adresse uniquement par signes à son complice, le valet-homme de main, qui s'appelle Serre d'or.

Ceux qui parlent, principalement les laïcs, n'apportent pas grand éclaircissement à l'intrigue. Ils sont Chinois, donc le discours direct est incompatible avec leur mode de pensée. Le message du film est simple, mais si nous, grossiers Occidentaux, essayons de suivre les sinuosités de

cette énigme plus philosophique que policière, le mal de tête est assuré. Nous en percevons, seulement de loin, la subtilité ironique. Trop de détails nous demeurent étrangers.

Autre chose nous retient : le charme extrême, véritablement enchanté, du film. Les images, elles sont belles, elles sont la beauté. Une beauté à la fois stable, évidente et fragile, comme la lumière. Elles sont compensées selon une absolue symétrie, dans des couleurs harmonieuses. Il y a l'éclat des vêtements, la délicatesse des visages, le calme oppressant des paysages - le film a été tourné en Corée - et des attitudes, y compris au cours des actions, les plus cruelles, traitées d'ailleurs en chorégraphie, les bruits des coups, des courses disparaissant dans la musique. Ainsi, l'ultime combat de Renarde Blanche, poursuivie par les guerriers qui l'entraînent et l'étranglent dans les flammes croisées de longs et minces rubans rouges avec lesquels elles se débât, sauvage, toujours silencieuse. A la fin, sa punition sera de devenir nonne, ses longs cheveux seront publiquement coupés.

Ce film a la beauté d'un rêve initiatique et l'ironie d'un conte amer.

COLETTE GODARD.

## « La Petite Allumeuse » de Danièle Dubroux

## La fille fleur

Une fille fleur. Et les hommes. Ils ne s'en méfient pas. Elle en obtient ce qu'elle veut.

Alors début du film, Camille, (Alice Papierski) a quatorze ans. A la fin, elle en a quinze. Entre-temps, elle réussit à séduire Jean-Louis (Roland Girard), professeur de lettres de trente-sept ans, ami et collègue de son père Armand (Pierre Arditi). Elle lui fait commettre pas mal d'extravagances - il s'est même teint en blond. Elle a en une passion pour Samuel (David Lestard), ancien élève de Jean-Louis, louchard et trafiquant. Camille n'est pas de tout repos, les hommes l'apprennent à leurs dépens, que ce soit sur le plan sentimental, comme avec le prof, ou que la première expérience sexuelle vienne enflammer la relation avec Samuel.

On entend dire que Danièle Dubroux, auteur des *Amants terribles*, étonnante chronique romanesque sur l'immaturité des adultes en amour, a voulu réaliser une œuvre commerciale et populaire sur le thème de la nymphette mise à la mode, il y a quelques années, par Lolita. Tant mieux si la *Petite Allumeuse* remporte un succès commercial et populaire, mais qu'on nous laisse tranquilles avec l'héritage sup-

posé du type créé par Nabokov, sociologiquement lié à d'autres temps d'autres mœurs et à une certaine obsession masculine ! Car, ici, les hommes n'éprouvent pas a priori d'attrance pour ce « fruit vert » qui, avec une tranquille audace, se lance à l'assaut de ce qu'il veut obtenir.

Camille est fille de parents démunis (Arditi barbote dans la crainte d'avoir à assumer des responsabilités, Tanya Lopert, la mère, est une bourgeoise intello, déplorée, élevant à la diable une enfant plus mère qu'elle). Sous l'ironie de Danièle Dubroux, perce le constat d'échec de la famille traditionnelle. Camille n'est ni une gamine ni une adolescente. Blonde, bien formée, les yeux vifs, les gestes prompts, instinctifs, elle est une force de la nature telle Brigitte Bardot à l'époque de *Et puis vint la femme*. Elle choisit, elle prend, elle laisse, elle peut aller très loin dans son désir de liberté (les séquences africaines ont une résonance de drame).

Est-ce déjà la nouvelle femme ? Danièle Dubroux ne fait pas de tapage comme Vadim, en fit et ne lance pas un mythe. Mais les déarros et les affrontements de Roland Girard et de David Lestard (tous deux excellents) nous disent qu'il est dangereux de badiner avec cette Camille-là.

JACQUES SICLER.

## NOTES

## « Résidence surveillée » de Frédéric Compain

Une ville nouvelle encore en chantier, dans le huitième parisien. L'insécurité règne au sein d'un immeuble dont Guillaume Fontaine, l'architecte (François Siener), occupe un des appartements avec sa femme Céline (Maria Schneider). Or un curieux garçon, Jacky, toujours à rôder dans les parages (Jacques Bonnaffé) s'attaque aux voyous qui terrorisent les habitants et réussit à se faire nommer vigile. Il va bientôt prendre sur l'immeuble et ses occupants un pouvoir absolu.

Pour une fois qu'un film français s'attaque, de front, à un sujet contemporain, on ne devrait pas faire la fine bouche. Mais la mise en scène tire ce sujet dans toutes les directions, effleure les problèmes sociopolitiques, raffine sur le fantasme social du décor (salons les mouvements de caméra, l'atmosphère inquiétante), esquisse seulement ce qui devrait être primordial : les rapports de fascination-répulsion de Guillaume - qui a tout compris - envers Jacky. Frédéric Compain a laissé Jacques Bonnaffé se livrer sans retenue à un numéro de psychopathe. On préfère François Siener, mystérieux.

J. S.

Fêtes d'automne dans le 5<sup>e</sup> arrondissement

La mairie du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris organise du 3 septembre au 15 novembre la septième édition de ses Fêtes d'automne. Celles-ci s'ouvriront sur une exposition consacrée à Louis XVII. Les salons de la mairie accueillent les œuvres de Raymond Blassant et Mary Krieger, deux peintres du quartier. Les peintures et dessins d'André Masson seront exposés dans la chapelle de la Sorbonne.

A partir du 24 septembre, le Nouveau Théâtre Montferrat recevra la pièce du Sud-Africain Atoll Fugard « *Hello and Good Bye* » dans une mise en scène de John Berry et proposera un régal « Musique et poésie » avec la participation de Monique Morelli. L'ensemble vocal de la Chapelle royale, celui du collège de Gaud et l'ensemble orchestral de Paris entament la série de concerts par une soirée Mendelssohn dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Au cours de la seconde quinzaine du mois d'octobre, le programme musical se poursuivra avec une soirée Brahms par le Duo Crommelynk et le Chœur national de la Sorbonne sous la direction de Jacques Grimbert. Enfin, le 29 octobre, l'église Saint-Médard accueillera l'ensemble Les Arts florissants et son chef William Christie dans un programme Marco-Antoine Charpentier.

\* Renseignements : 22, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris. Béatrice James, tél. : 42-96-63-06.

## Rébus de la Renaissance

Des images qui parlent

Vol. 1 Histoire du Rébus par Jean-Claude MARGOLIN  
Vol. 2 Rébus de Picardie par Jean CEARD  
Deux volumes 20 x 21 totalisant 848 pages.  
De nombreuses illustrations  
810 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris • Tél. 45 54 32 70

## Le Monde sur minitel

### VACANCES : RENTRER... PARTIR

Pour ceux qui s'y prennent à la dernière minute

3615 TAPÉZ LEMONDE puis VVF

## Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-81-82, poste 4356

مكتبة الأمل



# Culture

## FESTIVALS

« L'Estaminet » à Uzeste

### Salmigondis à la gasconne

Le X<sup>e</sup> Uzeste musical n'a pas eu lieu. Les édiles n'ont pas voulu. Mais dans la petite ville gasconne, il y a eu l'accordéon de Bernard Lubat, le big band du troisième âge, des orages, le public : l'Est de l'Estaminet.

C'est n'est pas le dixième Festival d'Uzeste : c'est l'Estaminet, manifestation artistique de solidarité, avec l'aide bénévole des habitants du canton et des professionnels du spectacle, pour que vive Uzeste musical ! Ainsi tonne dans la nuit la belle voix de Bernard Lubat, avant que s'échappent d'un accordéon les premiers accords d'un blues au cœur gros.

#### Barricade sonore

Il est 22 heures, samedi soir, sur le podium dressé au fond du jardin du médecin (homéopathe) d'Uzeste, trop heureux de braver son vieux rival le maire (vétérinaire allopathe) et sa menagerie interdite aux enfants prodigues du pays, la Compagnie Lubat, aux invités et au public de leur festival tous les espaces publics du village. Ainsi est-ce sur le pré que commencent le premier concert de la soirée. Tambour battant, avec les Akaba Percussions de Bordeaux, au point que, très vite, on s'apprête à « croquer le plafond » — pour se souvenir aussi qu'il est de nuages. Trop tard : l'orage (un fidèle abonné de l'été musical uzestoïse) fait son entrée, et en profite — ironique geste de soutien aux artistes, également interdits de feu d'artifice — pour orchestrer une coupure électrique générale. Adieu sons et projets, bonsoir la pagaille !

Outre qu'Uzeste, sous la houlette douce de ses animateurs, s'y connaît en matière de confusion, elle était

cette fois d'abord prévue et annoncée, voire revendiquée, depuis que les autorités locales et régionales se sont liguées au dernier moment pour couper les vivres à un festival qui, en neuf ans, avait réussi à donner aux landes girondines en friche et dépeuplées sous tous autres rapports (1) un retentissement européen.

Et voici que le ciel aussi semble de mèche avec les édiles ! Mais Uzeste en a vu d'autres : d'un pépin l'autre, sur le pré — deux cents pelus (2) et autant de tondeuses les parapluies poussent comme champignons sous l'averse, tandis que sur scène on déballe presto accordéon (Lubat), trompette (Eric Lalanne) et saxo (Louis Scavini), et que les tambours repartent de plus belle pour dresser l'improvisé d'une barricade sonore (accoustique, forcément) du plus formidable aspect, les musiciens au créneau et le public impavide dans le rôle de Gavroche.

L'urgence est là, brute et sans bornes, et gagne au fil de la nuit l'Estaminet où un Nougaro allumé dialogue avec une Lavelle de brasse sur fond de jazz néo-tribal, débanché tout à la fois, le Café des sports où, dans la même ambiance roite et joyale (et il n'y a pas que la pluie et le sauternes), Solvay et Patrick Auzier font rutiler des cuivres, et jusqu'à la tente où l'orchestre traditionnel ressuscité (l'avant-garde pioche), comme dit Lubat réjoui du band de son papa) fait gémir les Uzestoïses... Et on reste parfois que, de ces conditions abominablement précieuses, la musique ne se ressent que d'un bien, juteux, immédiat, nerveux d'adrénaline.

Il est des Gascons qu'on n'enterre pas de sitôt sous les pins de leurs landes, et le fameux « silence uzestoïse » ne tiendra pas longtemps la tête d'affiche au Festival d'Uzeste.

DANIEL DE BRUYCKER.

(1) Uzeste a perdu en peu d'années les deux tiers de sa population, son école, la plupart de ses industries et de ses commerces.

(2) Chevelus, en coctan.

Le dixième « moussem » d'Asilah, au Maroc

### Une ville peinte et pourtant vraie

longtemps désaffecté du moussem.

Chez les « intellos » espagnols, on trouve des ardeurs extrêmes à l'égard de leur plus proche voisin musulman. A Madrid, les uns en sont restés à « Cuidado del Moro ! » (Méfiez-vous des Arabes !), les autres en viennent à célébrer comme un jour de deuil la prise de Grenade, dernier enclavement arabe en Andalousie qui fut conquis par les rois catholiques, en 1492.

Cette année, l'un des thèmes du Moussem, et plus précisément de l'université d'été El-Moutamid (le Charles d'Orléans arabo-phonie), ouverte en 1984, a été « la route du flamenco ». D'où viennent ce

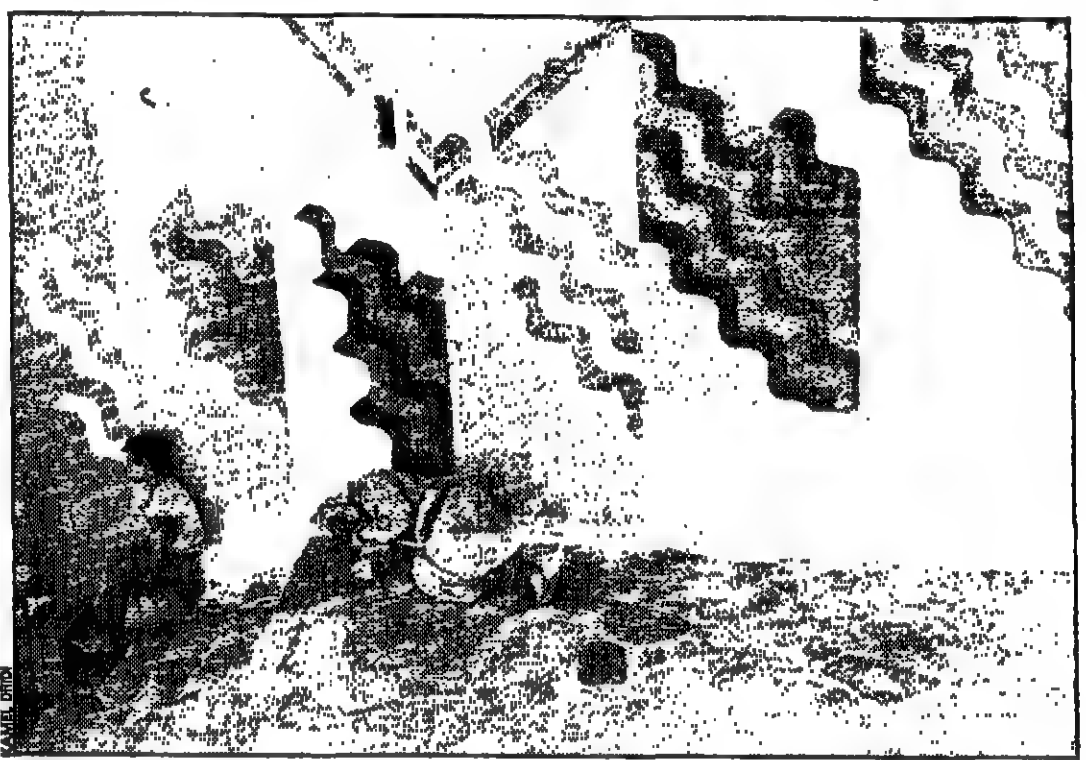
emballage d'un abâtardissement artistique mûri de « promotion immobilière » ?

Mohamed Benalissa, qui depuis le premier moussem, a fait son chemin, devenant maire d'Asilah, puis ministre des affaires culturelles, assure que, « ce qu'il faut surtout, c'est accroître l'hébergement hôtelier toutes catégories pour répondre à la demande grandissante, très majoritairement marocaine ; le site sera sauvegardé et restauré comme il l'a été depuis dix ans ».

Là, les faits parlent pour l'édile. Mais sera-t-il assez fort pour résister au succès à l'étranger et à la demande populaire locale ? Toute une classe moyenne marocaine

houi et Demazières face à la Grande Mosquée et à la place d'anciennes écuries militaires espagnoles. L'art palatial marocain a su plier à ses desirs le béton. C'est une réussite d'architecture islamique qui devrait intéresser le jury du prix Aga-Khan. En 1988, devrait s'y dérouler la première Rencontre pluridisciplinaire mondiale des arts Nord-Sud, préparée en liaison avec l'Association française interculturelle.

Attendez, ce n'est pas fini, il y a quand même une ombre de taille au tableau (autre la menace du lagon...), dans ce Maroc en pleine effervescence culturelle où partout moussem (il n'y a pas que celui d'Asilah), expositions, construc-



Mar peint à Asilah

chant, cette musique, cette danse des Gitanes d'Espagne ? Entre deux « travaux pratiques » exécutés par d'authentiques Gitans, Andalous, Mer. Au palais, on peint, on « pète-a-modèle » en veux-tu, en voilà ; au théâtre on ovationne, le chanteur franco-marocain Karim Kacel ou le groupe marocain Jil Jilala. A Asilah, et c'est inséparable dans une société musulmane où on adore les enfants mais où on les traite en « petits adultes », à Asilah donc les enfants sont rois et n'abusent pas de leur règne. C'est une des autres réussites d'un moussem dont le budget 1987 a à peine dépassé les 2,5 millions de francs.

Même le grand musicologue stambouliote Metin And avait accepté de se déplacer avec son français du Bosphore, sa politesse ottomane et sa retardataire anatolienne. Ce fut l'un des régals du Moussem. Les Espagnols en sont restés babas qu'un Turc en sache autant, et avec autant d'esprit, sur « leur » flamenco.

Les Français, eux, avaient déposé pour l'inauguration du Moussem, M<sup>me</sup> Léotard, épouse du ministre de la culture et de la communication (lequel, il faut le dire, était venu précédemment en visite au Maroc). Mais pas seulement. La Rue de Valois, le Quai d'Orsay et la Maison des cultures du monde de Paris ont contribué cette année d'une manière significative au festival et aux activités greffées autour, comme l'université d'été. Le cycle sur le flamenco, par exemple, a été beaucoup aidé par Franco-Syria Cherif Khaznadar, directeur de la Maison des cultures du monde, où le colloque d'Asilah trouvera bientôt sans doute une suite scénique pérennante.

Dit-on que la France prend le train du Moussem en marche, et parce qu'il marche bien ? Et alors ? Les quelques Français qui, avant les moussem, apprécient, et nous en fûmes, les rues menthe et lait d'Asilah, ses commerçants si grands seigneurs et ses enfants si bien élevés crurent que l'idée « culturelle » d'El-Moutamid ne ferait que précipiter le processus de « saint-tropéisation » de la petite cité lillo-antre.

Il se trompèrent, et tout repentants, ils reviennent voir cette ville passer de vingt-cinq mille à cent mille habitants désormais chaque mois d'août, sans se rendre, sans se salir et en gagnant son pain sans arnaque. C'est presque tout beau sinon pour être vrai, le moins pour durer.

Le « grand projet » exposé ces jours-ci à la « une » de la presse marocaine fait froid dans le dos : verra-t-on à Asilah une « marina marocaine », une « zone commerciale transformée en promenade » (sic) et même un « lagon ». Dans ce cas, pourquoi pas une cabane à Bora-Bora. Et en avant, le « métissage culturel », trop souvent

venue de Tanger, Fès, Meknès ou Casablanca aime amener ses enfants au palais Raissouli, siège du moussem, où au Théâtre de la Mer. Au palais, on peint, on « pète-a-modèle » en veux-tu, en voilà ; au théâtre on ovationne, le chanteur franco-marocain Karim Kacel ou le groupe marocain Jil Jilala. A Asilah, et c'est inséparable dans une société musulmane où on adore les enfants mais où on les traite en « petits adultes », à Asilah donc les enfants sont rois et n'abusent pas de leur règne. C'est une des autres réussites d'un moussem dont le budget 1987 a à peine dépassé les 2,5 millions de francs.

Les faits parlent encore pour Mohamed Benalissa et ses amis quand on a découvert le vaste centre culturel qu'il vient de faire construire dans le mur, par le cabi-

net d'architectes casablancais Fari-

tions, publications, foires du livre attestent d'une vigueur civilisationnelle renouvelée, d'une modernité islamique créatrice, dans ce Maroc-là on ne parvient pas à comprendre que le gouvernement persiste à refuser la liberté de conscience (et la liberté tout court) à quelques dizaines d'intellectuels qui, sur la monarchie alaouite ou la marocainité du Sahara ont des idées différentes de la majorité de leurs compatriotes — sans parler des enfants du général Oufkir qui, depuis trois lustres, paient dans des geôles, la tristesse au roi de leur père...

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(1) Le Monde a publié des reportages sur Asilah dans ses éditions datées 25-26 juin 1972 ; 21-23 août 1977 ; 11-12 juin 1978 et du 8 septembre 1981.

### Jean Genet sous le regard des prisonniers

Jean Genet, avait-on dit, a été enterré dans un cimetière islamique au Maroc septentrional. C'est exact, à cela près que le nécropole n'est pas musulmane. Il y aurait eu, en effet, empêchement canonique. L'écrivain n'était ni musulman ni même croyant sans doute. Comme cet autre arabophile, le poète Jean Ségura (1928-1975), chanteur de l'indépendance algérienne, Jean Genet repose parmi ces pieds-noirs, ces « colons » avec lesquels il avait si peu d'affinités. Au vieux cimetière catholique espagnol de Larache, sur l'Atlantique, à une quarantaine de kilomètres au sud d'Asilah.

La petite gardienne arabe en robe rose n'est certainement pas responsable des tombes renversées et des croix cassées. Comme si de rien n'était, elle étend sagement son linge entre deux colonnes funéraires encore debout, tout en surveillant ses poules. « L'écrivain français, c'est là-bas au bout ! » L'islam a le don d'enlever leur côté mortuaire aux champs des morts.

Tout au bout du cimetière saint, tout au bord de la virgineuse falaise. A main droite, Larache, masse blanche, dont les eaux usées tombent en cascade noire dans l'océan, attirant poissons et pêcheurs. Et puis le cimetière israélite, abandonné lui aussi. A quelques mètres du précipice, des pierres chaudes marquent une manière de rectangle et une petite plaque de marbre blanc annonçant simplement : « Jean Genet, 1910-1986. » Ni croix ni symbole aucun, bien sûr.

Mais, même mort, on n'échappe pas toujours à son destin. Quel est, à main gauche, jouxtant le cimetière, ce long mur fraîchement chauffé, percé d'une porte bleue cloutée ? C'est le pénitencier de Larache. Par les meurtrières, les chaperons de vélos, les contrebandiers, les gérants au couteau tout facile, ont vu sur l'ultime haute de l'auteur de *Journal du voleur*, cet ancien prisonnier qui a su comme personne dire la poésie maudite du mirat et des matons. Au-delà de la prison veille un phare, minaret des marins.

Et tout autour de Genet, quels sont ces autres morts aux tombes souvent pompeuses ? Tous des colons, de gros négociants ? Non point ; près du terme du romancier, plusieurs inscriptions rappellent le « sacrifice » de jeunes soldats espagnols tombés entre les deux guerres mondiales dans la pénible « pacification » de la zone hispanique du protectorat sur l'Empire chrétien. Presque des enfants, des fortes têtes sans doute, versés d'autorité dans la Colonie, comme Jean Genet lui-même qui, à dix-huit ans, dut servir contre son cœur en Syrie, dans l'armée française du Levant, ainsi qu'il le révèle dans son dernier livre — posthume —, *Le Capitif amoureux* (1).

S'il y a un dialogue de mort, s'il y a un au-delà, Genet doit être, c'est le cas de le dire, aux anges.

J.-P. P.-H.

(1) Gallimard, 1986.

## MUSIQUE

### La semaine du mélomane

Pour appuyer leurs préférences, les revisseurs ont adressé l'oreille gauche du mélomane à son épouse. Elle l'a fait encadrer et réclame la suite en envoyant les pièces exigées pour les manifestations suivantes :

● Festival estival de Paris (tél. : 48-04-98-01) : œuvres vocales et de musique de chambre de Ravel et Roussel par l'ensemble Musique oblique, mercredi 26 août à 20 h 30 à l'auditorium des Halles ; Symphonie de la reine de Haydn, Concerto pour basson et Symphonie en sol mineur de Mozart par les musiciens du Louvre, jeudi 27 août à 20 h 30 à l'auditorium des Halles.

● Festival de La Chaise-Dieu (tél. : 71-00-01-16) : récital de Georges Cziffra, mardi 25 août : Musique pour la fête de l'Assommoir de Marc-Antoine Charpentier, par Les Arts florissants, mercredi 26 août : concert de l'Orchestre national de France, dirigé par Lorin Maazel (œuvres de Gershwin, Ravel, Stravinsky).

Moussegorgel jeudi 27 août : Menuet en ut par l'ensemble vocal et instrumental de Lausanne, direction Michel Corboz, samedi 29 août à 21 h 15 et dimanche 30 à 16 heures.

● Festival de Sablé (Sarthe) : mélodies de Mozart, Duparc, Poulenc et Ravel, par Françoise Le Roux et Valérie Chevalier, jeudi 27 août à 21 heures ; Sonates pour violoncelle et piano, de Brahms, Franck, Debussy et Martinu, par Reine Fachez et France Clidat (tél. : 43-95-48-98).

● Festival Ravel en octe basse (tél. : 69-36-03-18) : Concert à deux piano par les sœurs Labèque, vendredi 28 août à Chobure ; Valse en tout genre par Jean-Philippe Colard et la Strauss Kapelle de Vienne, samedi 29 août à Biarritz.

En somme, de quel ravir les revisseurs... et les connaisseurs.

G. C.

## THÉÂTRE

« La Barque », de Gérard Gelas

### « Suicide-party »

Sur une simple idée d'auteur — un week-end suicide organisé, — la Barque de Gérard Gelas, dérive avec de belles escales, mais s'enlise parfois dans le vaudeville.

Depuis vingt ans, Gérard Gelas dirige le Théâtre du Chêne noir à Avignon. Auteur et metteur en scène, il signe avec *La Barque* son vingt et unième texte. Créée il y a deux ans, traduite et jouée à Téhéran, sa Barque s'arrime, une fois, chez Georges Wilson, au Théâtre de l'Europe.

Une femme solitaire et désabusée, Laura, décide de quitter la scène en beauté, de mourir « moderne » : elle s'inscrit à l'agence du voyage sans retour, sorte de club des désespérés, qui lui organise, moyennant héritage, une croisière romantique. Une « suicide-party » en tête-à-tête avec

un compagnon d'infortune. L'agence fait bien les choses, et, à bord, tout est prévu : whisky, dîner aux chandelles et robe de mariée...

Sous des ciels d'aube bleu pâle ou de soirs rougeoyants, dans un silence traversé de cris d'oiseaux, de chants de proguers, au long de terres désertes habitées de taureaux couronnés de soleil, cette descente du fleuve de la mort a souvent le charme d'un coque immémorial.

Gérard Gelas a composé un beau personnage de femme, Laura. Nicole Anhiat l'interprète avec la naïveté volontariste d'une éternelle enfant obstinée, bien décidée à ne laisser troubler d'aucun cauchemar ses ultimes rêves de princes charmants. Son entêtement désespéré a du piquant. Et Alain, le « gentil organisateur » mandaté par l'agence pour tenir le rôle truqué du prince charmant suicidaire, s'y laissera prendre. Gelas ménage le suspense sur l'issue du voyage. Mais Jean-Marc Avoine (Alain) a dû mal à assurer la duplicité de son rôle. Il reste dans une tonalité d'homme

basal, beau parleur. On ne le sent pas vraiment se prendre à son propre jeu, rêver, par exemple, quand il s'invente une vie de grand reporter, comme Laura, peut-être, son passé d'actrice.

Et dès que Gérard Gelas quitte le simple sillage tracé par cette barque de charbon, dès qu'il aborde d'autres rivages où il fait jouer par Laura et Alain des variations sur la grande scène d'amour ou de dispute, on vit dans le mauvais vaudeville, voire le roman de gare un peu toc : le dispositif scénique — avec sa pénopie de grillage — devient insupportable. De même ces histoires de même, de congélateur et de télévision qui débloquent comme des sous-marins modernistes de pacotille.

Il n'est pas certain que le metteur en scène Daniel Gelas soit le meilleur serviteur de l'auteur du même nom.

ODILE QUIROT.

Théâtre de l'Europe, 55, rue de Cléry, 43-74-47-56, jusqu'au 13 septembre.











## Ecoles d'agronomie

reux d'apprendre l'arabe, les journalistes arabes étant invités à bénéficier des bourses de l'association « Journalistes en Europe ».

England, architecte, peintre et poète. M. Jean Dethiers, organisateur de la célèbre exposition sur l'architecture de terre qui poursuivit son tour du monde et a attiré 3 millions de visiteurs, a proposé d'inviter au Centre Pompidou, où ses œuvres pouvaient être musicalement illustrées par son compatriote Charles Camilleri.

Profitant de l'atelier sur l'agriculture organisé par le Centre international des hautes études aéronautiques, le 15 mai 1964, à l'Institut de l'air, M. de Gaulle, à gauche, et M. de Broglie, à droite, discutent avec M. de Planhol, directeur de l'Institut de l'air.

La quatrième semaine a été dominée par le débat sur le thème : « Pourquoi pas un Marché commun arabe ? » Face à l'Europe qui se construit, l'accent a été mis sur la nécessité de réaliser l'intégration économique sous régionale sur la

La 3<sup>e</sup> session sera organisée dans le cadre de la célébration du 9<sup>e</sup> centenaire de la fondation de l'Université de Bologne.

**GNANT** **N° 35**

**SPORTIF**

Equipe 1		Equipe 2	
9	BREST	LENS	X N 2
10	LAVAL	RENNES	1 1 1

inspecteur général honoraire  
de l'INSEE,  
officier de la Légion d'honneur,  
conseiller  
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 13 août 1987, dans sa  
soixante-troisième année.

Les obsèques religieuses ont été célé-  
brées, le mardi 18 août, à l'église de  
Sainte-Marguerite-sur-Mer (Seine-  
Maritime).

— M. et M<sup>me</sup> Henri Carré,  
ses parents,  
M<sup>me</sup> Michel Carré,  
son épouse,  
Bernard et Catherine Carré,  
Catherine et Luc Bellanger,  
Brigitte et Robert Cras,  
Juliette Carré,  
ses enfants,  
Francine, Patrice, Odine, Sébastien  
et Antoine,  
ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Gilbert Tréanton,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Carré  
et leur fille,  
M<sup>me</sup> F.-G. Lacombe  
et ses enfants,  
Les familles Soudris et Schwallier,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel CARRÉ,

survenu le 20 août 1987, dans sa

survenu le 18 août 1987, dans sa quatre-  
vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la pri-  
vée intimité familiale.

71, rue Truffaut,  
75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Emma Naccache  
et ses enfants,  
Lorette, Claudine et Gilbert,  
Les familles Naccache, Zail-  
Lambrou, Singer,  
ont la douleur de faire part du décès de

Francine NACCACHE,

survenu à Nice, le 20 août 1987.

Les obsèques sont fixées au samedi  
25 août 1987 à 10 heures, au cimetière  
parisien de Pantin (entrée porte de  
Villette).

44, rue de la Gare-de-Rouilly,  
75012 Paris.

**Anniversaire**

— Il y a un an.

Carine ENJALBERT,  
M<sup>me</sup> Claudine Cestre,

notes spirituel.

Les obsèques auront lieu le mercredi 26 août, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre-de-Montrouge, Paris-14.

On se réunira à l'église.

L'inhumation aura lieu dans le cimetière de famille, au cimetière de Montrouge.

M. Jean ROUBINOVIC

132, boulevard Pasteur,  
75017 Paris.  
13, rue Cassendi,  
75014 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur ordre de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

pour le 22 août 1987,  
du sous-prix de préciser qu'il fallait le  
signalement :

de la part de  
Stéphane, Frédéric, Benjamin, Vincent,  
Cécile et Dorothée,  
ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Bernine Mounier,

La quatrième semaine a été dominée par le débat sur le thème

La 3<sup>e</sup> session sera organisée dans le cadre de la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du MIP (mars 1987).

(1) Attard, Ceram, Lamoureux, Jos, Carlos Langlois, Miotte, Micallaf, Vaz Lit.

ENANT **N° 35**

**COGNITIVE**

SPUR 10

9	BREST	LENS	<input checked="" type="checkbox"/>	N	2
10	LAVAI	MICE	1	N	<input checked="" type="checkbox"/>

11	CUSEAUX LOUJANS	ORLÉANS	<input checked="" type="checkbox"/>	N	2
12	SODCHAUX	ISTRES	<input checked="" type="checkbox"/>	N	2

13	SETE	ALES	1	2
14	LA ROCHE S/YON	VALENCIENNES	1	2

16 STRASBOURG RENNES ☒ N 2

87 : 1 3 6 8 11 12 16

**PHARMACIE**  
**PRÉPARATOIRE**

complet. Sections scientifiques (D.C.)  
957, la première préparation de France.  
on contre trois timbres.  
57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly

b6  
b7C)

de jolies fleurs

## ans votre jardin ?

ent au milieu de l'après-midi,  
us clair suivant les heures de la jour-  
de lumière.

et le soleil en tournant sur leur tige.  
petits oiseaux qui en sont friands :  
mouettes et chardonnerets.

de de votre part, accompagnée d'une

**nement en graines chicorée sauvage**

\_\_\_\_\_

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

**Abstract**

1  
 2  
 3  
 4  
 5







## Insaississable tournant historique

Parmi ces questions, il en est une à laquelle les démocrates, peut-être pour

La première expérience devait amener le *New Deal* qui, s'il n'est pas venu à bout de la crise, a précisément changé la société américaine (un peu comme le Front populaire a changé la France malgré ses échecs économiques). La deuxième expérience, commencée sous le signe de la nouvelle frontière, le slogan à vrai dire assez vague de Kennedy, devait déboucher sur le programme qualifié par le président Johnson de « grande société ». En l'espace de quelques années, les dépenses de l'Etat

Certains disent que le succès des deux leaders du monde anglo-saxon est d'avoir su donner, du moins en paroles, satisfaction à des revendications réclamées par une majorité de l'opinion publique depuis la fin des années 80 aux Etats-Unis (l'élection du républicain Richard Nixon en novembre 1968) et le début des années 70 en Grande-

Il conviendrait ensuite de s'entendre sur la nature du grand changement annoncé par les publicistes démocrates. L'un d'eux, par exemple, conseille à ses amis politiques de mettre l'accent sur les thèmes de la famille et des communautés locales « avec toutes leurs connotations traditionnelles ». Il est vrai que les démocrates parlent à cet égard de « nouvelles communautés » et de

Pour l'instant, il est vrai, les circonstances ne se prêtent pas aux propositions hardies. L'activité économique est en pleine baisse plus soutenue qu'on ne l'a dit. L'inflation paraît encore très limitée, les chiffres font état d'une déflation, ce qui est une continuation de l'emploi (mais les statistiques laissent de côté ceux qui ont renoncé à la recherche d'un emploi, le gainement de l'argent à la Bourse. Comme il n'y a aucune raison de penser que les choses doivent se passer aussi bien que le désirent les gouvernements américains, on peut penser que le peuple américain n'attend vraiment pas le jour où les choses changeront.

**RECTIFICATIF.** — Dans l'article sur le droit de grève dans le secteur public publié sous le titre « *Une double méprise* », dans « le Monde Économique » daté 18 août, une coquille malheureusement changée le sens de la fin de l'avant-dernier paragraphe. Il fallait lire « on s'étonnerait qu'aujourd'hui il ait été pratiquement demandé au Conseil constitutionnel d'affirmer... », et non « qu'il ait pratiquement demandé... » comme il était écrit. Nos excuses.



GABRIEL COLLO

Homme politique, l'actuel ministre de la défense, ancien ministre de l'industrie, a été longtemps l'un des principaux « patrons » du secteur français de l'énergie, d'abord comme ingénieur à l'Institut français du pétrole (IFP), puis comme haut fonctionnaire au ministère de l'industrie, enfin comme dirigeant du Commissariat à l'énergie atomique. C'est la somme de cette expérience unique qui lui a permis de se consacrer, après

« Dans l'avenir, ajoute le ministre, les pays industriels devront donc choisir entre une politique à bas coût de l'énergie, qui les mettra dans une situation de dépendance vis-à-vis des pays du Golfe, et une politique à plus haut coût de l'énergie (...), qui leur évitera cette dépendance. C'est une question politique essentielle. »

**VÉRONIQUE MAURIS.**

**JACQUES THÉPOT,**  
professeur de sciences de gestion  
à l'université de Saint-Etienne

Il faut dire et redire que le Français mange beaucoup trop de viande, on doit parler d'excès, de gaspillage. Pour satisfaire ses besoins de santé, manger de la viande deux fois par semaine est suffisant, alors qu'il est courant pour le Français moyen de manger de la viande tous les jours, et même deux fois par jour.

Au lieu de produire encore et encore pour un consommateur déjà gavé, l'on devrait se boucher d'élever et de tuer les bêtes décemment. Et cela signifie réduire la population de bêtes à viande.

**CATHERINE GORET**

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-56-91-82 poste 4330

UN(E) RESPONSE  
back of

**Ce qui brigue beaucoup  
se voit pas forcément...**

[illegible]

**COPY TO:**



هنا هو الجواب

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 25 août 1987 17

## Le Monde CADRES

### Adjoint chef de service Formes sèches

Nous sommes la filiale française en expansion - CA 1 milliard de F, 850 personnes - d'un important laboratoire international connu pour la qualité de ses produits et la réussite de ses recherches.

Dans notre usine d'EVREUX, le secteur "Formes sèches" assure la production des comprimés, granulés, gélules, de la matière première au produit conditionné.

Vous serez chargé des équipements et process dans une dynamique d'amélioration ; vous aurez un rôle actif dans les investissements ; vous concrétiserez ces réalisations par la formation et la motivation du personnel concerné. Vous avez une formation pharmacienne option industrie, ingénieur ou maîtrise secteur agro-alimentaire. Une première expérience industrielle serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV n° 78.01 M à Jacques PIGNARD Conseil, 5 rue des Terrasses, 14000 CAEN.

LABORATOIRES  
**Glaxo**

### SERVICE et DÉVELOPPEMENT INFORMATION

recherche

MIAGE + DEA  
Ingénierie et développement  
Diplômés / 1<sup>re</sup> expérience

pour  
COMPTABILITÉ / COLLECTE  
TRÉSORERIE-PAIE  
FACTURATION  
GESTION DE PRODUCTION  
INFORM. DOCUMENTAIRE  
ARCH. BASE DE DONNÉES  
IBM VM / CMS ; MVS-CICS  
Langage évolué + LAG.

Scs : S.D.L.  
78-00, avenue Gallieni,  
tél. 01 47 11 11 11  
93174 BAGNOLET CEDEX.

Société expertise comptable  
pour son département  
REVISION  
JEUNES COLLABORATEURS  
de formation SUP de CO  
(spécialisés comptabilité financière)  
de préférence titulaires  
de D.E.C.S., pour missions  
importantes et variées.  
Séjour obligatoire apprécié.  
Boite aux lettres n° 113  
à C.G.P., n° 113  
4, rue Jean-Mermoz,  
78000 PARIS, qui transmettra.

## MAITRISE SCIENCES ECO, ESC JEUNES DIPLOMES

**BANQUE POPULAIRE**  
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

La B.I.C.S., banque populaire régionale,  
1 650 collaborateurs, 80 agences à Paris Rive-gauche et  
banlieue Sud, offre à de jeunes diplômés la possibilité  
d'entreprendre une carrière commerciale dans son réseau.

Un cycle de formation alternant la théorie et la pratique,  
des actions de prospection en direction de marchés  
diversifiés (PME, artisans, commerçants, particuliers),  
préparent à l'acquisition de responsabilités d'exploitation  
et d'encadrement dans le réseau des agences.

Si cette perspective vous convient, merci d'adresser lettre  
manuscrite, C.V., prétentions et photo à la B.I.C.S.,  
Service du Personnel - 55, avenue Aristide-Briand  
92120 MONTRouGE.

### Urgent

Organisation internationale  
Action internationale (AICF)  
recherche pour tous pays

### CHEF DE MISSION

- Négociations de projets.
- Animation des équipes.
- Administration des programmes.

Envoyer photo + c.v. + lettre manuscrite à :  
ACTION INTERNATIONALE (AICF)  
34, avenue de Reille, 75014 Paris.

### CANAL LOCAL RÉGION SUD

RECHERCHE

### SON RÉDACTEUR EN CHEF

Jeune et dynamique (titulaire) animera et présentera  
un journal quotidien et mettra en place  
des outils de collecte d'information.

- Expérience TV ou radio indispensable.
- Disposition assurée.
- Disponibilité 1<sup>er</sup> octobre 1987.

Env. n° 9 770 LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montcaury, 75007 PARIS.

### BANQUE INTERNATIONALE

Paris-S\*

BOURSE INSCRIPTIONS

### UN(E) RESPONSABLE DE SERVICE back office

#### OUI SERA CHARGÉ(E)

- De la supervision et du contrôle d'une équipe de 4 personnes s'occupant :
  - Du traitement des opérations de la salle de change ;
  - De la trésorerie.
- Du contrôle des annonces de trésorerie, des courtages... ;
- De la gestion des positions de change ;
- De l'analyse de la rentabilité des opérations traitées ;
- De la mise en place de toutes actions visant à étendre la rigueur de ces contrôles et suivis.

#### Ce responsable devra faire preuve :

- De rigueur et d'une bonne expérience bancaire de « front office » ou de « back office » ;
- De qualités de contact et de dynamisme ;
- De connaissances théoriques éprouvées (risque de taux, risque de change, nouveaux produits, etc.).

Merci d'adresser c.v., photo et prétentions au MONDE PUBLICITE,  
sous le n° 9 774 M, 5, rue Montcaury, 75007 PARIS.

## UNIVERS DE LA GESTION

Et c'est souvent ce qui est le plus actif qui précède est fondamental.  
Notre force c'est tout comme des électrons, d'être mis par une grande énergie qui nous fait graviter  
autour d'un projet commun mais de façon autonome et responsable.

Ce projet : fonder notre croissance sur la recherche du top niveau technologique en misant sur  
l'investissement personnel et professionnel de nos collaborateurs.

A la portée des technologies les plus avancées, nous nous attachons à développer les méthodes de  
gestion adaptées à l'importance de notre Groupe (18000 personnes, 5 Milliards de CA dont  
50 % à l'export, 43 filiales en France et dans le monde).

### AUDITEUR INTERNE

vous serez membre de l'équipe du service central d'Audit.  
Au cours de vos différents déplacements dans nos unités opérationnelles (Départements,  
filiales...), en France ou à l'étranger, vous assurerez des missions d'Audit concernant les domaines  
comptables et économiques et valerez au bon fonctionnement interne de l'unité.

De formation supérieure de commerce ou de gestion, complétée par un DECS ou expertise  
comptable, vous connaîtrez l'informatique et maîtriserez l'anglais ainsi que l'espagnol ou l'italien. 2 à  
3 ans d'expérience d'Audit Comptable en milieu industriel, vous permettrez de travailler avec  
rigueur et autonomie. Grâce à vos capacités d'adaptation, vous effectuerez vos missions avec  
tact et efficacité.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence FLA 2406,  
à MERLIN GERIN, Recrutement Ingénieurs et Cadres,  
38050 Grenoble Cedex.

Fielle d'un Groupe Financier important  
recherche jeune

### EXPLOITANT A FORT POTENTIEL

diplômé d'études supérieures, 30 ans minimum.

Le candidat : - devra posséder une bonne expérience dans le secteur bancaire - devra avoir le sens de l'organisation - aura le goût du travail en équipe.

Une préférence sera donnée à un candidat ayant une bonne connaissance des Professions Juridiques et Judiciaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prix,  
sous la réf. 142/LM, à O.C.S.F. SERVICES -  
65, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

services

### Un challenge dans la banque

Paris. Pour renforcer ses équipes, une Banque parisienne en fort développement, filiale d'un des  
premiers Groupes bancaires français, recherche pour son siège des collaborateurs à fort potentiel  
commercial, disposant de réelles aptitudes relationnelles.

#### Exploitant bancaire auprès des grandes entreprises

Réf. G026/M

Il a la responsabilité, avec une large autonomie, de développer et gérer un portefeuille d'entreprises  
dont le chiffre d'affaires est supérieur à 300 MF. Agé de 30 ans environ, de formation  
supérieure, il bénéficie d'une expérience de 3 à 5 ans dans la fonction d'exploitant. Une première  
approche des grandes entreprises serait un atout appréciable. Habile négociateur, il a le goût des  
contacts et de la démarche commerciale.

#### Jeunes analystes de crédit

Réf. G023/M

Sous l'autorité du responsable d'un portefeuille de PME/PMI, ils évaluent les risques encourus et  
participent à l'animation de la relation commerciale. Agés d'au moins 25 ans et de formation  
supérieure, ils disposent d'une première expérience de la Banque et de l'analyse financière. Pour  
des candidats de valeur, ce poste peut évoluer à terme vers la responsabilité directe d'une clientèle  
et d'une équipe. De fréquents déplacements en province sont à prévoir.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant la référence  
choisie, à Danièle FOSSAT,

**SEMA-SELECTION** 14, rue Barbès 92120 MONTRouGE CEDEX.

### ÉTABLISSEMENT D'HOSPITALISATION PRIVÉ à but non lucratif (Paris) recherche son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Il secondera le Médecin-Directeur dans l'ensemble de ses fonctions administratives et de gestion.
- Il supervisera notamment les services comptables et financiers, économiques et techniques ainsi que la Direction du Personnel.
- Il sera responsable de la réalisation et de l'équipement du Nouvel Hôpital.

Ce poste est offert à un Cadre Gestionnaire - 35 ans minimum - ayant au  
moins 5 ans d'expérience similaire en milieu hospitalier et une excellente  
connaissance des problèmes financiers.

Pour détails, téléphoner au 83.35.42.63 ou écrire sous référence 700  
à M. Claude BLIQUE - Conseil en recrutement.

**Cabinet BLIQUE**  
BP 3097  
54013 Nancy Cedex

**Cabinet Claude Blique**

Sciences humaines  
formation

Spécialiste de la formation  
interne à l'entreprise

RECHERCHE

### FORMATEUR PROFESSIONNEL

diplômé de l'enseignement  
supérieur

en sciences humaines  
vocational

pour l'analyse de techniques :  
relat. hum., communication  
verbal, management, organisation  
des personnes, etc.

Env. rapidement C.V. et réf. à :  
Sciences humaines formation  
Alain Verdier, 48, rue René-  
Boulanger, 75010 PARIS.

Sintelec S.A.

Cameroon

chercheurs d'urgence

UN PROJET DE

et/ou CONDUCTEUR DE

TRAVAUX de construction bti.

EXPERIENCE IGH.

Tél. : 47-76-08-81.

ORGANISME DE FORMATION

UNIVERSITAIRE

RESPONSABLE DE

CENTRE PARIS-S\*

Expérience commerciale, administrative  
et encadrement.

Env. lettre manuscrite, C.V.,  
photo, n° 6 910 PARFAIRANCE,  
4, rue Robert-Schuman, 75008  
Paris qui transmettra.

ÉCOLE SUPÉRIEURE  
D'INGÉNIEURS

ROUEN

recherche pour rentrée 87

ENSEIGNANTS

PERMANENTS

ET/OU VACATAIRES

En :

- Informatique : UNIC, langage

de programmation, 1046

numérique, automatique,

numérique, microprocesseurs.

Adm. lettre candidature, C.V. et

photo à : S.E.C.E.S., BP 10121,

75171 ROUEN CEDEX.

L'INSTITUT NATIONAL

de RECHERCHE sur

les TRANSPORTS et

leur SÉCURITÉ

recherche

PAR CONCOURS SUR TITRES

ET TRAVAUX

(niveau docteur ou certains

diplômes d'ingénieurs)

CHARGES

de RECHERCHES

dans les disciplines et pour

les centres indiqués ci-après

ARCUEIL

(6 postes)

Electronique, Psychologie

de l'enfant et de l'éducation,

informatique/mathématiques,

analyse de système, 1446-

communication, Automatique.

LYON-BRON (4 postes)

Physiologie, Ingénierie,

Mécanique-vibration,

Traitement de signal

(12 postes)

Ingénieur-mécatronique

ou physicien

spécialisé en biomécanique,

VILLENEUVE-D'ASCQ

(Bâtiment de LILLE)

(2 postes) Automatique.

Pour tous renseignements

s'adresser au service

du personnel de L'INRETS

2, avenue du Général-Maheux-

Jennin, B.P. 24,

94114 ARCUEIL Cedex

avant le 4-9-87.

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET

DE REINTEGRATION SOCIALE

rép. de Béthune (Pas-de-Calais)

ÉDUCATEURS DIPLOMÉS

Env. n° 772

LE MONDE PUBLICITE,

5, rue Montcaury, PARIS-7.



# Economie

## REPÈRES

### Dettes extérieures

#### La Corée du Nord déclarée

##### « en défaut de paiement »

Les banques occidentales ont annoncé que la Corée du Nord, qui ne rembourse plus les intérêts de sa dette, estimée à plus de 2 milliards de dollars, était désormais « en défaut de paiement ». Ce pays pourra donc faire l'objet de procédures de saisie de ses actifs à l'étranger.

Cette décision est la première du genre depuis le début de la crise de la dette, en août 1982. D'autres pays, notamment en Amérique latine et en Afrique, ont eux aussi interrompu leurs remboursements, mais les banques occidentales, seules juges de l'opportunité d'une telle décision, ont préféré négocier avec ces pays des plans de remboursement. Dans le cas de la Corée du Nord, les banques occidentales, qui ont très mal accueilli les nouvelles demandes de prêts formulées le mois dernier à Londres, semblent vouloir faire pression sur les responsables coréens afin qu'ils acceptent de renégocier la dette.

### Chine

#### Des mesures contre l'inflation

Le gouvernement chinois souhaite prendre des mesures afin de freiner la poussée inflationniste enregistrée au cours du premier semestre de l'année 1987 : selon un porte-parole du Conseil d'Etat cité par l'agence Chine nouvelle le taux d'inflation des six premiers mois de l'année aurait augmenté de 6,3 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier.

Cette progression est largement due à la hausse des prix de détail, notamment dans les zones urbaines : dans les vingt-neuf plus grandes villes chinoises, l'indice a augmenté de 9,1 %. Le gouvernement s'est engagé à adopter des mesures sévères, en particulier un contrôle plus strict des prix de détail.

### Privatisation

#### Le programme turc sera lancé à l'automne

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a annoncé, le samedi 22 août, le lancement d'un programme de privatisation de grande envergure : les actions des entreprises publiques, qui représentent 40 % de la production industrielle et 60 % des investissements fixes, seront vendues aux particuliers à l'automne prochain. Trente-trois sociétés sont concernées par ce programme, qui touchera à terme près de trois cents sociétés. Au total, un capital de 300 milliards de dollars sera vendu au public.

Ce plan de privatisation était l'un des grands projets du programme électoral de M. Turgut Ozal, qui se dit persuadé qu'il aidera à rattraper le niveau des pays industrialisés occidentaux.

### Pêches maritimes

#### La France au vingt-deuxième rang mondial

En 1985, près de 85 millions de tonnes de poissons et de produits de la mer ont été pêchés, contre 83 millions de tonnes en 1984, selon la FAO, qui vient de publier son rapport annuel sur les pêches maritimes.

Le Japon reste au premier rang des quarante pays recensés avec 11,4 millions de tonnes, bien que sa production ait décliné (12 millions de tonnes en 1984), devant l'Union soviétique et la Chine, suivies du Chili, des États-Unis, du Pérou.

La France, au vingt-deuxième rang, a gagné quatre places, avec 844 000 tonnes de captures, en progression de 1 %. En Europe, le Norvège est au premier rang, avec 2,1 millions de tonnes, le Danemark est quatorzième mondial (1,7 million de tonnes), l'Espagne dix-septième (1,4) et les Pays-Bas trente et unième.

### Chaussures

#### Forte hausse des importations d'Asie du Sud-Est

Les pays d'Asie du Sud-Est ont vendu en France, au premier semestre, cinquante et un millions de paires de chaussures, soit presque une paire par Français. Les importations de chaussures chinoises, sud-coréennes et thaïlandaises ont augmenté de 46 % depuis le début de l'année (après avoir déjà gonflé de 22 % l'an dernier), alors que l'ensemble des importations ne progressaient que de 17 %. Ce brusque afflux menace la prépondérance de l'Italie, fournisseur traditionnel de la France, dont la part des importations est désormais à peu près équivalente à celle des pays d'Extrême-Orient.

Les producteurs français, dont les ventes et les exportations diminuent, chaque année, et qui couvrent désormais moins de la moitié du marché intérieur, vont demander à la Commission européenne de continuer les importations sud-coréennes, et de mettre en place un prélevement un contrôle a priori. La France a déjà obtenu, en juin, la suspension jusqu'en novembre des importations de Taiwan par la CEE, et a conclu un accord d'autolimitation avec la Chine pour les pantoufles et les espadrilles.

### Ventes de yearlings

#### Baisse des prix de 24 %

Les traditionnelles ventes aux enchères de yearlings (jeunes chevaux d'un an) à Deauville n'ont totalisé que 35 millions de francs, lors de la première soirée, le samedi 22 août, soit 27 % de moins que l'an dernier (48 millions de francs). Le prix moyen s'est établi à 817 900 F par cheval vendu, contre une moyenne de 1 088 780 F l'an dernier, soit une baisse de 24 %. Une dizaine de yearlings sur les cinquante-trois présentés n'ont pas trouvé acquéreur.

## SOCIAL

### La rentrée syndicale

- La CGC applaudit les baisses d'impôts
- La FEN met en garde sur le pouvoir d'achat

Les dirigeants syndicaux font les uns après les autres leur « rentrée », après M. Edmond Maire dans le *Monde* du 19 août. Tandis que M. Henri Kramicki, secrétaire général de la CGT, devait réunir une conférence de presse lundi 24 août, les *Echos*, publiaient une interview de M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC et le *Matin* un entretien avec M. Yannick Simbron qui deviendra en septembre secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

M. Marchelli se déclare satisfait des allègements d'impôts : « La loi de finances 1988 concerne les catégories intermédiaires. J'avais demandé 4 %, j'ai eu 4 % (...). Nous demandons une baisse de la fiscalité directe importante et, contrairement à ce qui s'est passé depuis

vingt-cinq ans, le personnel d'encadrement n'est pas passé sous la table (- 3 % en 1987, - 4 % en 1988) ». M. Marchelli s'attend à deux nouvelles mesures (pour un coût de 400 millions au budget de l'Etat) : un doublement du plafond d'exonération de l'impôt sur le revenu pour l'indemnité de départ en retraite et un relèvement du plafond du quotient familial à partir du quatrième enfant.

Le président de la CFE-CGC souligne que le pouvoir d'achat des salariés est « au moins conservé », jugeant notamment un « coup de pouce nécessaire » pour les fonctionnaires. « Notre priorité, ajoute-t-il, c'est le redressement économique », et en percevant des signes et que notant à propos des entreprises : « Le moment est plus que jamais

venu de les aider à planifier les investissements avec plus d'industrialisme, recherche et formation. Mais il faudrait aussi que les chefs d'entreprise se réveillent un peu et prennent leurs responsabilités ».

A propos d'une éventuelle unité d'action syndicale, M. Marchelli note : « Si c'est pour défendre le syndicalisme ringard de Bergeron ou de Kramicki, je réponds non. Si c'est pour essayer de faire un bon chemin avec des leaders qui réfléchissent comme Edmond Maire, pourquoi pas ? »

Dans le *Matin*, M. Yannick Simbron (FEN) estime que « le problème salarial est sans doute le plus crucial ». Pour le futur secrétaire général de la FEN, « le pouvoir d'achat des fonctionnaires ne sera pas maintenu. Au début de l'année, le gouvernement avait projeté une inflation de 7,4 %. Pourquoi les fonctionnaires devraient-ils payer aujourd'hui le dérapage des prix ? ». Il souhaite donc que « les fonctionnaires se mobilisent massivement pour mieux se faire entendre ». « Il faut absolument boussuler, soulève-t-il, la hiérarchie administrative actuelle. Nous avons déjà réussi à la contourner, tout au moins ses rigidités, par le biais des primes et des indemnités de toutes sortes. Mais celles-ci sont, il faut le dire clairement, une perversion scandaleuse du système. (...) Je suis absolument favorable à une opération vérité sur les primes ».

● **ERRATUM.** — Une erreur nous a fait tirer, dans le *Monde* du 23-24 août, en page 8, l'article sur la fiscalité : « Les baisses d'impôts sur le revenu en 1988, il fallait évidemment lire : Les baisses d'impôts de 1988 sur les revenus de 1987 ». L'article ne laisse, heureusement, aucun doute à ce sujet.

### Près de six salariés sur dix ont plus de dix ans d'ancienneté

En 1985, 59,55 % des salariés avaient une ancienneté dans les entreprises supérieure à dix ans, selon une enquête publiée par l'hebdomadaire *Gestion sociale*, le lundi 24 août. L'enquête a été réalisée par l'Institut Adia, qui a exploité, à partir d'une centrale de bilans sociaux de 1979 à 1985, un échantillon constant de 207 entreprises regroupant 1 624 592 salariés.

L'étude indique qu'en 1981 « il y a eu changements de majorité dans les entreprises. Les salariés ayant moins de dix ans d'ancienneté ont cessé d'être les plus nombreux et depuis les autres n'ont cessé d'accroître leur suprématie relative ». Le pourcentage de salariés ayant plus de dix ans d'ancienneté est passé de 46,92 % en 1979 à 51,51 % en 1981 et à 59,55 % en 1985 (45,66 % ont de dix à vingt-cinq ans d'ancienneté et 13,89 % plus de vingt-cinq ans).

Pour les cadres, on observe une quasi-stabilité : 63,75 % avaient plus de dix ans d'ancienneté en 1985, contre 62,75 % en 1979. En revanche, si 45,88 % des ouvriers avaient une ancienneté égale ou supérieure à dix ans en 1979, ils étaient 60,18 % en 1985.

L'enquête fait également apparaître que « de 1979 à 1985, les salariés de plus de trente-cinq ans ont gagné davantage de poids, passant de 55 % à 60 % dans les populations des entreprises ».

Ainsi, les 35-49 ans ont vu leur proportion dans la population des entreprises augmenter en moyenne d'un point chaque année. En 1985, 49,64 % des cadres avaient de trente-cinq à quarante-neuf ans. Pour les ouvriers, ce pourcentage était de 41,48 %. Les entreprises embauchent moins et se séparent plutôt des moins anciens.

## Retard pour la prime de Répartition, France

Près de deux milliards de francs de prime de répartition ont été versés en 1986 à des salariés de l'industrie et du commerce. Mais la prime de répartition, qui est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés. Les entreprises ont en effet retardé le versement de la prime de répartition, qui est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés. Les entreprises ont en effet retardé le versement de la prime de répartition, qui est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés.

La prime de répartition est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés. Les entreprises ont en effet retardé le versement de la prime de répartition, qui est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés. Les entreprises ont en effet retardé le versement de la prime de répartition, qui est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés.

La prime de répartition est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés. Les entreprises ont en effet retardé le versement de la prime de répartition, qui est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés. Les entreprises ont en effet retardé le versement de la prime de répartition, qui est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés.

La prime de répartition est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés. Les entreprises ont en effet retardé le versement de la prime de répartition, qui est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés. Les entreprises ont en effet retardé le versement de la prime de répartition, qui est due à la loi de 1975, n'a pas été versée à tous les salariés concernés.

## TRANSPORTS

### ETATS-UNIS

#### Nouvelles mesures de réglementation aérienne

La Commission de l'aviation civile des États-Unis (FAA) a annoncé de nouvelles mesures de réglementation aérienne. Ces mesures visent à améliorer la sécurité et l'efficacité des vols commerciaux.

### AGRICULTURE

#### Dans les Pyrénées-Orientales

Des salaires agricoles attractifs de travailleurs risquent de contourner le chapitre. Les syndicats agricoles s'inquiètent de cette situation, qui pourrait nuire à la stabilité du marché du travail agricole.

### PERPIGNAN

Le premier d'entrepreneurs de la région a été élu président de la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

En 1985 et 1986, d'importantes incidents d'incendie ont eu lieu dans certaines zones, jusqu'à 30 % de la superficie agricole et forestière. Les services de secours ont dû intervenir pour éteindre les incendies.

### A NOUVEAU NOM NOUVELLE IMAGE

Marc Pellissier et son équipe sont heureux de vous faire part du nouveau nom commercial du Cabinet Guillon qui devient désormais PELISSIER, GUILLON & ASSOCIES, créé en 1958 et spécialisé en Ressources Humaines et Organisation.

83, rue Jouffroy - 75017 PARIS - Téléphone (1) 47.68.02.25 +

PELISSIER, GUILLON & ASSOCIES

### Cabinet de conseils juridiques internationaux

recherche pour son cabinet de PARIS-6

### JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Directement rattaché au « Managing Partner », il accompagnera le cabinet dans son expansion, tant en France qu'à l'étranger, et étudiera la faisabilité des nouveaux projets.

Par ailleurs, il prendra en charge :  
— La supervision de la comptabilité ;  
— La mise en place de son informatisation ;  
— La gestion prévisionnelle avec la mise en place d'un contrôle de gestion par centre de profit ;  
— La trésorerie, les relations avec les banques ;  
— La gestion du personnel (déclarations sociales et fiscales, paie) ;  
— La gestion des services généraux.

Formation supérieure de commerce. Environ 32 ans. Expérience de direction financière. Anglais. Connaissances en droit international appréciées.

Adresser C.V. et lettre manuscrite sous n° 8 775 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7.

### GIE exerçant sur le MATIF

#### RECHERCHE

#### NÉGOCIATEUR EN BOURSE

Au sein d'une équipe de 5 personnes, il participera à la négociation en Bourse, au suivi administratif des opérations et à l'analyse du marché. Le candidat idéal devra être disponible, vif et avoir le sens des responsabilités.

Contact : Gérard Stadler ou 42-60-95-96.

### Le Monde CADRES

### Florian Martione Institut

#### CABINET CONSEIL JURIDIQUE PLURIDISCIPLINAIRE

recherche son :

### RESPONSABLE

Pour son bureau Bourgogne Nord

Agé de 30 à 40 ans ; il possède au moins 5 ans d'expérience en cabinet. Il aura pour mission le développement et la gestion de ce nouveau cabinet.

Salaires fixes + intéressement aux résultats.

Possibilité d'association

Adressez CV + photo à Florian Martione

Institut Aéroport Clermont Aulnat 63510

ACULNAT sous réf. AU 0787 Q ou contactez le minitel 3615 code SOTTEL puis FML

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU NORD-EST BORDENX LA ROCHELLE MONTPELLIER NANTES TOULOUSE

CLERMONT AU N







## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## EMPRUNTS AOUT 1987.

Emprunt à taux variable (TME)  
1 milliard de francs

Obligations de 5000 F émises à 4996 F.

Durée, 11 ans et 155 jours.

Date de jouissance, 11 mai 1987 (coupon

couru à régler en sus du prix d'émission).

Date de règlement, 7 septembre 1987.

Intérêt, taux d'intérêt variable égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 0,30 % l'an.

Coupon payable le 9 février de chaque année et pour la première fois le 9 février 1988.

Marge actuarielle, TME - 0,55 % sur la base d'un TME constant de 9,81 %.

Amortissement normal, les obligations seront amorties en totalité le 9 février 1999, par remboursement au pair.

Assimilation, les obligations seront assimilées immédiatement aux obligations de l'emprunt TME avril-juin 1987.

Emprunt à taux variable (TAM)  
1 milliard de francs

Obligations de 5000 F.

Durée, 10 ans.

Date de jouissance et règlement, 7

septembre 1987.

Intérêt, taux d'intérêt variable égal au taux annuel monétaire (TAM) établi par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 0,10 % l'an.

Marge actuarielle, TAM - 0,10 % sur la base d'un TAM constant de 8,15 % pour la période du 1<sup>er</sup> août 1986 au 31 juillet 1987.

Coupon payable le 7 septembre de chaque année et pour la première fois le 7 septembre 1988.

Une fiche d'information (voir CDE n° 87-307 du 18 août 1987) est disponible sans frais sur demande.

BALO du 24 août 1987.

crédit foncier de france

S.A. au capital de 1097 295 200 F - Siège social, 11, rue des Capucines - 75001 Paris.

Le 1<sup>er</sup> groupe bancaire privé  
français émet un emprunt de  
1 milliard de francs.EMPRUNT DE 1 MILLIARD DE FRANCS  
DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Nominal des titres: F 5000.

Prix d'émission: 97,30 % soit F 4865.

Date de jouissance et règlement: 14 septembre 1987.

Intérêt annuel: 10 %.

Soit F 500 par obligation, payable pour la première fois le 14 septembre 1988.

Taux de rendement actuariel au règlement: 10,45 %.

Amortissement: Au pair, en totalité à la fin de la 10<sup>ème</sup> année.

Fonds de régularisation: A hauteur chaque année de 10 % des titres restant en circulation.

BALO du 24 août 1987. Une fiche d'information (voir CDE n° 87-305 en date du 18 août 1987) est tenue gratuitement à la disposition du public.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Depuis 42 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le N° 1  
pour la vente de fonds de commerce

En vente partout 5 F et 36, rue de Meis, 75011 PARIS - Tél. (1) 49-06-30-30

Le Monde  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements:  
45-55-91-82, poste 4356

## Économie

## FINANCES

## YUGOSLAVIE

La presse révèle  
un scandale

Un scandale financier sans précédent a éclaté le semaine dernière en Yougoslavie: un des complexes agro-alimentaires «modèles» du pays, Agrokomerc, est accusé d'émettre depuis un an des lettres de change sans provision. Ces papiers sans valeur, valables généralement trois mois, étaient avalisés par la banque de la ville de Bihac (Bosnie-Herzégovine), et leur recouvrement était assuré par l'émission de nouveaux papiers... également sans valeur.

Cette fraude, officiellement estimée à 300 millions de dollars (plus de 1,8 milliard de francs), pourrait ébranler un système financier déjà fragile. Selon la presse yougoslave, l'escroquerie menacerait directement l'existence de cinquante-sept banques. De source officielle, on affirme que la valeur des lettres de change émises, intérêt compris, qui augmentent chaque jour, atteindrait déjà en fin de semaine dernière 1,2 milliard de dollars.

Selon le vice-premier ministre, M. Milos Milosevic, l'endettement des entreprises auprès des banques, estimé à 13 milliards de dollars, est «un facteur de déstabilisation plus dangereux encore que celui de la dette extérieure» (20 milliards de dollars). L'indiscipline financière semble d'ailleurs être la règle: selon l'office de comptabilité fédéral, chacune des vingt-huit mille entreprises yougoslaves a violé au moins cinq fois la législation en ce domaine en 1986.

Une commission d'enquête composée de vingt-cinq inspecteurs de l'office a été nommée le 15 août dernier. Elle remettra son rapport aux autorités à la mi-septembre.

Selon la presse yougoslave, ces opérations n'ont pu s'effectuer sans la complicité des responsables politiques de Bosnie-Herzégovine, la République d'origine du premier ministre, M. Branko Mitkic. — (AFP.)

## TAITTINGER

Les activités commerciales du champagne Taittinger se sont déroulées de façon satisfaisante pendant les sept premiers mois de l'exercice en cours. Fin juillet 1987, le chiffre d'affaires est en hausse de 15,26 % par rapport à l'an passé.

La récolte 1987 se présente sous des auspices favorables en dépit du temps relativement froid que la Champagne a connu au début de l'été.

VALEURS  
DE FRANCE

Le 14 août 1987, la valeur liquidative de la SICAF «Valeurs de France», Société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 362,53 F (364,55 F le 31/07/87).

A la même date, l'action de «Valeurs de France» cotait 360 F (364 F le 31 juillet 1987).

Pour l'ensemble du groupe IN2, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 264,1 MF contre 240,8 MF (+ 9,4 %).

Le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 288,2 MF contre 294,7 MF (- 2,2 %).

IN2  
GROUPE INTERTECHNIQUEACTIVITÉS COMMERCIALES  
AU 30 JUIN 1987

Pour l'ensemble du groupe Intertech, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 605,7 MF contre 587 MF au 30 juin 1986 (+ 3 %); le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 771,8 MF contre 693,4 MF (+ 11 %) et le carnet de commandes consolidé est de 1 096,6 MF.

Pour la branche Aéronautique et Systèmes, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 343,9 MF contre 346,3 MF; le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 486 MF contre 399,5 MF (+ 22 %).

Pour la branche Informatique, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 264,1 MF contre 240,8 MF (+ 9,4 %); le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 288,2 MF contre 294,7 MF (- 2,2 %).

## Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE  
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation  
(en millions de francs)

ACTIF	Au 13 août
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	416 427
dont:	
Or	221 962
Disponibilités à vue à l'étranger	112 962
ECU	62 863
Assomés au Fonds de stabilisation des changes	19 281
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	46 010
dont:	
Concours au Trésor public	38 800
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	108 839
dont:	
Effets escomptés	68 808
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECOUVRIR DU FÉCOM	77 472
5) DIVERS	10 358
Total	706 106

PASSIF	Au 13 août
1) BILLET EN CIRCULATION	223 902
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 000
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	30 898
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	53 886
dont:	
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	49 157
5) ECU À LIVRER AU FÉCOM	76 443
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	256 839
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	10 382
Total	706 106

## CHANGES

Dollar : 6,09 F ↓

Dans un marché très calme, le dollar est resté faible. Il est même tombé, en début de séance à Tokyo, à 141 yens, son niveau le plus bas depuis trois mois, forçant la Banque du Japon à intervenir pour enrayer la tendance. Les spéculateurs s'inscrivent sur les intentions des autres banques centrales.

FRANCFORT	21 août	24 août
Dollar (en DM)	1,8275	1,8225
TOKYO	21 août	24 août
Dollar (en yen)	143,35	142,85

MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)
Paris (24 août)	75/16-73/8
New-York (21 août)	65/8

LES INDICES HEBDOMADAIRES  
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indices globaux de base 100: 31 décembre 1980

N août 21 août

Valeurs françaises	102,5	102,8
Valeurs industrielles	113	112,9
Valeurs étrangères	138	138,2
Pétrole-Energie	108,8	108,8
Chimie	111,2	109,8
Métallurgie, mécanique	119,4	119,4
Électricité, électronique	98,8	98,1
Bâtiment et matériaux	119,7	119,8
Ind. de consommation, non alim.	119,8	119,8
Agro-alimentaire	114,1	115,8
Diversification	98,7	101,4
Transport, info, services	92,3	98,5
Assurances	48,5	52,2
Crédit banque	97,8	97,8
Social	77,3	77,1
Immobilier et financier	94,1	92,4
Investissement et portefeuille	91	92,7
Base 100: 31 décembre 1980		
Valeurs françaises	102,5	102,8
Valeurs étrangères	138	138,2
Base 100: 31 décembre 1980		
Valeurs françaises	102,5	102,8
Valeurs étrangères	138	138,2

Base 100: 31 décembre 1980	N août	21 août
Indice des val. franç. à rev. fixe	118,9	118,9
Escompté d'Etat	112,8	112,8
Escompté garanti et non garanti	114,1	115,8
Sociétés	117,8	117,4

## COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGEMENT

Base 100: 31 décembre 1980	N août	21 août
Indice global	414,4	414,4
Produits de base	274,4	289,8
Construction	443,3	453,3
Matériel d'équipement	322,1	318,8
Matériel de consommation	381,1	381,1
Matériel de consommation, non durable	381,1	381,1
Matériel de consommation, durable	402,2	402,2
Services	370,8	370,8
Sociétés financières	512,7	512,7
Sociétés de la zone franc		
exploitant principalement:		
à l'étranger	429,9	429,7
Valeurs industrielles	403	402,5

## BOURSES RÉGIONALES

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348

N août 21 août

Base 100: 31 décembre 1980

Indices globaux: 30/8, 348







